

Mémorial de Sainte-Hélène

par le comte de Las Cases



herodote.net

herodote.net vous propose ses ouvrages numériques sous deux versions différentes, lisibles à tout instant sur tous vos appareils (ordinateur, tablette, liseuse et smartphone). Ces versions vous offrent une navigation interactive, des liens vers des contenus externes (nécessite une connexion internet) et un système d'annotation et de signets.

Le format **pdf**, format standard Adobe©, est similaire à un livre imprimé. Sa mise en page étant fixe, nous vous recommandons sa lecture sur ordinateur et/ou tablette. Téléchargez au préalable le logiciel Adobe Reader (gratuit) pour plus de confort.

Le format **epub**, format ouvert, s'adapte à la taille de l'écran, même petit. Il vous permet de modifier – selon les options de votre appareil –, la police d'écriture, la taille de caractères, la couleur du fond ou encore de régler les marges ou l'interlignage.



Les **Amis d'herodote.net** peuvent découvrir en grand format les illustrations marquées d'une loupe sur simple clic après s'être identifiés (connection requise).

[Pour plus d'informations](#)

Mémorial de Sainte-Hélène

Par le comte de Las Cases

Tome IV

Sommaire

Dimanche 28 janvier 1816. *Étude de l'anglais, etc.* – Détails. – Réflexions, etc. – Promenade à cheval. – Cheval embourbé, autres traits caractéristiques.

Fragments de la campagne d'Italie.

Treize vendémiaire.

Bataille de Montenotte.

Fragments du chapitre III sur la topographie d'Italie

Jeudi 1^{er} février 1816. *Éloge de Sainte-Hélène par l'Empereur.* – Petites ressources de l'île.

Vendredi 2 février 1816. Première saignée de mon fils. – L'Empereur me donne un cheval.

Samedi 3 au mardi 6 février 1816. Progrès de l'Empereur dans l'anglais.

Mercredi 7. – Jeudi 8 février 1816. L'Empereur apprend la mort de Murat.

Vendredi 9 février 1816. Porlier, Ferdinand. – Tableaux de l'*Atlas*.

Samedi 10 février 1816. Sur l'Égypte. – Ancien projet sur le Nil.

Dimanche 11 février 1816. Uniformité. – Ennui. – Solitude de l'Empereur. – Caricatures.

Lundi 12 février 1816. Longue course à pied de l'Empereur.

Mardi 13 au vendredi 16 février 1816. Mauvaise température de Sainte-Hélène. – Observation importante sur l'esprit de ce Journal.

- Samedi 17 février 1816. Politique de l'Empereur sur les affaires de France.
- Dimanche 18 février 1816. Peinture du bonheur domestique par l'Empereur. – Deux Demoiselles de l'île
- Lundi 19 février 1816.
- Mardi 20 février 1816. Travaux de l'Empereur à l'île d'Elbe. – Prédilection des Barbaresques pour Napoléon.
- Mercredi 21 au vendredi 23 février 1816. Piontkowski. – Caricature.
- Samedi 24 février 1816. Retour de l'île d'Elbe. – Détails, etc.
- Dimanche 25 au mardi 28 février 1816. Campagnes d'Italie et d'Égypte. – Opinion de l'Empereur sur nos grands poètes. – Tragédies modernes. – Hector. – Les États de Blois. – Talma.
- Jeudi 29 février 1816. Les faiseurs d'affaires dans la révolution. – Crédit de l'Empereur à son retour. – Sa réputation dans les bureaux comme vérificateur. – Ministres des Finances, du Trésor. – Cadastre.
- Vendredi 1^{er} mars 1816.
- Samedi 2 mars 1816.
- Dimanche 3 mars 1816. Sur l'invasion en Angleterre. – Détails.
- Lundi 4 mars 1816. Flotte de la Chine.
- Mardi 5 mars 1816. Cour de l'Empereur, étiquette, etc. – Anecdote de Tarare. – Grands officiers. – Chambellans. – Splendeur sans égale de la cour des Tuileries. – Belle administration du palais. – Intention de l'Empereur à ses levers. – Grand couvert. – De la cour et de la ville.
- Mercredi 6 mars 1816. Jeu d'échecs venu de la Chine. – Présentation des capitaines de la flotte de la Chine.
- Jeudi 7 mars 1816. Mystification.
- Vendredi 8 mars 1816. L'Empereur en état d'employer son anglais. – Sur la médecine. – Corvisart. – Définition. – Sur la peste. – Médecine de Babylone.
- Samedi 9 mars 1816.
- Dimanche 10 au mardi 12 mars 1816. Procès de Ney. – Voiture perdue

à Waterloo. – Entrevue de Dresde. – Sur l’humeur des femmes. –
Princesse Pauline. – Beau mouvement de l’Empereur.

Mercredi 13 mars 1816.

Jeudi 14. – Vendredi 15 mars 1816. Injure à l’Empereur et au prince de
Galles. – Exécution de Ney. – *Évasion de Lavalette*.

Samedi 16 mars 1816. Commission pour le Prince Régent.

Dimanche 17 mars 1816. Esprit de l’Isle de France.

Lundi 18. – Mardi 19 mars 1816. Ses intentions sur Rome. – Horrible
nourriture. – *Britannicus*.

Mercredi 20 mars 1816. Vingt Mars. – Couches de l’Impératrice.

Jeudi 21 – Vendredi 22 mars 1816. Conjuración de Catilina. – Les
Gracques. – Les historiens. – Sommeil durant la bataille – César, ses
Commentaires. – Des divers systèmes militaires.

Résumé des neuf mois écoulés.

Dimanche 28 janvier 1816.

*Étude de l'anglais, etc. – Détails. – Réflexions, etc. – Promenade à cheval. –
Cheval embourbé, autres traits caractéristiques.*

Nos jours se passaient, comme chacun le soupçonne, dans une grande et insipide monotonie. L'ennui, les souvenirs, la mélancolie, étaient nos dangereux ennemis ; le travail notre grand, notre unique refuge. L'Empereur suivait très régulièrement ses occupations, l'anglais était devenu pour lui une affaire importante. Il y avait près de quinze jours qu'il avait pris sa première leçon, et, à compter de cet instant, quelques heures tous les jours, depuis midi, avaient été employées à cette étude, tantôt avec une ardeur vraiment admirable, tantôt avec un dégoût visible, alternative qui m'entretenait moi-même dans une véritable anxiété. J'attachais le plus grand prix au succès, et je craignais chaque jour de voir abandonner les efforts de la veille ; d'en être pour l'ennui mortel que j'aurais causé, sans le résultat précieux que je m'étais promis.

D'un autre côté, chaque jour aussi j'étais aiguillonné davantage, en me voyant approcher du but auquel je tendais. L'acquisition de l'anglais pour l'Empereur était une véritable et sérieuse conquête. Jadis il lui en coûtait, disait-il, annuellement pour de simples traductions, cent mille écus, et encore, observait-il, les avait-il bien à point nommé ? étaient-elles fidèles ? Aujourd'hui nous nous trouvions emprisonnés au milieu de cette langue, entourés de ses productions ; tous les grands changements, toutes les grandes questions que l'Empereur avait créés sur le continent, avaient été traités par les Anglais en sens opposé ; c'étaient autant de faces nouvelles pour l'Empereur, auquel elles étaient jusque-là demeurées étrangères.

Qu'on ajoute que les livres français étaient rares parmi nous, que l'Empereur les connaissait tous et les avait relus jusqu'à satiété, tandis

que nous pouvions nous en procurer une foule d'anglais tout à fait neufs pour lui. Enfin l'acquisition de la langue d'un étranger devient un titre à ses yeux, c'est un agrément pour soi, un véritable avantage, c'est une facilité de pourparler, et, en quelque sorte un commencement de liaison pour tous deux. Quoiqu'il en soit, j'apercevais déjà le terme de nos difficultés ; j'entrevois le moment où l'Empereur aurait traversé tous les dégoûts inévitables du commencement. Mais qu'on se figure si l'on peut tout ce que devait être pour lui l'étude scolastique des conjugaisons, des déclinaisons, des articles, etc. On ne pouvait y être parvenu qu'avec un grand courage de la part de l'écolier, un véritable artifice de la part du maître. Il me demandait souvent s'il ne méritait pas des férules, il devinait leur heureuse influence dans les écoles ; il eût avancé davantage, disait-il gaîment, s'il eût eu à les craindre. Il se plaignait de n'avoir pas fait de progrès, et ils auraient été immenses pour qui que ce fût.

Plus l'esprit est grand, rapide, étendu, moins il peut s'arrêter sur des détails réguliers et minutieux. L'Empereur, qui saisissait avec une merveilleuse facilité tout ce qui regardait le raisonnement de la langue, en avait fort peu dès qu'il s'agissait de son mécanisme matériel. C'étaient une vive intelligence et une fort mauvaise mémoire : cette dernière circonstance surtout le désolait ; il trouvait qu'il n'avancait pas. Dès que je pouvais soumettre les objets en questions à quelque loi ou analogie régulière, c'était classé, saisi à l'instant ; l'écolier devançait même alors le maître dans les applications et les conséquences ; mais fallait-il retenir par cœur et répéter les éléments bruts, c'était une grande affaire ; on prenait sans cesse les uns pour les autres ; et il serait devenu trop fastidieux d'exiger d'abord une trop scrupuleuse régularité. Une autre difficulté, c'est qu'avec les mêmes lettres, les mêmes voyelles, ces mots nous demandaient une tout autre prononciation ; l'écolier ne voulait reconnaître que la nôtre ; et le maître eût décuplé les difficultés et l'ennui, s'il eût voulu exiger

mieux. Enfin l'écolier, même dans sa propre langue, avait la manie d'estropier les noms propres ; les mots étrangers, il les prononçait tout à fait à son gré ; et une fois sortis de sa bouche, quoi qu'on fit, ils demeuraient toujours les mêmes, parce qu'il les avait une fois pour toutes, logés de la sorte dans sa tête. C'est ce qui ne manqua pas d'arriver pour la plupart de nos mots anglais, et le maître dut avoir la sagesse et l'indulgence de s'en contenter, laissant au temps à rectifier peu à peu, s'il était jamais possible, toutes ces incorrections. De ce concours de circonstances, il naquit véritablement une nouvelle langue qui n'était entendue que de moi, il est vrai ; mais elle procurait à l'Empereur la lecture de l'anglais, et il eût pu, à toute rigueur, se faire entendre, par écrit : c'était déjà beaucoup, c'était tout.



Napoléon dictant ses mémoires aux généraux Montholon et Gourgaud, en présence du grand-maréchal Bertrand et du comte de Las Cases.

Cependant l'Empereur continuait régulièrement ses campagnes d'Égypte avec le grand-maréchal. Ma campagne d'Italie était finie depuis longtemps : nous la touchions et retouchions sans cesse, quant à sa forme typographique, à la contexture des chapitres et à la coupe des paragraphes, etc. On en verra, dans le courant de cet ouvrage, le peu qui m'en est resté dans les mains.

De temps à autre il dictait de fantaisie des objets séparés à MM. Gourgaud et Montholon. À tout ce travail, il joignait fort peu d'exercice : quelques promenades à pied, parfois la calèche, presque plus de cheval.

Le 30, il voulut cependant revenir à notre vallée du Silence, abandonnée depuis longtemps. Nous étions vers son milieu ; le passage était bouché par des broussailles mortes et une espèce de barrière faite pour arrêter le bétail. Le chasseur (le fidèle Ali) descendit, comme de coutume, pour nous ouvrir la route. Nous passâmes ; mais le cheval du chasseur, pendant son opération, s'était éloigné de lui ; quand il voulut le reprendre, il s'enfuit. Il avait beaucoup plu, il fallut s'embarber dans un marécage pareil à celui où l'Empereur, peu de jours après notre arrivée à Longwood, s'était vu enfoncer de manière à craindre d'y demeurer. Le chasseur courut après nous, pour nous dire qu'il demeurerait pour débarrasser son cheval. Nous étions dans un chemin très difficile, fort étroit, à la file les uns des autres ; ce ne fut que quelque temps après que l'Empereur nous entendit redire entre nous l'accident du chasseur. Il gronda de ce que nous n'avions point attendu, et voulut que le grand-maréchal et le général Gourgaud retournassent vers lui. L'Empereur mit pied à terre pour les attendre, et marcha vers une petite élévation d'où il paraissait comme sur un piédestal, au milieu des ruines. Il avait la bride de son cheval passée autour de son bras, et s'est mis à siffler un air ; il avait pour écho une nature muette, et pour tout entourage la nudité du désert. « Et pourtant,

me suis-je dit involontairement, naguère encore que de sceptres dans ses mains ! Que de couronnes sur sa tête ! Que de Rois à ses pieds !... Il est vrai, continuai-je à part moi, qu'aux yeux de tous ceux qui l'approchent, le voient, l'entendent chaque jour, il demeure plus grand qu'il ne le fut jamais ! C'est le sentiment, l'opinion de tout ce qui l'entoure. Nous le servons avec autant d'ardeur ; nous l'aimons avec plus de tendresse !... »

Sur ces entrefaites arrivèrent le grand-maréchal et Gourgaud : ils aidèrent l'Empereur à remonter à cheval, et nous continuâmes. Ces messieurs avouaient du reste que sans leur secours, le cheval n'eût jamais pu s'en retirer ; les efforts réunis de tous les trois avaient à peine suffi. Assez longtemps après, au tournant d'un coude, l'Empereur observa que le chasseur n'avait pas suivi, et dit qu'il eût fallu attendre de le savoir en état de continuer ; ces messieurs pensaient qu'il était demeuré pour nettoyer tant soit peu son cheval. Dans le cours de notre promenade, à plusieurs autres tournants, l'Empereur répéta la même observation. Nous entrâmes chez le grand-maréchal, où nous nous reposâmes quelques instants ; l'Empereur, en sortant, demanda si le chasseur était passé, on ne l'avait pas vu. Enfin, arrivant à Longwood, sa première parole fut encore de demander si le chasseur était arrivé ; il l'était depuis longtemps, étant revenu par une route différente.

Je viens d'appuyer peut-être beaucoup sur cette minutieuse circonstance ; mais c'est qu'elle m'a paru tout à fait caractéristique. Dans cette sollicitude domestique, le lecteur aura de la peine à retrouver le monstre insensible, dur, méchant, cruel, en un mot le tyran dont on l'a si souvent, si longtemps entretenu.

La lecture d'O'Meara, depuis la première publication du *Mémorial*, m'a fait connaître deux autres circonstances qui coïncident si bien avec mon observation ci-dessus, et confirment si complètement l'idée

que je m'étais faite du cœur et de la sensibilité réelle de Napoléon, que je ne puis résister à les transcrire ici.

O'Meara se trouvait chez l'Empereur en conversation tête à tête avec lui : « Tandis que Napoléon parlait, dit-il, ma vue s'est obscurcie ; tous les objets m'ont paru tourner autour de moi, et je suis tombé sans connaissance sur le plancher. Revenu à moi, non, je n'oublierai jamais la sensation que m'a fait éprouver le premier objet offert à ma vue : Napoléon, la figure penchée sur mon visage, me considérant avec l'expression du plus grand intérêt, de la plus vive anxiété ; d'une main il ouvrait mon col de chemise et de l'autre me faisait respirer du vinaigre des Quatre-Voleurs¹. – Lorsque vous êtes tombé, m'a-t-il dit, j'ai d'abord cru que votre pied avait glissé ; mais vous voyant demeuré sans mouvements, j'ai craint que ce ne fût une attaque d'apoplexie. Marchand est entré en ce moment, et Napoléon lui a commandé de m'apporter de l'eau de fleur d'orange, un de ses remèdes favoris. En me voyant tomber, son empressement avait été tel, qu'il avait arraché le cordon de sa sonnette. Il me dit m'avoir relevé, placé sur une chaise, arraché ma cravate, inondé d'eau de Cologne, et me demandait si c'était bien cela qu'il avait dû faire ; et quand je l'ai quitté il a dit à Marchand, et tout bas pour que je n'entendisse pas, de me suivre, dans la crainte d'un nouvel accident en regagnant ma demeure.

« Cipriani, le maître d'hôtel de Longwood, dit ailleurs M. O'Meara, touchait à son dernier moment ; Napoléon, qui l'aimait comme son compatriote et comme lui étant entièrement dévoué, se montrait fort inquiet, et demandait souvent de ses nouvelles. On ne désespérait pas tout à fait ; mais il était d'une faiblesse extrême. La veille de sa mort, Napoléon m'envoya chercher à minuit ; et comme je lui peignais

1. Ce remède, vendu en pharmacie comme antiseptique, était obtenu par macération de plantes aromatiques et médicinales dans du vinaigre. (*JMS*)

l'état d'immobilité du malade : Mais, me dit-il, si j'allais me montrer au pauvre Cipriani, ma présence ne pourrait-elle pas stimuler en lui la nature qui dort, et l'aider à vaincre la maladie. Et il tâcha de rendre son opinion plausible en décrivant les effets électriques qu'il avait plus d'une fois produits de la sorte. Je répondis que Cipriani avait encore sa connaissance, et que j'étais persuadé que l'amour et la vénération qu'il avait pour son maître le porterait, en le voyant, à faire un effort pour se lever sur son séant, et qu'il était à craindre qu'il ne passât dans ce mouvement. – Alors, conclut-il après quelques observations encore, j'y dois renoncer : c'est aux gens de l'art à prononcer là-dessus. »

* * *

Fragments de la campagne d'Italie.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

J'ai dit plus haut quelque part dans le recueil, que je donnerais les fragments de la campagne d'Italie, demeurés en mes mains. Me voilà à la fin d'un mois, j'en vais placer quelques chapitres.

À mon retour en France, par la funeste circonstance qui m'a rendu à moi-même, les motifs de garder pour moi seul les fragments de la campagne d'Italie, que je possédais du consentement de l'Empereur, n'existant plus, et la privation de mes papiers par le ministère anglais ne me laissant pas l'occasion de rien publier sur Sainte-Hélène, je distribuai quelques-uns de ces fragments, ne mettant d'autre condition à leur publicité, que de bien spécifier qu'ils étaient de simples brouillons, de premières dictées qui auront reçu sans doute, par la suite, de grandes altérations. Aujourd'hui que la restitution de mes papiers m'a mis à même de publier le *Mémorial de Sainte-Hélène*, j'ai eu la pensée d'y réunir tous ces fragments de la campagne d'Italie, imaginant qu'ils ne seront pas sans intérêt pour ceux qui aimeront à comparer ce premier jet avec les idées arrêtées : d'autant plus que tenant des dépositaires mêmes du manuscrit de ces campagnes, que la volonté de l'Empereur a été que le tout fût publié avec luxe, cartes, plans, etc., et dédié à son fils, j'ai tout lieu de croire qu'on sera longtemps encore avant de jouir de cette publication. J'insérerai donc le peu que je possède, sept chapitres sur vingt-deux, soit à la fin des mois, soit dans le cours même du Journal, quand il viendra à languir.

N.B. : Les chapitres de la campagne d'Italie étaient particulièrement ce que je me proposais de supprimer dans cette réimpression, pensant d'abord que, puisqu'en ce moment on les publiait dans toute leur étendue, mes fragments isolés devenaient dès-lors inutiles. Toutefois, j'ai été conduit à changer de détermination par le sentiment que j'ai éprouvé moi-même en comparant les deux versions ; sentiment, ai-je pensé, que beaucoup d'autres pourront partager avec moi. Des pages entières restent littéralement les mêmes, il est vrai ; mais, tout-à-coup, des mots se trouvent changés, des épithètes altérées, des phrases ou même des paragraphes entiers supprimés, non pour la seule amélioration du style, mais pour la modification évidente du sens. Or, il n'est pas sans un grand intérêt, pour un grand nombre, de pouvoir connaître les motifs intérieurs qui ont amené ces variantes ; suivre la disposition d'esprit qui a dû les dicter ; assister, pour ainsi dire, au développement de la pensée du moment, la saisir tout entière dans ses rapports avec les conséquences qu'elle a pour objet de consacrer.

Dans le chapitre actuel, par exemple, les variantes montrent une légère suppression sur Pichegru, quelques additions lors du choix du général pour la journée de vendémiaire ; mais surtout la suppression entière du monologue, d'ailleurs si remarquable ; et pourquoi cette dernière détermination ; car ce monologue avait déjà assez arrêté l'attention du narrateur, pour avoir reçu des directions de sa propre main, ainsi que le démontre la version du Mémorial ; mais en voilà assez, je pense, pour me justifier d'avoir tout conservé.

Voici, pour le présent, les premiers de ces fragments : Vendémiaire, la Bataille de Montenotte, et Partie du Chapitre III sur la topographie d'Italie.

Treize vendémiaire.

N. B. : Tous les mots en caractère italique sont des corrections faites au manuscrit original, de la main de Napoléon même.

I. *Constitution de l'an III.* – La chute de la Municipalité du 31 mai et du parti de Danton, de Robespierre, amena la chute des jacobins et la fin du Gouvernement révolutionnaire. *Depuis*, la Convention fut successivement gouvernée par des factions qui ne surent acquérir aucune prépondérance : ses principes variaient chaque mois. Une épouvantable réaction *affligea* l'intérieur de la république ; les domaines cessèrent de se vendre, et le discrédit des assignats croissant chaque jour, les armées se trouvaient sans solde, les réquisitions et le maximum y avaient seuls maintenu l'abondance ; les magasins se vidèrent ; le pain même du soldat ne fut plus assuré. Le recrutement, dont les lois avaient été exécutées avec la plus grande rigueur, sous le Gouvernement révolutionnaire, cessa. Les armées continuèrent d'obtenir de grands succès, parce que jamais elles n'avaient été plus nombreuses ; mais les armées éprouvaient des pertes journalières, il n'y avait plus de moyens pour les réparer.

Le parti de l'étranger, qui s'étayait du prétexte du rétablissement des Bourbons, acquérait chaque jour de nouvelles forces. Les salons étaient ouverts, on y discourait sans crainte ; les communications étaient devenues plus faciles avec l'extérieur ; la perte de la République se tramait publiquement.

La révolution était vieille ; elle avait froissé bien des intérêts : une main de fer avait pesé sur les individus. Bien des crimes avaient été

commis : ils furent tous relevés avec acharnement, et chaque jour davantage on excita l'animadversion publique contre tous ceux qui avaient gouverné, administré, ou participé, d'une manière quelconque, aux succès de la Révolution.

Pichegru avait été gagné : c'était le premier général de la République, fils d'un laboureur de Franche-Comté, et frère minime, dans sa jeunesse, au collège de Brienne ; il se vendit au parti royal, et lui livra le succès des opérations de son armée.

Les prosélytes des ennemis de la République ne furent pas nombreux dans l'armée ; elle resta fidèle aux principes de la révolution pour lesquels elle avait versé tant de sang, et remporté tant de victoires.



La tyrannie révolutionnaire écrasée par les amis de la constitution de l'an III. Gravure de l'époque.

Tous les partis étaient fatigués de la Convention : elle l'était d'elle-même. Sa mission avait été l'établissement d'une constitution ; elle vit enfin que le salut de la patrie, le sien propre, exigeaient que, sans délai, *elle remplît sa principale mission*. Elle adopta, le 21 juin 1796, la constitution connue sous le titre de constitution de l'an III. Le Gouvernement était confié à cinq personnes, sous le nom de Directoire ; la Législature à deux Conseils, dits des Cinq Cents et des Anciens. Cette constitution fut soumise à l'acceptation du peuple, réuni en assemblée primaire.

II. *Lois additionnelles à la constitution*. – L'opinion était généralement répandue, qu'il fallait attribuer la chute de la constitution de 91 à la loi de la Constituante, *qui excluait ses membres de la législature*. La Convention ne *tomba pas dans* la même faute ; elle joignit à la constitution deux lois additionnelles, par lesquelles elle prescrivit que les deux tiers de la législature nouvelle seraient composés des membres de la Convention, et que les assemblées électorales de départements n'auraient à nommer, *pour cette fois*, qu'un tiers seulement des deux Conseils. La Convention prescrivit de plus que ces deux lois additionnelles seraient soumises à l'acceptation du peuple, comme parties inséparables de la constitution.

Le mécontentement fut, dès lors, général. Le parti de l'étranger surtout voyait tous ses projets déjoués par ces dispositions. Il s'était flatté que les deux conseils auraient été entièrement composés d'hommes neufs et étrangers à la révolution, ou même en partie de ceux qui en avaient été victimes ; et dès lors il *espérait* d'arriver à la contre-révolution par l'influence même de la législature.

Ce parti ne manquait pas de très bonnes raisons pour cacher les véritables motifs de son mécontentement ; il alléguait que les droits du

peuple étaient méconnus, puisque la Convention, qui n'avait eu de mission que pour établir une constitution, usurpait les pouvoirs d'un corps électoral, en donnant elle-même à ses membres les pouvoirs d'un corps législatif ; que la preuve que la Convention savait qu'elle agissait contre l'intention du peuple, c'est qu'elle imposait aux assemblées primaires la condition *arbitraire* de voter à la fois sur l'ensemble de la constitution et ses lois additionnelles. La Convention ne devait vouloir que ce que voulait le peuple. Pourquoi ne le laissait-elle pas voter séparément sur la constitution et les lois additionnelles ? C'est qu'elle savait que les lois additionnelles seraient unanimement rejetées. Quant à la constitution, en elle-même, elle était préférable sans doute à ce qui existait, et, sur ce point, tous les partis étaient d'accord. Les uns, il est vrai, eussent voulu un président, au lieu de cinq directeurs, les autres auraient désiré un Conseil plus populaire ; mais en général on vit cette nouvelle constitution avec plaisir. Quant au parti de l'étranger, qui était dirigé par des comités secrets, il n'attachait aucune importance à des formes de gouvernement qu'il ne voulait pas maintenir ; il n'étudiait, dans la constitution, que le moyen d'en profiter, pour opérer la contre-révolution ; et tout ce qui tendait à ôter l'autorité des mains de la Convention et des conventionnels lui était agréable.

III. *Les lois additionnelles sont rejetées par les sections de Paris.* – Les quarante-huit sections de Paris se réunirent ; ce furent quarante-huit tribunes dans lesquelles accoururent les orateurs les plus virulents : Laharpe, Sérizi, Lacrosette jeune, Vaublanc, Régnault, etc. *Il fallait* peu de talents pour exciter tous les esprits contre la Convention ; et plusieurs de ces orateurs en montrèrent beaucoup.

La capitale fut ainsi mise en fermentation. *Après le 9 thermidor, on avait organisé* la garde nationale. On avait eu *en vue d'en éloigner* les

jacobins ; mais on était tombé dans l'excès contraire, et les contre-révolutionnaires s'y trouvaient en assez grand nombre.

Cette garde nationale était de plus de quarante mille hommes, armée et habillée. Elle partagea toute l'exaspération des sectionnaires contre la Convention ; et les lois additionnelles furent rejetées dans Paris. Les sections se succédèrent à la barre de la Convention, et y manifestaient hautement leur opinion. La Convention cependant croyait encore que toute cette agitation se calmerait aussitôt que les provinces auraient manifesté leur opinion par l'acceptation de la constitution et des lois additionnelles. Elle croyait pouvoir comparer cette agitation de la capitale à ces commotions si communes à Londres, et dont Rome avait si souvent donné l'exemple au temps des comices. Elle proclama le 23 septembre l'acceptation de la constitution et des lois additionnelles, par la majorité des assemblées primaires ; mais dès le lendemain les sections de Paris nommèrent des députés pour former une assemblée centrale d'électeurs qui se réunirent à l'Odéon.

IV. *Résistance armée des sections de Paris.* — Les sections avaient mesuré leurs forces, évalué la faiblesse de la Convention : cette assemblée d'électeurs fut une assemblée d'insurgés.

La *Convention* annula l'assemblée de l'Odéon, la déclara illégale, et ordonna à ses comités de la dissoudre par la force. Le 10 vendémiaire, la force armée se porta à l'Odéon, et exécuta cet ordre. Le peuple rassemblé sur la place de l'Odéon fit entendre quelques murmures, se permit quelques injures ; mais n'opposa aucune résistance.

Le décret de la Convention, qui fermait l'Odéon, excita l'indignation de toutes les sections. Celle Lepelletier, dont le chef-lieu était au couvent des Filles-Saint-Thomas, paraissait être à la tête de ce

mouvement. Un décret de la Convention ordonna que le lieu de ses séances fût fermé, l'assemblée dissoute et la section désarmée.



Le général Menou.

Le 12 vendémiaire (3 octobre), à sept ou huit heures du soir, le général Menou, accompagné des représentants du peuple, commissaires près de l'armée de l'intérieur, se rendit, avec un corps nombreux de troupes, au lieu des séances de la section Lepelletier, pour y faire exécuter le décret de la Convention. Infanterie, cavalerie, artillerie, tout fut entassé dans la rue Vivienne, à l'extrémité de laquelle est le couvent des Filles-Saint-Thomas. Les sectionnaires occupaient *les fenêtres des* maisons de cette rue ; plusieurs de leurs

bataillons se rangèrent en bataille dans la cour du couvent, et la force militaire, que commandait le général Menou, *se trouva compromise.*

Le comité de la section s'était déclaré représentant du peuple souverain, dans l'exercice de ses fonctions ; il refusa d'obéir aux ordres de la Convention ; et, après une heure d'inutiles pourparlers, le général Menou et les commissaires de la Convention se retirèrent, par une espèce de capitulation, sans avoir désarmé ni dissous ce rassemblement.

V. *Menou est destitué du commandement de l'armée de l'intérieur.* – La section, demeurée victorieuse, se constitua en permanence, envoya

des députations à toutes les autres sections ; vanta ses succès, et pressa l'organisation qui pouvait assurer sa résistance. *On* se prépara à la journée du 13 vendémiaire.

Le général Bonaparte, attaché depuis quelques mois à la direction du mouvement des armées de la république, était dans une loge à Feydeau, lorsque de ses amis le prévinrent de la scène singulière qui se passait. Il fut curieux d'observer les détails d'un si grand spectacle. Voyant les troupes conventionnelles repoussées, il courut aux tribunes de l'assemblée pour y juger l'effet de cette nouvelle, et suivre les développements et la couleur qu'on y donnerait.

La Convention était dans la plus grande agitation. Les représentants auprès de l'armée, pour se disculper, se hâtèrent d'accuser Menou. On attribua à la trahison ce qui n'était dû qu'à la malhabileté. Il fut mis en arrestation.

Alors différents représentants se montrèrent successivement à la tribune ; ils peignirent l'étendue du danger. Les nouvelles qui, à chaque instant, arrivaient des sections, ne faisaient voir que trop combien il était grand. Chacun des membres proposa le général qui avait sa confiance. Ceux qui avaient été à Toulon, à l'armée d'Italie, et les membres du Comité de salut public, qui avaient des relations journalières avec Napoléon, le proposèrent comme plus capable que personne de les tirer de ce pas dangereux, par la promptitude de son coup d'œil et l'énergie de son caractère. On l'envoya chercher dans la ville.

Napoléon, qui avait tout entendu, et savait ce dont il était question, délibéra près d'une demi-heure avec lui-même sur ce qu'il avait à faire. « Une guerre à mort éclatait entre la Convention et Paris. *Était-il sage*

de se déclarer, de parler au nom de toute la France ? Qui oserait descendre seul dans l'arène pour se faire le champion de la Convention ? La victoire même aurait quelque chose d'odieux tandis que la défaite vouerait pour jamais à l'exécration des races futures.

« Comment se dévouer ainsi à être le bouc émissaire de tant de crimes auxquels on fut étranger ? Pourquoi s'exposer bénévolement à aller grossir en peu d'heures le nombre de ces noms qu'on ne prononce qu'avec horreur ?

« Mais, d'un autre côté, si la Convention succombe, que deviennent les grandes vérités de notre révolution ? Nos nombreuses victoires, notre sang si souvent versé, ne sont plus que des actions honteuses. L'étranger, que nous avons tant vaincu, triomphe et nous accable de son mépris... un entourage insolent et dénaturé reparaissent triomphants, nous reprochent nos crimes, exercent leurs vengeances, et nous gouvernent en ilotes par la main de l'étranger.

« Ainsi la défaite de la Convention ceindrait le front de l'étranger, et scellerait la honte et l'esclavage de la patrie.

« Ce sentiment, vingt-cinq ans, la confiance en ses forces, sa destinée !... » *Il se décida, et se rendit au comité*, auquel il peignit vivement l'impossibilité de pouvoir diriger une opération aussi importante avec trois représentants, qui, dans le fait, exerçaient tous les pouvoirs, et gênaient toutes les opérations du général ; il ajouta qu'il avait été témoin de l'événement de la rue Vivienne, que les commissaires avaient été les plus coupables, et s'étaient pourtant trouvés au sein de l'assemblée des accusateurs triomphants.

Frappé de ces raisons, mais dans l'impossibilité de destituer les commissaires, sans une longue discussion dans l'assemblée, le Comité, pour tout concilier, *car on n'avait pas de temps à perdre*, détermina de prendre le général dans l'assemblée même. Dans cette vue, il proposa Barras à la Convention comme général en chef, et donna le commandement à Napoléon, qui, par-là, se trouvait débarrassé des trois commissaires, sans qu'ils eussent à se plaindre.

Aussitôt que Napoléon se trouva chargé du commandement des forces qui devaient protéger l'assemblée, il se transporta dans un des cabinets des Tuileries où était Menou, afin d'obtenir de lui les renseignements nécessaires sur les forces et la position des troupes et celle de l'artillerie. L'armée n'était que de cinq mille hommes de toutes armes, avec quarante pièces de canon, alors aux Sablons, sous la garde de quinze hommes : il était une heure après minuit. Napoléon expédia aussitôt un chef d'escadron du 21^e de chasseurs (Murat), avec trois cents chevaux, pour se rendre, en toute diligence, aux Sablons, et ramener l'artillerie au jardin des Tuileries. Un moment plus tard, il n'était plus temps. Cet officier arrivant à deux heures aux Sablons, s'y trouva avec la tête d'une colonne de la section Lepelletier qui venait saisir le parc ; mais il était à cheval ; on était en plaine : la section se retira, et à six heures du matin les quarante pièces entrèrent aux Tuileries.

VI. *Dispositions d'attaque et de défense des Tuileries.* — Depuis six heures jusqu'à neuf, Napoléon courut tous les postes, et plaça cette artillerie à la tête du pont Louis XVI, du pont Royal, de la rue de Rohan, au cul-de-sac Dauphin, dans la rue Saint-Honoré, au Pont-Tournant, etc., etc. ; il en confia la garde à des officiers sûrs. La mèche était allumée partout, et la petite armée distribuée aux différents postes, ou en réserve au jardin et au Carrousel.

La générale battait partout Paris, et les gardes nationales se formaient à tous les débouchés, cernant ainsi le palais et les jardins. Leurs tambours portaient l'audace jusqu'à venir battre la générale sur le Carrousel et sur la place Louis XV.

Le danger était imminent, quarante mille gardes nationaux bien armés, organisés depuis longtemps, se présentaient animés contre la Convention ; les troupes de ligne, chargées de la défendre, étaient peu nombreuses, et pouvaient être facilement entraînées par le sentiment de la population qui les environnait. La Convention, pour accroître ses forces, donna des armes à quinze cents individus dits les patriotes de 89. C'étaient des hommes qui, depuis le 9 thermidor, avaient perdu leurs emplois, et quitté leurs départements où ils étaient poursuivis par l'opinion. On en forma trois bataillons, *que l'on* confia au général Berruyer. Ces hommes se battirent avec la plus grande valeur. Ils entraînèrent la troupe de ligne, et furent pour beaucoup dans le succès de la journée.

Un comité de quarante membres, sous la présidence de Cambacérès et composé du Comité de salut public et de sûreté générale, dirigeait toutes les affaires. On discutait beaucoup, on ne décidait rien, et le danger devenait à chaque instant plus pressant.

Les uns voulaient qu'on posât les armes, et qu'on reçût les sectionnaires comme les sénateurs romains avaient reçu les Gaulois. D'autres voulaient qu'on se retirât sur les hauteurs de Saint-Cloud, au camp de César, pour y être joints par l'armée des côtes de l'Océan. D'autres voulaient qu'on envoyât des députations aux quarante-huit sections *pour leur faire diverses propositions*. Pendant ces vaines discussions, et à deux heures après midi, un nommé Lafond déboucha sur le Pont-Neuf, venant de la section Lepelletier, à la tête de trois ou quatre

bataillons, dans le temps qu'une autre colonne de même force venait de l'Odéon à sa rencontre : *ils se réunirent sur* la place Dauphine.

Le général Cartaux, qui avait été placé au Pont-Neuf avec quatre cents hommes et quatre pièces de canon, ayant l'ordre de défendre les côtés du pont, quitta son poste, et se replia sous les guichets. En même temps un bataillon de gardes nationaux venait occuper le jardin de l'Infante : il se disait affectionné à la Convention, et pourtant saisissait ce poste sans ordre. D'un autre côté, Saint-Roch, le théâtre Français et l'hôtel de Noailles étaient occupés en force par la garde nationale. Les postes opposés n'étaient séparés que de douze à quinze pas. Les sectionnaires envoyaient des femmes à chaque instant, ou se présentaient eux-mêmes, sans armes et les chapeaux en l'air, pour fraterniser avec la ligne.

VII. *Combat du 13 vendémiaire.* — À chaque instant les affaires empiraient. À trois heures, Danican, général des sections, envoya un parlementaire sommer la Convention d'éloigner les troupes qui menaçaient le peuple, et de désarmer les terroristes. Ce parlementaire traversa les postes les yeux bandés, avec toutes les formes de la guerre. Il fut introduit ainsi au milieu du comité des quarante, qu'il émut beaucoup par ses menaces : on le renvoya vers les quatre heures. La nuit approchait, et il n'était pas douteux qu'elle ne dût être favorable aux sectionnaires, vu le grand nombre. *Ils pouvaient* se faufiler de maison en maison, dans toutes les avenues des Tuileries, déjà étroitement bloquées. À peu près à la même heure, on apporta, dans la salle de la Convention, sept cents fusils des gibernes *et des cartouches* pour armer les Conventionnels eux-mêmes comme corps de réserve ; ce qui en alarma plusieurs, qui ne comprirent qu'alors la *grandeur* du danger où ils étaient.

Enfin, à quatre heures un quart, des coups de fusil furent tirés de l'hôtel de Noailles, où s'étaient introduits les sectionnaires ; les balles arrivaient jusqu'au perron des Tuileries. Au même moment la colonne Lafond déboucha par le quai Voltaire, marchant sur le pont Royal. Alors on donna l'ordre aux batteries de tirer.



Journée du 13 vendémiaire, an IV.

Une pièce de huit, au cul-de-sac Dauphin, commença le feu, et servit de signal pour tous les postes. Après plusieurs décharges, Saint-Roch fut enlevé. La colonne Lafond, prise en tête et en écharpe par l'artillerie placée sur le quai, à la hauteur du guichet du Louvre, et à la tête du pont Royal, fut mise en déroute. La rue Saint-Honoré, la rue Saint-Florentin et les lieux adjacents furent balayés. Une centaine d'hommes essayèrent de résister, au théâtre de la République ; quelques obus les délogèrent en un instant : à six heures tout était fini.

Si l'on entendait *dans la nuit*, de loin en loin, quelques coups de canon, c'était pour empêcher les barricades que quelques *habitants* avaient cherché à établir avec des tonneaux.

Il y eut environ deux cents tués ou blessés du côté des sectionnaires, et presque autant du côté des conventionnels ; la plus grande partie *de ceux-ci*, aux postes de Saint-Roch.

Trois représentants, Fréron, Louvet et Sieyès montrèrent de la résolution.

La section des Quinze-Vingts, faubourg Saint-Antoine, est la seule qui ait fourni deux cent cinquante hommes à la Convention ; tant ses dernières oscillations politiques lui avaient *indisposé toutes les classes* ; toutefois, si les faubourgs ne se levèrent point en sa faveur, du moins ils *n'agirent* pas non plus contre elle. Il est faux qu'on ait fait tirer à poudre au commencement de l'action ; cela n'eût servi qu'à enhardir les sectionnaires et à compromettre les troupes ; mais il est vrai que le combat une fois engagé, le succès n'étant plus douteux, alors on ne tira plus qu'à poudre.

VIII. *Le 14 vendémiaire*. – Il existait encore des rassemblements dans la section Lepelletier.

Le 14, au matin, des colonnes débouchèrent contre eux, par les boulevards, la rue de Richelieu et le Palais-Royal. Des canons avaient été placés aux principales avenues. Les sectionnaires furent promptement délogés, et le reste de la journée fut employé à parcourir la ville, à visiter les chefs-lieux de sections, à ramasser les armes et à lire des proclamations. Le soir, tout était rentré dans l'ordre, et Paris se trouvait parfaitement tranquille.

Lorsque, après ce grand événement, les officiers de l'armée de l'intérieur furent présentés en corps à la Convention, celle-ci, par acclamation, nomma Napoléon général en chef de cette armée, Barras ne pouvant cumuler plus longtemps le titre de représentant avec des fonctions militaires.

Le général Menou fut traduit à un conseil de guerre ; on voulait sa mort. Le général en chef le sauva en disant aux juges que si Menou méritait la mort, les trois représentants, qui avaient dirigé les opérations et parlementé avec les sectionnaires, la méritaient aussi ; que la Convention n'avait qu'à mettre en jugement les trois membres, et qu'alors on jugerait Menou. L'esprit de corps fut plus puissant que la voix des ennemis de Menou.



🔍 Paul Barras, en habit de Directeur.

La même commission condamna plusieurs individus à mort par contumace, *entr'autres* Vaublanc. Le nommé Lafond fut le seul exécuté. Ce jeune homme avait montré beaucoup de courage dans l'action ; la tête de sa colonne, sur le pont Royal, se reforma trois fois sous la mitraille avant de se disperser tout à fait. C'était un émigré ; il n'y eut pas moyen de le sauver, quelque désir que l'on eût : l'imprudence de ses réponses déjoua constamment les bonnes intentions de ses juges.

IX. *Napoléon commande en chef l'armée de l'intérieur.* — Après le 13 vendémiaire, Napoléon eut à organiser la garde nationale, qui

était un objet de la plus haute importance, comptant alors jusqu'à cent quatre bataillons.

Il forma en même temps la garde du Directoire, et *réorganisa* celle du Corps-Législatif. Ces mêmes éléments se trouvèrent précisément dans la suite une des causes de son succès à la fameuse journée du 18 brumaire. Il avait laissé de tels souvenirs parmi ces corps, qu'à son retour d'Égypte, bien que le Directoire eût recommandé à ses soldats de ne point lui rendre d'honneurs militaires qu'il ne fût en grand uniforme, rien ne put les empêcher de battre au champ, de quelque manière qu'il parût.

Le peu de mois que Napoléon commanda l'armée de l'intérieur se trouvèrent remplis de difficultés et d'embarras. Ce furent, l'installation d'un gouvernement nouveau, dont les membres étaient divisés entre eux et souvent en opposition avec les conseils ; une fermentation sourde parmi les anciens sectionnaires qui composaient la majorité de Paris ; la turbulence active des jacobins, qui se reformaient sous le nom de Société du Panthéon ; les agents des étrangers et ceux du royalisme, *qui* formaient un parti puissant ; le discrédit des finances et du papier-monnaie, qui mécontentait les troupes à l'extrême ; mais, plus que tout cela encore, l'horrible famine qui, à cette époque, désola la capitale.

Dix ou douze fois les subsistances manquèrent, et les faibles distributions journalières que le gouvernement avait été contraint d'établir, furent interrompues. Il fallait une activité, une dextérité peu communes, pour surmonter tant d'obstacles, et maintenir le calme dans la capitale, en dépit de circonstances si fâcheuses et si graves.

La Société du Panthéon donnait chaque jour plus d'inquiétudes au Directoire. La police n'osait aborder cette société de front. *Le général*

en chef fit mettre le scellé sur le lieu de ses assemblées, et les membres ne bougèrent plus tant qu'il demeura présent. Ce ne fut qu'après son départ qu'ils parurent de nouveau, sous l'influence de Babeuf, Antonelle et autres, et éclatèrent au camp de Grenelle.

Il eut souvent à haranguer à la halle, dans les rues, aux sections et dans les faubourgs ; et une remarque singulière à ce sujet, c'est que, de toutes les parties de la capitale, le faubourg Saint-Antoine est celui qu'il a toujours trouvé le plus facile à entendre raison, et à recevoir des impulsions généreuses.

Ce fut pendant le commandement de Paris, que Napoléon fit la connaissance de Mme de Beauharnais.



🔍 Ci-devant occupations, Madame Tallien et Joséphine de Beauharnais dansant nues devant Barras, Bonaparte observant la scène. Caricature de Gillray.

On avait exécuté le désarmement général des sections. Il se présenta à *l'État-Major* un jeune homme de dix à douze ans, qui vint supplier le général en chef de lui faire rendre l'épée de son père, qui avait été général de la République. Ce jeune homme était Eugène de Beauharnais, depuis Vice-Roi d'Italie. Napoléon, touché de la nature de sa demande, et des grâces de son âge, lui accorda ce qu'il demandait : Eugène se mit à pleurer en voyant l'épée de son père. Le général en fut touché, et lui témoigna tant de bienveillance, que Mme de Beauharnais se crut obligée de venir le lendemain lui en faire des remerciements : Napoléon s'empessa de lui rendre sa visite.

Chacun connaît la grâce extrême de l'impératrice Joséphine, ses manières douces et attrayantes. La connaissance devint bientôt intime et tendre, et ils ne tardèrent pas à se marier.

X. *Napoléon est nommé général en chef de l'armée d'Italie.* On reprochait à Scherer, commandant l'armée d'Italie, de ne pas avoir su profiter de sa bataille de Loano ; depuis on était peu satisfait de sa conduite. On voyait à son quartier-général de Nice beaucoup plus d'employés que de militaires. Ce général demandait de l'argent pour solder ses troupes, et réorganiser les différents services ; il demandait des chevaux pour remplacer les siens qu'on avait laissé périr faute de subsistance : le Gouvernement ne pouvait donner ni l'un ni l'autre ; on lui fit des réponses dilatoires ; on l'amusa par de vaines promesses. Il fit connaître alors que si l'on tardait davantage, il serait obligé d'évacuer la rivière de Gênes, de revenir sur la Roya, et peut-être même de repasser le Var. Le Directoire résolut de le remplacer.

Un jeune général de vingt-cinq ans, ne pouvait rester plus longtemps à la tête de l'armée de l'intérieur. Le sentiment de ses talents et la confiance que l'armée d'Italie avait en lui, *le désignaient* comme seul

capable de la tirer de la fâcheuse situation où elle se trouvait. Les conférences qu'il eut avec le Directoire à ce sujet, et les projets qu'il lui présenta, ne laissèrent plus aucun doute. Il partit pour Nice, et le général Hatri, âgé de soixante ans, vint de l'armée de Sambre-et-Meuse le remplacer à l'armée de l'intérieur, laquelle avait perdu son importance, depuis que la crise des subsistances était passée, et que le gouvernement se trouvait assis.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Bataille de Montenotte.

*Depuis l'arrivée du général en chef, à Nice, le 28 mars 1796,
jusqu'à l'armistice de Cherasque, le 28 avril suivant :
espace d'un mois.*

I. *Plan de campagne pour entrer en Italie en tournant les Alpes.* – Le Roi de Sardaigne, que sa position géographique et militaire a fait appeler le portier des Alpes, avait en 1796 des forteresses à l'issue de toutes les gorges qui conduisent en Piémont. Si l'on eût voulu pénétrer en Italie, en forçant les Alpes, il eût fallu s'emparer de ces forteresses ; or les routes ne permettaient pas le transport de l'artillerie de siège : d'ailleurs les montagnes sont couvertes de neige les trois quarts de l'année ; ce qui ne laisse que très peu de temps pour le siège de ces places. On conçut l'idée de tourner toutes les Alpes, et d'entrer en Italie précisément au point où cessent ces hautes montagnes, et où les Apennins commencent. Le Saint-Gothard est le col le plus élevé des Alpes. À partir de ce col, les autres vont toujours en baissant. Ainsi le Saint-Gothard est plus haut que le Brenner ; celui-ci, que les montagnes de Cadore ; les montagnes de Cadore, que le col de Tarvis et les montagnes de la Carniole. De l'autre côté, le Saint-Gothard est

plus haut que le Simplon ; le Simplon plus haut que le Saint-Bernard ; le Saint-Bernard plus haut que le Mont-Cenis ; le Mont-Cenis plus haut que le col de Tende. Depuis celui-ci, les Alpes continuent de baisser toujours, et finissent enfin aux montagnes Saint-Jacques, près Savone, où commencent les Apennins. Alors la chaîne de l'Apennin se relève, et va toujours en augmentant par un mouvement inverse ; de sorte que la Bochetta, les cols voisins, ceux qui séparent la Ligurie des États de Parme, la Toscane, du Modenais, du Bolognais, vont toujours en s'élevant. La vallée de la Madone de Savone, et les mamelons de Saint-Jacques et de Montenotte sont donc tout à la fois les points les plus abaissés des Alpes et des Apennins ; celui où finissent les uns, et où les autres commencent.



Carte : Italie du Nord et pays limitrophes.

Savone, port de mer et place forte, se trouvait placée pour servir tout à la fois de magasin et de point d'appui. De celle ville à la Madone, le chemin est une chaussée ferrée de trois milles, et de la Madone à la Carcari il y a quatre ou cinq autres milles. Ce dernier intervalle pourrait être rendu praticable à l'artillerie en peu de jours. À Carcari l'on trouve des chemins de voiture qui conduisent dans l'intérieur du Piémont et du Montferrat.

Ce point était le seul par où l'on put entrer en Italie sans trouver des montagnes ; les élévations du terrain y sont si peu de chose, qu'on a conçu plus tard, sous l'Empire, le projet d'un canal qui aurait joint l'Adriatique à la Méditerranée, à l'aide du Pò et d'une branche de la Bormida, dont la source part des hauteurs qui avoisinent Savone.

En pénétrant en Italie par les sources de la Bormida, on pouvait se flatter de séparer et de désunir les armées sardes et autrichiennes, puisque de là on menaçait également la Lombardie et le Piémont. On pouvait marcher sur Milan comme sur Turin. Les Piémontais avaient intérêt à couvrir Turin, et les Autrichiens à couvrir Milan.

II. *État des deux armées.* – L'armée ennemie était commandée par le général Beaulieu, officier distingué, qui avait acquis de la réputation dans les campagnes du Nord. Cette armée se trouvait munie de tout ce qui pouvait la rendre redoutable. L'armée française, au contraire, manquait de tout, et son gouvernement ne pouvait rien lui donner. L'armée des alliés se composait d'Autrichiens, de Sardes, de Napolitains : ils se trouvaient déjà triples de l'armée française, et devaient s'accroître encore successivement des forces du Pape, de Naples, de celles de Modène et de Parme.

Cette armée se divisait en deux grands corps : l'armée active autrichienne, composée de quatre divisions, d'une forte artillerie et d'une nombreuse cavalerie, accrue d'une division napolitaine, formant un total de soixante mille hommes sous les armes. L'armée active de Sardaigne, composée de trois divisions piémontaises, d'une division autrichienne ayant quatre mille chevaux, était commandée par le général autrichien Colli, qui lui-même était aux ordres du général Beaulieu. Le reste des forces sardes tenait garnison dans les places, ou défendait les cols opposés à l'armée française des Alpes : elles étaient commandées par le duc d'Aoste. L'armée française était composée de quatre divisions actives, sous les généraux Masséna, Augereau, Laharpe et Serrurier : chacune de ces divisions pouvait, l'une portant l'autre, présenter six à sept mille hommes sous les armes². La cavalerie, de trois mille chevaux, était dans le plus mauvais état, quoiqu'elle eût été longtemps sur le Rhône » pour se refaire ; mais elle y avait manqué de subsistances. L'arsenal d'Antibes et celui de Nice étaient bien pourvus ; mais on manquait de moyens de transports : tous les chevaux de trait avaient péri de misère. La pénurie des finances était telle en France, que, malgré tous les efforts du gouvernement, on ne put donner que deux mille louis en espèces au trésor de l'armée pour l'ouverture de la campagne ; il n'y avait donc rien à espérer de la France. Toutes les ressources désormais ne pouvaient s'attendre que de la victoire. Ce n'était que dans les plaines d'Italie que l'on pouvait organiser les transports, atteler l'artillerie, habiller les soldats, monter

2. On trouve dans le chapitre correspondant à celui-ci, dans les Campagnes d'Italie, qui viennent d'être publiées, l'addition curieuse suivante. « Le total présentait trente mille hommes sous les armes ; il est vrai que l'effectif de l'armée se montait, sur les états du ministère, à cent six mille hommes ; mais trente-six mille étaient prisonniers, morts ou désertés ; depuis longtemps on attendait à passer une revue régulière pour les effacer des états de situation ; vingt mille étaient dans la huitième division militaire à Toulon, Marseille, Avignon ; ils ne pouvaient être employés qu'à la défense de la Provence : sur les cinquante mille hommes effectifs, restants sur la rive gauche du Var, cinq mille étaient aux hôpitaux ; sept mille formaient les dépôts ; huit mille étaient employés aux garnisons de Nice, Villa-Franca, Monaco, Saorgio, etc. ; restait trente mille hommes prêts à entrer en campagne. » (LC)

la cavalerie. On conquérait tout cela, si l'on forçait l'entrée de l'Italie. L'armée française n'avait guère à la vérité que trente mille hommes, et on lui en présentait plus de quatre-vingt-dix mille. Si ces deux armées eussent eu à lutter dans une bataille générale, sans doute l'infériorité du nombre de l'armée française, et son infériorité en artillerie et cavalerie, ne lui eussent pas permis de résister ; mais ici on pouvait suppléer au nombre, par la rapidité des marches ; à l'artillerie, par la nature des manœuvres ; au manque de cavalerie, par la nature des positions ; et le moral de nos troupes était excellent : tous les soldats avaient fait les autres campagnes d'Italie ou celles des Pyrénées.

III. *Napoléon arrive à Nice.* — Napoléon arriva à Nice du 26 au 29 mars. Le tableau de l'armée, qui lui fut présenté par Scherer, se trouva pire encore que tout ce qu'il avait pu s'imaginer. Le pain était mal assuré, depuis longtemps il ne se faisait plus de distributions de viande ; il ne fallait compter que sur deux cents mulets pour les transports, et l'on ne devait pas songer à conduire plus de douze pièces de canon : chaque jour la position empirait. Il ne fallait pas perdre un instant, l'armée ne pouvait plus vivre où elle était, il fallait avancer ou reculer.

Le général français donna des ordres pour que son armée se mit en mouvement. Il voulait surprendre l'ennemi dès le début de la campagne, et l'étourdir par des succès éclatants et décisifs.

Le quartier-général n'avait jamais quitté Nice depuis le commencement de la guerre : il reçut l'ordre de se rendre à Albenga. Depuis longtemps toutes les administrations se regardaient comme à poste fixe, et s'occupaient bien plus des commodités de la vie que des besoins de l'armée. Le général français passa la revue des troupes et leur dit : « Soldats ! vous êtes nus, mal nourris ; on nous doit beaucoup, on ne

peut rien nous donner. Votre patience, le courage que vous montrez au milieu de ces rochers, sont admirables ; mais ils ne vous procurent aucune gloire. Je viens vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde. De riches provinces, de grandes villes, seront en notre pouvoir, et là, vous aurez richesses, honneurs et gloire. Soldats d'Italie, manquerez-vous de courage ! »

Ces discours, un jeune général de vingt-cinq ans, en qui la confiance était déjà grande par les opérations brillantes de Toulon, de Saorgio, de Savone, dirigées par lui les années précédentes, étaient accueillis par de vives acclamations.

En voulant tourner toutes les Alpes et entrer en Italie par le col de Cadibonne, il fallait que toute l'armée se rassemblât sur son extrême droite : opération dangereuse, si les neiges n'eussent pas alors couvert les débouchés des Alpes. Le passage de l'ordre défensif à l'ordre offensif, est une des opérations les plus délicates. Serrurier fut placé à Garezzio, avec sa division, pour observer les camps que Colli avait sur Ceva. Masséna et Augereau furent placés en réserve à Loano, Finale et jusqu'à Savone. Laharpe marcha pour menacer Gênes ; son avant-garde, commandée par Cervoni, occupa Voltri. Au même moment le général en chef fit demander au sénat de Gênes le passage de la Bochetta et les clefs de Gavi, annonçant ainsi qu'il voulait pénétrer en Lombardie et appuyer ses opérations sur la ville de Gênes ; La rumeur fut extrême à Gênes ; les conseils se mirent en permanence.

IV. *Bataille de Montenotte, 11 avril.* – Beaulieu, alarmé, court en toute hâte de Milan au secours de Gênes. Il porte son quartier-général à Novi, partage son armée en trois corps : la droite, sous les ordres de Colli, composée de Piémontais, eut son quartier-général à Ceva ; elle fut chargée de la défense de la Stura et du Tanaro. Le centre,

sous les ordres de d'Argenteau, marche sur Montenotte, pour couper l'armée française en tombant sur son flanc gauche, et lui intercepter, à Savone, la route de la Corniche. De sa personne, Beaulieu avec sa gauche, couvre Gênes et marche sur Voltri. Au premier aspect, ces dispositions paraissaient bien entendues ; mais en étudiant mieux les circonstances du pays, on découvre que Beaulieu divisait ses forces, puisque toute communication directe était impraticable entre son centre et sa gauche, autrement que par-derrière les montagnes ; tandis que l'armée française, au contraire, était placée de manière à se réunir en peu d'heures, et tomber en masse sur l'un où l'autre des corps ennemis ; et l'un d'eux fortement battu, l'autre était dans l'absolue nécessité de se retirer.

Le général d'Argenteau, commandant le centre de l'armée ennemie, vint camper à Montenotte-Inférieur, le 9 avril. Le 10 il marcha sur Monte-Legino, pour déboucher par la Madone. Le colonel Rampon, qui avait été chargé de la garde des trois redoutes de Monte-Legino, ayant eu avis de la marche de l'ennemi, poussa une forte reconnaissance à sa rencontre. Sa reconnaissance fut ramenée depuis midi jusqu'à deux heures, qu'elle rentra dans les redoutes. D'Argenteau essaya de les enlever d'emblée ; il fut repoussé dans trois attaques consécutives : il y renonça. Comme ses troupes étaient fatiguées, il prit position, et remit au lendemain à tourner ces redoutes pour les faire tomber. Beaulieu, de son côté, déboucha le 9 sur Gênes. Toute la journée du 10, Laharpe se trouva engagé avec ses avant-gardes en avant de Voltri, pour lui disputer les gorges et le contenir. Mais le 10 au soir, il se replia sur Savone, et le 11 à la pointe du jour, il se trouvait, avec toute sa division, derrière Rampon et les redoutes de Monte-Legino. Dans cette même nuit du 10 au 11, le général en chef marcha avec les divisions Masséna et Augereau, par le col de Cadibonne, et déboucha derrière Montenotte. À la pointe du jour, d'Argenteau, enveloppé de tous côtés, fut attaqué en tête par

Rampon et Laharpe, en queue et en flanc par le général en chef. La déroute fut complète ; tout le corps de d'Argenteau fut écrasé, dans le même temps que Beaulieu se présentait à Voltri, où il ne trouvait plus personne. Ce ne fut que dans la journée du 12 que le général apprit le désastre de Montenotte, et l'entrée des Français dans le Piémont. Il lui fallut alors replier, en toute hâte ses troupes sur elles-mêmes, et repasser les mauvais chemins où les dispositions de son plan l'avaient forcé de se jeter, Il s'ensuivit que, trois jours après, à la bataille de Millésimo, une partie seule de ses troupes pût arriver à temps.

V. *Bataille de Millésimo, 14 avril.* — Le 12, le quartier-général de l'armée française était à Carcari ; l'armée battue s'était retirée : les Piémontais sur Millésimo, et les Autrichiens sur Dégo.

Ces deux positions étaient liées par une division piémontaise qui devait occuper les hauteurs de Biestro.

À Millésimo, les Piémontais se trouvaient à cheval sur le chemin qui couvre le Piémont : ils furent rejoints par Colli avec tout ce qu'il put tirer de la droite.

À Dégo, les Autrichiens occupaient la position qui défend le chemin d'Aqui, route directe du Milanais ; ils furent successivement rejoints par tout ce que Beaulieu put ramener de Voltri : ils se trouvaient là en position de recevoir tous les renforts que pourrait leur fournir la Lombardie. Ainsi les deux grands débouchés, du Piémont et du Milanais, étaient couverts : l'ennemi se flattait d'avoir le temps de s'y établir et de s'y retrancher.

Quelque avantageuse que nous ait été la bataille de Montenotte, l'ennemi avait trouvé, dans la supériorité du nombre, de quoi réparer ses

pertes ; mais le surlendemain 14, la bataille de Millésimo nous ouvrit les deux routes de Turin et de Milan.

Augereau, formant la gauche de l'armée française, marcha sur Millésimo ; Masséna, avec le centre, se porta sur Dégo, et Laharpe, commandant la droite, cheminait sur les hauteurs de Cairo. L'ennemi avait appuyé sa droite, en faisant occuper le mamelon de Cosseria qui domine les deux branches de la Bormida ; mais dès le 13, le général Augereau, qui n'avait pas donné à la bataille de Montenotte, poussa la droite de l'ennemi avec tant d'impétuosité, qu'il lui enleva les gorges de Millésimo et cerna le mamelon de Cosseria. Provera, avec son arrière-garde, forte de deux mille hommes, fut coupé. Dans une position aussi désespérée, il paya d'audace ; ce général se réfugia dans un vieux castel ruiné et s'y barricada. De cette hauteur il voyait la droite de l'armée sarde qui faisait des dispositions pour la bataille du lendemain, où il espérait être dégagé. Toutes les troupes de Colli, du camp de Ceva, devaient être arrivées dans la nuit. On sentait donc l'importance de s'emparer, dans la journée, du château de Cosseria ; mais ce poste était très fort ; on y échoua. Le lendemain les deux armées en vinrent aux mains. Masséna et Laharpe enlevèrent Dégo après un combat opiniâtre. Ménars et Joubert, les hauteurs de Biestro. Toutes les attaques de Colli, pour dégager Cosseria, furent vaines ; il fut battu et poursuivi l'épée dans les reins : alors Provera dut poser les armes. L'ennemi, vivement poursuivi dans les gorges de Spigno, y laissa une partie de son artillerie, beaucoup de *drapeaux et de prisonniers*. La séparation des deux armées, autrichienne et sarde, fut dès lors bien marquée. Beaulieu porta son quartier-général à Acqui, *route du Milanais*, et Colli se porta à Ceva, pour s'opposer à la jonction de Serrurier, et couvrir Turin.

VI. *Combat de Dégo, 15 avril.* Cependant une division de grenadiers autrichiens, qui avait été dirigée de Voltri par Sassello, arriva à trois heures du matin à Dégo. La position n'était plus occupée que par des avant-gardes. Ces grenadiers enlevèrent donc facilement le village, et l'alarme fut grande au quartier-général français, où l'on avait peine à comprendre comment les ennemis pouvaient être à Dégo, lorsque nous avions des avant-postes sur la route d'Acqui. Après deux heures d'un combat très chaud, Dégo fut repris, et la division ennemie presque entièrement prisonnière.



Rampon défend la redoute de Monte-Legino.

Nous perdîmes dans ces affaires le général Bopel à Millésimo, et le général Causse à Dégo. Ces deux officiers étaient de la bravoure la plus brillante ; ils venaient tous les deux de l'armée des Pyrénées-Orientales, et il était à remarquer que les officiers qui arrivaient de cette armée montraient une impétuosité et un courage des plus distingués. C'est dans le village de Dégo, que Napoléon distingua, pour la première fois, un chef de bataillon qu'il fit colonel ; c'était Lannes

qui, depuis, fut maréchal de l'Empire, duc de Montébello, et déploya les plus grands talents. On le verra constamment dans la suite prendre la plus grande part à tous les événements militaires.

Le général français dirigea alors ses opérations sur Colli et le Roi de Sardaigne, et se contenta de tenir les Autrichiens en échec. Laharpe fut placé en observation près de Dégo, pour garantir nos derrières et tenir en respect Beaulieu, qui, très affaibli, ne s'occupait plus qu'à rallier et réorganiser les débris de son armée. La division Laharpe, obligée de demeurer plusieurs jours dans cette position s'y trouva vivement tourmentée par le défaut de subsistances, vu le manque de transports, et l'épuisement du pays où avaient séjourné tant de troupes ; ce qui donna lieu à quelques désordres.



 Le maréchal Séruier en 1804.

Serrurier³, intruit à Garesio des batailles de Montenotte et de Millésimo, se mit en mouvement, s'empara de la hauteur de Saint-Jean, et entra dans Ceva le même jour qu'Augereau arrivait sur les hauteurs de Montezemoto. Le 17, après quelques légères affaires, Colli évacua le camp retranché de Ceva, les hauteurs de Montezemoto, et se retira derrière la Cursaglia. Le même jour le général en chef porta son quartier-général à Ceva. L'ennemi y avait laissé toute son artillerie qu'il n'avait pas eu

3. Jean Mathieu Philibert Séruier (1742-1819). Il sera gouverneur des Invalides en 1803, puis maréchal d'Empire. (JMS)

le temps d'emmener, et s'était contenté de laisser garnison dans le château.

Ce fut un spectacle sublime que l'arrivée de l'armée sur les hauteurs de Montezemoto ; de là se découvraient les immenses et fertiles plaines du Piémont. Le Pô, le Tanaro et une foule d'autres rivières serpentaient au loin ; une ceinture blanche de neige et de glace, d'une prodigieuse élévation, cernait à l'horizon ce riche bassin de la terre promise. Ces gigantesques barrières, qui paraissent les limites d'un autre monde, que la nature s'était plu à rendre si formidables, auxquelles l'art n'avait rien épargné, venaient de tomber comme par enchantement. « Annibal a forcé les Alpes, dit le général français en fixant ses regards sur ces montagnes ; nous, nous les aurons tournées. » Phrase heureuse qui exprimait en deux mots la pensée et le résultat de la campagne.

L'armée passa le Tanaro. Pour la première fois, nous nous trouvions absolument en plaine, et la cavalerie put alors nous être de quelque secours. Le général Stengel, qui la commandait, passa la Cursaglia à Lezegno, et battit la plaine. Le quartier-général fut porté au château de Lezegno, sur la droite de la Cursaglia, près de l'endroit où elle se jette dans le Tanaro.

VII. *Combat de Saint-Michel, Bataille de Mondovi, 20 et 22 avril.* – Le général Serrurier réunit ses forces à Saint-Michel. Le 20, il passa le pont de Saint-Michel en même temps que Masséna passait le Tanaro, pour attaquer les Piémontais. Mais Colli, jugeant le danger de sa position, abandonna le confluent des deux rivières, marcha lui-même pour prendre position à Mondovi. Il se trouva, par une circonstance fortuite, avec ses forces, précisément devant Saint-Michel, comme le général Serrurier débouchait du pont. Il fit halte, lui opposa des

forces supérieures et le força de se replier. Serrurier se fut pourtant maintenu dans Saint-Michel, si un de ses régiments d'infanterie légère ne se fût livré au pillage. Le général français déboucha, le 22, par le pont de Torre, et se porta sur Mondovi. Colli y avait déjà élevé quelques redoutes, et s'y est trouvé en position ; sa droite à Notre-Dame de Vico, et son centre à la Bicoque. Dans la journée même. Serrurier enleva la redoute de la Bicoque, et décida de la bataille, qui a pris le nom de Mondovi. Cette ville et tous ses magasins tombèrent au pouvoir du vainqueur.



Vue de la bataille de Mondovi.

Le général Stengel, qui s'était trop éloigné en plaine avec un millier de chevaux, fut attaqué par les Piémontais, doubles en force. Il fit toutes les dispositions qu'on devait attendre d'un général consommé, et opérait sa retraite sur ses renforts, lorsque, dans une charge, il tomba

blessé à mort d'un coup de pointe. Le général Murat, à la tête de la cavalerie, repoussa les Piémontais, et les poursuivit à son tour pendant quelques heures. Le général Stengel, Alsacien, était un excellent officier de hussards : il avait servi sous Dumouriez aux campagnes du Nord, était adroit, intelligent, alerte ; il réunissait les qualités de la jeunesse à celles de l'âge avancé c'était un vrai général d'avant-postes. Deux ou trois jours avant sa mort, il était entré le premier dans Lezegno. Le général français y arriva quelques heures après, et, quelque chose dont il eût besoin, tout était prêt. Les défilés, les gués avaient été reconnus ; des guides étaient assurés ; le curé, le maître de poste avaient été interrogés ; des intelligences étaient déjà liées, avec les habitants ; des espions étaient envoyés dans plusieurs directions ; les lettres de la poste saisies, et celles qui pouvaient donner des renseignements militaires, traduites et analysées ; toutes les mesures étaient prises pour former des magasins de subsistances, pour rafraîchir la troupe. Malheureusement Stengel avait la vue basse, défaut essentiel dans sa profession, qui lui devint funeste, et contribua à sa mort.

Après la bataille de Mondovi, le général en chef marcha sur Cherasque ; Serrurier se porta sur Fossano, et Augereau sur Alba.

VIII. *Prise de Cherasque 25 avril.* – Ces trois colonnes entrèrent à la fois, le 25 avril, dans Cherasque, Fossano et Alba. Le quartier-général de Colli était à Fossano, le jour même que Serrurier l'en délogea. Cherasque, à l'embouchure de la Stura et du Tanaro, était forte, mais mal armée et point approvisionnée, parce qu'elle n'était pas frontière. Le général français attachait une grande importance à sa possession. Il y trouva du canon, et fit travailler à force à la mettre en état de défense. L'avant-garde passa la Stura, et se porta au-delà de la petite ville de Bra.

Cependant la jonction de Serrurier nous avait permis de communiquer avec Nice, par Ponte-di-Nava ; nous en reçûmes des renforts d'artillerie, et tout ce que l'on avait pu préparer. On avait pris, dans tous les différents combats, beaucoup d'artillerie et de chevaux ; on en leva de tous côtés dans la plaine de Mondovi. Peu de jours après l'entrée à Cherasque, l'armée eut soixante bouches à feu approvisionnées ; la cavalerie fit des remontes de chevaux. Les soldats, qui avaient été sans distributions durant les huit ou dix jours de cette campagne, commencèrent à en recevoir de régulières. Le pillage et le désordre, suite ordinaire de la rapidité des mouvements, cessèrent ; on rétablit la discipline, et chaque jour l'armée changea de face, au milieu de l'abondance et des ressources qu'offraient ce beau pays. Les pertes se réparèrent. La rapidité des mouvements, l'impétuosité des troupes, et surtout l'art de les opposer toujours à l'ennemi, au moins en nombre égal, et souvent en nombre supérieur, joint aux succès constants qu'on avait obtenus, avaient épargné bien des hommes ; d'ailleurs les soldats arrivaient par tous les débouchés, de tous les dépôts, de tous les hôpitaux, au seul bruit de la victoire et de l'abondance qui régnait dans l'armée. On trouva en Piémont de tous les vins : ceux du Mont-Ferrat ressemblaient aux vins de France. La misère avait été telle, jusque-là, dans l'armée française, qu'on oserait à peine la décrire. Les officiers, depuis plusieurs années, ne recevaient que huit francs par mois, et l'état-major était entièrement à pied. Le maréchal Berthier a conservé dans ses papiers un ordre du jour d'Albenga, qui accordait une gratification de trois louis à chaque général.

IX. *Armistice de Cherasque, le 28 avril.* – L'armée n'était plus éloignée que de dix lieues de Turin.

La Cour de Sardaigne ne savait plus à quoi se résoudre ; son armée était découragée et en partie détruite. L'armée autrichienne, réduite a

plus de moitié, semblait n'avoir d'autre pensée que de couvrir Milan. Les esprits étaient fort agités dans tout le Piémont, et la Cour ne jouissait nullement de la confiance publique. Elle se mit à la discrétion du général français, et sollicita un armistice ; celui-ci y accéda. Bien des personnes eussent préféré que l'armée eût marché et se fût emparée de Turin. Mais Turin est une place forte ; si l'on voulait en fermer les portes, on avait besoin d'un train d'artillerie qu'on n'avait pas pour les faire ouvrir. Le Roi avait encore un grand nombre de forteresses, et, malgré les victoires qu'on venait de remporter, le moindre échec, le plus léger caprice de la fortune pouvait tout renverser. Les deux, armées ennemies, malgré leurs nombreux revers, étaient encore égales à l'armée française : elles avaient une artillerie considérable, et surtout une cavalerie qui n'avait pas souffert. Dans l'armée française, malgré ses victoires, il y avait de l'étonnement : on demeurait frappé de la grandeur de l'entreprise ; l'on doutait de la possibilité du succès, quand on considérait la faiblesse des moyens. Le moindre événement douteux eût donc rencontré beaucoup d'esprits disposés à l'exagération. Des officiers, même des généraux, ne concevaient pas qu'on osât songer à la conquête de l'Italie avec aussi peu d'artillerie, sans presque de cavalerie et avec une armée aussi faible, que les maladies et l'éloignement de la patrie, allaient affaiblir chaque jour. On trouve des traces de ces sentiments de l'armée, dans la proclamation suivante du général en chef, qu'il adressa à ses soldats à Cherasque.

« Soldats ! vous avez, en quinze jours, remporté six victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante-cinq pièces de canons, plusieurs places fortes, et conquis la partie la plus riche du Piémont. Vous avez fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé plus de dix mille hommes. »

« Vous vous étiez jusqu'ici battus pour des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie. Vous égalez aujourd'hui, par

vos services, l'armée conquérante de la Hollande et du Rhin. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné des batailles sans canon, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain. Les phalanges républicaines, les soldats de la liberté étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert ! Grâce vous en soient rendues, soldats ! La Patrie reconnaissante vous devra en partie sa prospérité ; et si, vainqueurs de Toulon, vous présageâtes l'immortelle campagne de 1793, vos victoires actuelles en présagent une plus belle encore.

« Les deux armées, qui naguères vous attaquaient avec audace, furent épouvantées devant vous. Les hommes pervers qui riaient de votre misère, se réjouissaient, dans leurs pensées, des triomphes de nos ennemis, sont confondus et tremblants. Mais, soldats ! il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste encore à faire. Ni Turin, ni Milan ne sont à vous ! Les cendres des vainqueurs de Tarquin, sont encore foulées par les assassins de Basseville. Vous étiez dénués de tout au commencement de la campagne ; vous êtes aujourd'hui abondamment pourvus. Les magasins pris à vos ennemis sont nombreux, l'artillerie de siège et de campagne est arrivée. Soldats ! La patrie a droit d'attendre de vous de grandes choses ! Justifierez-vous son attente ? Les plus grands obstacles sont franchis sans doute ; mais vous avez encore des combats à livrer, des villes à prendre, des rivières à passer. En est-il entre nous dont le courage s'amollisse ? *En est-il qui préféreraient retourner sur les sommets de l'Apennin et des Alpes, essayer patiemment les injures de cette soldatesque esclave ?* Non, il n'en est pas parmi les vainqueurs de Montenotte, de Millésimo, de Dégo, de Mondovi. Tous brûlent de porter au loin la gloire du peuple français. Tous veulent humilier ces Rois orgueilleux, qui osaient méditer de nous donner des fers. Tous veulent dicter une paix glorieuse, et qui indemnise la patrie des sacrifices immenses qu'elle a faits. Amis ! je vous la promets cette conquête ; mais il est une condition qu'il faut

que vous juriez de remplir, c'est de respecter les peuples que vous délivrez. C'est de réprimer les pillages horribles auxquels se portent des scélérats suscités par vos ennemis. Sans cela vous ne seriez point les libérateurs des peuples, vous en seriez les fléaux. Vous ne seriez pas l'honneur du peuple français, il vous désavouerait. Vos victoires, votre courage, vos succès, le sang de nos frères morts aux combats, tout serait perdu, même l'honneur et la gloire. Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous rougirions de commander à une armée sans discipline, sans frein, qui ne connaîtrait de loi que la force. Mais investi de l'autorité nationale ; fort de la justice et par la loi, je saurai faire respecter à ce petit nombre d'hommes sans courage, sans cœur, les lois de l'humanité et de l'honneur, qu'ils foulent aux pieds. Je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers. Je ferai exécuter à la rigueur le règlement que j'ai fait mettre à l'ordre. Les pillards seront impitoyablement fusillés ; déjà plusieurs l'ont été. J'ai eu lieu de remarquer avec plaisir l'empressement avec lequel les bons soldats de l'armée se sont portés à faire exécuter les ordres.

« Peuples d'Italie ! l'armée française vient pour rompre vos chaînes : le peuple français est l'ami de tous les peuples ; venez avec confiance au-devant d'elle. Vos propriétés, votre religion et vos usages seront respectés. Nous ferons la guerre en ennemis généreux, et nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent. »

Les conférences pour la suspension d'armes, eurent lieu au quartier-général, chez Salmatoris, alors maître d'hôtel du Roi, et qui depuis a été préfet du palais de l'Empereur. Le général piémontais, Latour, et le colonel Lacoste, chargés des pouvoirs du Roi, se rendirent à Cherasque. Le comte de Latour, était un vieux soldat, lieutenant-général au service de Sardaigne, très opposé à toutes les nouvelles idées, de peu d'instruction et d'une capacité médiocre. Le colonel Lacoste, natif de Savoie, était dans la force de l'âge ; il s'exprimait avec facilité,

avait beaucoup d'esprit, et se montrait sous des rapports avantageux. Les conditions furent : que le Roi quitterait la coalition et enverrait un plénipotentiaire à Paris, pour y traiter de la paix définitive ; que jusque-là il y aurait armistice ; que jusqu'à la paix ou à la rupture des négociations, Ceva, Coni, Tortone, ou à son défaut Alexandrie, seraient remises sur-le-champ à l'armée française, avec toute l'artillerie et les magasins ; qu'elle continuerait d'occuper tout le terrain qui se trouvait en ce moment dans sa possession ; que les routes militaires, dans toutes les directions, permettraient la libre communication de l'armée avec la France, et de la France avec l'armée ; que Valence serait immédiatement évacuée par les Napolitains, et remise au général français, jusqu'à ce qu'il eût effectué le passage du Pô. Enfin, que les milices du pays seraient licenciées, et que les troupes régulières seraient disséminées dans les garnisons, de manière à ne pouvoir donner aucun ombrage à l'armée française. Désormais, les Autrichiens, isolés, pouvaient être poursuivis jusque dans l'intérieur de la Lombardie. Toutes les troupes de l'armée des Alpes et du voisinage de Lyon, devenues disponibles, allaient rejoindre. Notre ligne de communication avec Paris serait raccourcie de moitié ; enfin, on avait des points d'appui et de grands dépôts d'artillerie pour former des équipages de siège, et pour assiéger Turin même, si le Directoire ne concluait pas la paix.

X. *Le colonel aide-de-camp Murat traverse le Piémont, et porte à Paris la nouvelle des victoires de l'armée.* — Le général Murat, premier aide-de-camp du général en chef, fut expédié pour Paris avec vingt et un drapeaux et la copie de l'armistice. Napoléon avait pris cet officier au 13 vendémiaire ; il était alors chef d'escadron du 21^e de chasseurs. Il a été marié depuis à la sœur de l'Empereur, est devenu Maréchal d'Empire, Grand-amiral, Grand-Duc de Berg et Roi de Naples. Il a eu une grande part dans toutes les opérations militaires du temps ; il

a toujours déployé un grand courage, et surtout une singulière hardiesse dans les mouvements de la cavalerie.



Le général Joachim Murat.

La province d'Alba, que les Français traversèrent, était de tout le Piémont le pays le plus opposé à l'autorité royale, celui qui contenait le plus de germes révolutionnaires : il y avait déjà éclaté des troubles : plus tard encore il en éclata de nouveaux. Si, au lieu de négocier, Napoléon eût voulu continuer la guerre avec le Roi de Sardaigne, c'est là qu'il eût trouvé le plus de secours et le plus de disposition à l'insurrection. Ainsi au bout de quinze jours, le premier point du plan

de campagne était atteint, les plus grands résultats obtenus ; les forteresses piémontaises des Alpes étaient en notre pouvoir ; la coalition se trouvait affaiblie d'une puissance qui avait cinquante mille hommes sur pied, et qui était plus imposante encore par sa position. La législature nationale avait décrété cinq fois que l'armée d'Italie avait bien mérité de la patrie, dans les séances des 21, 22, 24, 25 et 26 avril.

En conformité aux conditions de l'armistice de Cherasque, le Roi de Sardaigne envoya à Paris le comte de Revel, pour traiter de la paix définitive. Elle y fut conclue et signée le 15 mai. Par ce traité la place d'Alexandrie resta à demeure aux armées françaises. Suze, Labrunette, Exil furent démolies. Les Alpes se trouvèrent ouvertes, et

le Roi demeura à la disposition de la République, n'ayant plus d'autre point fortifié que Turin et le fort de Bard.

N. B. de l'Éditeur. Nous avertissons ici, une fois pour toutes, qu'il se trouvera des différences inévitables entre les rapports officiels et les chapitres. Elles sont fondées sur la précipitation des rapports, le désir du général en chef de déguiser alors ses plans, le besoin de tromper l'ennemi sur ses véritables forces, etc., etc. Par exemple, il est dit, au rapport, que Beaulieu attaqua en personne Montenotte. On le crut alors ainsi. Plus loin il est dit que l'attaque sur Voltri ne fut faite que par dix mille Autrichiens ; mais ils avaient en arrière deux colonnes de même force, qui devaient donner le lendemain, Beaulieu ayant jugé qu'il aurait à faire sur ce point à toute l'armée française. L'on dit aussi que Montenotte ne fut attaquée que par quinze mille hommes, parce que dix mille hommes de ce corps étaient demeurés en arrière, et formaient les communications avec la droite à Céva. Ce fut sur ces troupes que Masséna, débouchant au point du jour par Cadibonne, tira le premier coup de canon.

S'il n'y est point question des projets du général en chef, ni de ses négociations avec Gênes, c'est que le rapport publié n'est qu'un extrait de la correspondance officielle ; et que d'ailleurs, comme nous l'avons déjà observé, il entraînait dans les vues du général en chef de dérober à l'ennemi la connaissance de ses plans et de sa manière de faire.

En voilà assez pour expliquer désormais les différences qu'on pourra remarquer. Nous répétons que notre observation actuelle doit être entendue une fois pour toutes.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Fragments du chapitre III.

I. *Raisons pour rester sur la ligne du Tessin.* — L'armistice conclu, et les places de Coni, Tortone et Ceva en notre pouvoir, on se demanda s'il était convenable de passer le Tessin. On concevait que l'armistice, qui avait mis des places fortes en notre pouvoir, et séparé l'armée piémontaise de l'armée autrichienne, était utile ; mais on se demandait s'il ne serait pas désormais plus avantageux de profiler des moyens acquis, pour révolutionner entièrement le Piémont et Gênes, avant d'aller plus loin. Le Directoire avait le droit de refuser les négociations proposées, et de déclarer sa volonté par un ultimatum. Ne serait-il pas impolitique, disait-on, de s'éloigner de France, de passer le Tessin sans être certain de ses derrières ? Les rois de Sardaigne, qui nous ont été si utiles tant qu'ils ont combattu pour nous, ont le plus contribué à nos revers dès qu'ils ont changé de politique. Aujourd'hui la disposition des esprits ne saurait nous permettre la moindre illusion : les nobles et les prêtres dominant cette Cour, et se trouvent les ennemis irréconciliables de la République. Si l'on éprouvait une défaite en avançant, que n'aurait-on pas à redouter de leur haine et de leur vengeance ! Gênes même nous doit donner de grandes inquiétudes. Le système de l'oligarchie y domine toujours, et quelque nombreux que puissent s'y trouver nos partisans, ils demeurent sans influence dans les décisions politiques. Les bourgeois de Gênes peuvent bien déclamer ; mais là se borne tout leur pouvoir. Les oligarques gouvernent, ils commandent aux troupes, et disposent de huit à dix mille paysans des vallées de Fontana-Bona et autres, qu'ils appellent à leur défense dans les moments de crise. Enfin, demandait-on, où doit-on s'arrêter ? Doit-on passer le Tessin, l'Adda, l'Oglio, le Mincio, l'Adige, la Brenta, la Piave, le Tagliamento, pour se porter sur le Lisonzo ? Est-il sage de laisser derrière soi de si nombreuses populations si mal disposées ? Le moyen d'aller vite n'est-il pas d'aller sagement, de se faire des

appuis de tous les pays où l'on passe, en changeant le gouvernement, et confiant l'administration à des personnes de mêmes principes et de mêmes intérêts que nous ? Si l'on se porte dans le pays de Venise, n'obligera-t-on pas cette république, qui peut disposer de cinquante mille hommes, à prendre parti pour nos ennemis ?

II. *Raisons pour prendre la ligne de l'Adige.* — On répondait à cela : L'armée française doit profiter de sa victoire. Nous ne devons nous arrêter qu'à la meilleure ligne de défense contre les armées qui ne tarderont pas à marcher contre nous : cette ligne, c'est l'Adige. Elle couvre toutes les vallées du Pô ; elle intercepte la moyenne et la basse Italie ; elle couvre le blocus et le siège de Mantoue, et probablement cette place sera prise avant que la lutte puisse recommencer. En se portant sur l'Adige, on a le moyen de pourvoir à toutes les dépenses de l'armée, parce qu'on en fait partager le poids à une plus grande population ; à celle du Piémont, de la Lombardie et des Légations. On craint de voir Venise se déclarer contre nous ? Le meilleur moyen d'y remédier, c'est de porter, en peu de jours, la guerre au milieu de ses États : elle n'est point préparée à un pareil événement ; elle n'a point eu le temps de faire des levées et de prendre des résolutions ; il faut empêcher le Sénat de délibérer. Au lieu que si nous restons sur le Tessin, les Autrichiens peuvent les forcer de faire cause commune avec eux, ou eux-mêmes y être portés par un esprit de parti. Le Roi de Sardaigne n'est plus à craindre, ses milices sont congédiées, les Anglais vont cesser leurs subsides ; les affaires intérieures y sont dans le plus mauvais état. Quelque parti que prenne la Cour, les mécontents s'accroîtront : après la fièvre vient la faiblesse. Douze à quinze mille hommes sont toutes les forces qui restent à cette puissance, disséminés dans un grand nombre de villes : ils suffiront à peine à maintenir la tranquillité intérieure. D'un autre côté, la haine de l'Autriche contre le roi de Sardaigne ira toujours croissant ; elle se plaindra qu'à

la première bataille perdue, elle a été abandonnée. Elle lui alléguera l'exemple de ses ancêtres, qui demeurèrent des alliés fidèles lors même que la France était maîtresse de Turin ; tandis qu'ici, on a déserté la cause commune sans la perte même d'une forteresse. La Cour de Sardaigne a donc désormais beaucoup à redouter des Autrichiens. Les oligarques de Gênes ne sont pas à craindre : notre meilleure garantie contre eux, ce sont les profits immenses qu'ils recueillent de leur neutralité. En propageant les principes de la liberté en Piémont et à Gênes, en y allumant la guerre civile, c'est le peuple qu'on soulève contre les nobles et les prêtres ; on devient responsable des excès qui accompagnent toujours une pareille lutte. Arrivés au contraire sur l'Adige, nous serons maîtres de tous les États de la maison d'Autriche en Italie, et de ceux du Pape en-deçà de l'Apennin ; en position de proclamer les principes de la liberté et d'exciter le patriotisme italien contre la domination étrangère ; l'irritation du peuple de Bologne et de Ferrare contre le gouvernement du Pape. On n'aura pas besoin d'exciter la division des diverses classes de citoyens : nobles, bourgeois, paysans, tout sera appelé pour marcher d'accord pour le rétablissement de la patrie Italienne. Le mot *Italiam ! Italiam !* proclamé de Milan à Bologne, produira un effet magique ; proclamé sur le Tessin, les Italiens diraient : pourquoi n'avancez-vous pas.

III. *Topographie de l'Italie.* — Les grandes plaines de l'Italie septentrionale, comprises entre les Alpes qui les séparent de la France, de la Suisse et de l'Allemagne, entre les Apennins qui les séparent de Gênes et de la Toscane, et entre l'Adriatique, composent : la vallée du Pô, les vallées qui se jettent dans l'Adriatique au nord du Pô, et les vallées qui se jettent dans l'Adriatique au midi du Pô.

Toutes ces vallées ne sont séparées par aucune colline ; de sorte que toutes les eaux pourraient se communiquer facilement si c'était

nécessaire. Elles forment une des plaines les plus fertiles les plus grandes, les plus riches du monde, couverte de villes opulentes et d'une population de huit à dix millions d'individus. Cette immense plaine comprend le Piémont, la Lombardie, Parme, Plaisance, Modène, Bologne, Ferrare, la Romagne et les pays vénitiens.



Carte de l'Italie, par Vaugondy, 1750.

IV. *Vallée du Pô*. – Le Pô prend sa source au mont Viso, et reçoit successivement sur sa gauche à Turin, la Doire, qui descend du mont Genève ; un peu au-dessous à Chivasso, la Doréa-Baltéa qui vient du grand Saint-Bernard ; entre Casal et Valence, la Sésia ; à Pavie, le Tessin qui descend du lac Majeur et des hauteurs du Simplon ; entre Plaisance et Crémone ; l'Adda venu du Brenner ; près de Borgoforte, l'Oglio sorti du lac d'Iséo ; près de Governolo, le Mincio venu du lac de Garda. Le Pô reçoit à sa rive droite tous les affluents des Apennins ; le Tanaro, au-dessous de Valence et d'Alexandrie ; la Scrivia, au-dessous de Tortone et de Castel-Novo ; la Trébia, au-dessus de Plaisance ; le Taro, au-dessus de Casal-Majore ; le Crostollo, près de Guastalla ; la Secchia, près de Saint-Bénédetto ; le Panaro et le Réno, dans les environs de Ferrare ; enfin il se jette dans l'Adriatique à trente milles au-delà de Ferrare, par plusieurs bouches. Ce fleuve est une espèce de mer par la grande quantité de rivières qu'il reçoit dans toutes les directions. Il est élevé au-dessus du sol, et se trouve encaissé par des digues, de sorte que les plus belles contrées de l'Italie, comme la Hollande, se trouvent dérochées par artifice à l'invasion des eaux. Il y a peu ou point de sollicitude à prendre sur le cours des affluents de la rive gauche, la nature s'y exerce sans inconvénient : ainsi la Doréa-Baltéa, le Tessin, l'Adda entrent dans le Pô sans causer d'embarras. Il n'en est pas ainsi des affluents de la rive droite : depuis le Tanaro, toutes les rivières sont sujettes à de grands désordres, et donnent lieu à de grandes questions hydrauliques. Il faut chaque année hausser les digues, parce que les pays limitrophes, surtout Parme, Modène, Bologne, Ferrare éprouvent de fortes inondations. Ce sont ces perpétuelles difficultés de la nature qui ont rendu les Italiens si habiles dans la science hydraulique. Les ingénieurs de ce pays ont poussé plus loin que partout ailleurs cette branche importante de nos connaissances.

Les affluents des deux rives du Pô diffèrent encore, en ce que tous ceux de la rive gauche sont presque toujours navigables, et presque jamais guéables ; tandis que ceux de la rive droite ne sont jamais navigables, et se trouvent presque toujours guéables. Les uns sont des rivières, les autres ne sont que des torrents.

N. B. Ici finit la partie de ce chapitre. Je regrette d'autant plus de ne l'avoir pas dans son entier, qu'il s'y trouve l'énumération méthodique de tous les moyens de défense de l'Italie contre l'Autriche, morceau que l'Empereur lui-même n'hésitait pas à dire être très beau et devoir demeurer classique pour le métier, tant que la forme et les détails physiques de la Péninsule, disait-il, ne seront point bouleversés. Du reste on le trouvera infailliblement dans l'ouvrage complet des campagnes d'Italie.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Jeudi 1^{er} février 1816.

Éloge de Sainte-Hélène par l'Empereur. – Petites ressources de l'île.

La philosophie la plus heureuse et la plus sage, est celle qui nous fait voir parfois le côté le moins défavorable des circonstances les plus fâcheuses : l'Empereur, dans ce sentiment sans doute, nous disait aujourd'hui, en se promenant au fond du jardin, qu'après tout, exil pour exil, Sainte-Hélène était peut-être encore la meilleure place. Dans les latitudes élevées, nous aurions eu beaucoup à souffrir des rigueurs du froid ; et nous aurions expiré misérablement sous l'ardeur brûlante de toute autre île du tropique. « Le rocher de Sainte-Hélène, continuait-il, était stérile, sauvage sans doute, le climat y

était monotone, insalubre ; mais la température, il fallait en convenir, était douce. »

La conversation l'a mené à me demander ce qui eût été préférable, de l'Amérique ou de l'Angleterre, dans le cas où nous eussions été libres de nos mouvements. Je répondais que, si l'Empereur avait voulu vivre en philosophe, en sage, dans le repos et loin désormais de l'agitation du monde, il aurait fallu choisir l'Amérique ; mais pour peu qu'il eût conservé le sentiment ou l'arrière-pensée des affaires, il eut fallu préférer l'Angleterre. Et ne voulant pas rester en arrière sur la peinture flatteuse que l'Empereur venait de tracer de notre misérable rocher, j'osai même dire qu'il pourrait être telles chances qui fissent que Sainte-Hélène ne se serait pas trouvée le pire des asiles : nous y demeurions à l'écart, quand la tempête rugissait pour les autres ; nous nous y trouvions hors de l'atmosphère des passions, circonstance favorable aux chances possibles d'un meilleur avenir : c'était assurément un grand désir de voir en beau ; je reculais l'horizon de toute l'étendue de l'imagination.

En attendant, pour se faire une juste idée de l'état de notre exil et de ses ressources, il nous a été dit, dans la journée, que nous devons mettre de l'économie dans plusieurs de nos consommations, peut-être même nous attendre à en faire le sacrifice momentané : on nous a dit que le café devenait extrêmement rare et qu'il pourrait manquer bientôt ; depuis longtemps nous n'avons plus de sucre blanc ; il n'en reste plus aujourd'hui que fort peu et très mauvais, réservé exclusivement pour l'Empereur, et nous sommes menacés de le voir bientôt finir ; il en est de même de plusieurs autres productions essentielles. Notre île est un vaisseau qui tient la mer ; il manque bientôt si la traversée se prolonge ou si on le surcharge de bouches outre mesure. Nous avons suffi pour affamer Sainte-Hélène, d'autant plus que les bâtiments de

commerce ne peuvent désormais en approcher : on dirait que ce lieu est devenu pour eux un écueil maudit et redouté, si l'on ne savait que la croisière anglaise donne ses soins à les tenir éloignés. Mais ce qui, dans les privations dont nous sommes menacés, nous a surpris davantage et nous affecterait le plus, c'est le manque de papier à écrire. On nous a dit que depuis trois mois que nous étions ici, nous avons épuisé les magasins de la colonie ; ce qui prouverait qu'ils sont d'ordinaire légèrement fournis, ou bien que nous en faisons une furieuse consommation : notre seule réunion à Longwood, en emploierait donc, à elle seule, six ou huit fois plus que tout le reste de la colonie ensemble. Qu'on joigne à ces détails matériels, nos privations physiques et morales ; qu'on se dise que nous ne jouissons pas même des ressources de l'île, dont l'arbitraire et le caprice nous privent en partie : on nous y refuse l'herbe et le feuillage, qui se trouvent dans d'autres sites de l'île. L'amiral avait promis à l'Empereur qu'il pourrait circuler par toute l'île, parce qu'il pourvoirait à une surveillance que le captif soupçonnerait à peine ; on a vu qu'à la seconde épreuve l'amiral avait rompu cette espèce d'engagement ; un officier, par ses ordres, a prétendu se mêler avec nous ; l'Empereur a renoncé dès lors à toute excursion, et nous demeurons séquestrés réellement du commerce des hommes.

Notre vie animale est des plus misérables : soit impossibilité d'être mieux, soit mauvaise administration à cet égard, toutefois est-il certain qu'à peine est-il rien de mangeable : le vin est des plus mauvais ; on ne saurait employer l'huile ; je viens de dire que le café, le sucre manquent, et que nous affamons l'île. On sait bien qu'on peut se passer de tout, qu'on pourrait ne pas mourir à beaucoup moins ; mais quand on prétend nous traiter avec magnificence, et nous persuader que nous sommes très bien, on nous amène à nous récrier sur ce que nous sommes très mal, et que nous manquons de tout. Si l'on

s'avisait de supposer, sur notre silence, que nous sommes heureux, qu'on apprenne du moins que la seule force de notre moral peut nous faire résister à des maux que les expressions ne sauraient rendre.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Vendredi 2 février 1816.

Première saignée de mon fils. – L'Empereur me donne un cheval.

Mon fils depuis longtemps souffrait de la poitrine, il avait de fortes palpitations ; j'ai réuni trois chirurgiens, ils l'ont condamné à la saignée. C'est du reste en ce moment, chez les Anglais, le remède en faveur, la panacée universelle ; ils l'emploient pour tout et pour rien. Ils rient de notre étonnement, nous pour qui ce système est nouveau.

Vers le milieu du jour nous avons fait un tour en calèche. Au retour de la promenade, l'Empereur s'est fait amener un cheval qu'on venait d'acheter ; il était fort beau et d'une jolie tournure ; il l'a fait essayer, l'a trouvé fort bien, et me l'a donné à l'instant même, avec une bonté toute particulière. Je n'ai pu en faire usage, il s'est trouvé vicieux, et a passé alors au général Gourgaud, meilleur écuyer que moi.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Samedi 3 au mardi 6 février 1816.

Progrès de l'Empereur dans l'anglais.

Le trois a été affreux, la pluie a été constante ; impossible de sortir. Le mauvais temps a duré plusieurs jours de la sorte ; jamais je n'aurais

soupçonné que nous puissions être aussi longtemps sans la possibilité de nous hasarder dehors.

L'humidité nous enveloppait de toutes parts, la pluie gagnait au travers de notre toiture. Nos heures intérieures se ressentent de ce mauvais temps du dehors : j'en étais triste apparemment : « Qu'avez-vous, me disait l'Empereur un de ces matins ; depuis quelques jours vous changez, serait-ce le moral ? vous feriez-vous des *Dragons* à la manière de Mme de Sévigné ? – Je répondais : Sire, c'est le physique, l'état de mes yeux m'attriste à la mort ; car, pour le moral, je sais le tenir en bride ; au besoin j'aurais le bridon, et Votre Majesté m'a donné des éperons qui seraient une dernière et victorieuse ressource. »

Cependant l'Empereur travaillait trois, quatre, jusqu'à cinq heures de temps à l'anglais ; les progrès devenaient réellement très grands, il en était parfois frappé lui-même, et s'en réjouissait en enfant. Il disait un de ces jours à table, et il répète souvent, qu'il me doit cette conquête, et qu'elle est bien grande. Je n'y aurai pourtant eu d'autre mérite que celui que j'ai employé pour les autres travaux de l'Empereur, d'avoir osé en donner l'idée, d'y être revenu sans cesse ; et, une fois entamée, d'avoir mis dans la partie de l'exécution qui dépendait de moi, une promptitude et une régularité journalières qui faisaient tout son encouragement. S'il arrivait qu'on ne fût pas prêt quand il nous demandait, s'il fallait renvoyer au lendemain, le dégoût le saisissait aussitôt, et le travail en demeurait là, jusqu'à ce que quelque chose vint le remonter. « J'ai besoin d'être poussé, me disait-il confidentiellement dans une de ces, interruptions passagères, le plaisir d'avancer peut seul me soutenir ; car, mon cher, nous pouvons en convenir entre nous, rien de tout ceci n'est amusant, il n'y a pas le mot pour rire dans toute notre existence. »

Avant dîner, l'Empereur faisait toujours plusieurs parties d'échecs. À nos après-dînées nous reprîmes le reversi, qui avait été longtemps abandonné. Comme on ne se payait pas jadis très régulièrement, on convint désormais d'en faire une masse commune ; on discuta sur sa destination future, l'Empereur demanda les avis ; quelqu'un proposa de l'employer à délivrer la plus jolie esclave de l'île : cette opinion enleva tous les suffrages, l'on se mit au jeu avec ardeur, et la première soirée produisit deux napoléons et demi.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Mercredi 7. – Jeudi 8 février 1816.

L'Empereur apprend la mort de Murat.

La frégate *la Thébaine* est arrivée du Cap, et nous a apporté quelques journaux ; je les traduisais à l'Empereur en nous promenant dans le jardin. Un de ces papiers renfermait une grande catastrophe ; je lus que Murat ayant débarqué avec quelques hommes en Calabre, y avait été saisi et fusillé. À ces paroles inattendues, l'Empereur me saisissant le bras, s'est écrié ; « Les Calabrais ont été plus humains, plus généreux que ceux qui m'ont envoyé ici. » Ce fut tout. Après quelques moments de silence, comme il ne disait plus rien, je continuai.

Murat, sans vrai jugement, sans vues solides, sans caractère proportionné à ces circonstances, venait de périr dans une tentative évidemment désespérée. Il n'est pas impossible que le retour de l'Empereur de l'île d'Elbe ne lui eût tourné la tête, et qu'il n'espérât peut-être en renouveler le prodige pour son propre compte. Ainsi périt misérablement celui qui avait été une des causes si actives de nos malheurs ! En 1814, son courage, son audace, pouvaient nous tirer de l'abîme ;

sa trahison nous y précipita ; il neutralisa le Vice-Roi sur le Pô ; il l'y combattit, lorsque, réunis ensemble, ils eussent pu forcer les gorges du Tyrol, descendre en Allemagne et venir sur Bâle et les rives du Rhin, détruire, saisir les derrières des alliés et leur couper toute retraite de France.



Exécution de Murat, Roi de Naples.

L'Empereur, à l'île d'Elbe, dédaigna toute communication avec le Roi de Naples ; mais, partant pour la France, il lui écrivit qu'allant reprendre possession de son trône, il se plaisait à lui déclarer qu'il n'était plus de *passé entre eux* ; qu'il lui pardonnait sa conduite dernière, lui rendait sa bienveillance, lui envoyait quelqu'un pour lui signer la garantie de ses États, et lui recommandait, sur toute chose, de se maintenir en bonne intelligence avec les Autrichiens, et de se contenter de les contenir, dans le cas où ils voudraient marcher sur la France. Murat, en ce moment, tout au sentiment de sa première jeunesse, ne voulut ni garantie ni signature : la parole de l'Empereur,

son amitié, lui suffisaient, s'écria-t-il ; il prouverait qu'il avait été plus malheureux que coupable. Son dévouement, son ardeur, allaient, disait-il, lui obtenir l'oubli du passé.

« Mais il était dans la destinée de Murat, disait l'Empereur, de nous faire du mal. Il nous avait perdus en nous abandonnant, et il nous perdit en prenant trop chaudement notre parti : il ne garda plus aucune mesure ; il attaqua lui-même les Autrichiens sans plan raisonnable, sans moyens suffisants, et il succomba sans coup férir. »

Les Autrichiens délivrés de cet obstacle, s'en servirent comme de raison ou de prétexte pour en augurer des vues ambitieuses dans Napoléon reparaissant sur la scène. C'est ce qu'ils lui objectèrent constamment toutes les fois qu'il leur protesta de sa modération.

L'Empereur, avant la circonstance malheureuse des hostilités de Murat, avait déjà noué quelques négociations avec l'Autriche. D'autres États inférieurs, que je crois inutile de nommer, lui avaient fait dire qu'il pouvait compter sur leur neutralité. Nul doute que la chute du Roi de Naples n'ait donné aussitôt une autre tournure aux affaires.

On a essayé de faire passer Napoléon pour un homme terrible, implacable ; le vrai c'est qu'il était étranger à toute vengeance, et ne savait pas conserver de rancune, quelque mal qu'on lui eût fait. Son courroux, d'ordinaire, s'exhalait par des sorties violentes, et c'était là tout. Ceux qui le connaissaient le savaient bien. Murat l'avait outrageusement trahi ; on vient de lire qu'il l'avait perdu deux fois, et cependant c'est à Toulon que Murat accourt chercher un asile. « Je l'eusse amené à Waterloo, nous disait Napoléon ; mais l'armée française était tellement patriotique, si morale, qu'il est douteux qu'elle eût voulu supporter le dégoût et l'horreur qu'avait inspirés celui qu'elle disait

avoir trahi, perdu la France. Je ne me crus pas assez puissant pour l'y maintenir, et pourtant il nous eût valu peut-être la victoire ; car que nous fallut-il dans certains moments de la journée ? enfoncer trois ou quatre carrés anglais ; or Murat était admirable pour une telle besogne ; il était précisément l'homme de la chose ; jamais à la tête d'une cavalerie on ne vit quelqu'un de plus déterminé, de plus brave, d'aussi brillant. »

« Quant au parallèle des circonstances de Napoléon et de Murat, celui de leur débarquement respectif en France, et sur le territoire de Naples, il n'en saurait exister aucun disait l'Empereur : Murat n'avait d'autre bon argument dans sa cause que le succès, et il était purement chimérique au moment où et de la manière dont il l'a entrepris. J'étais l'élu d'un peuple, j'étais le légitime dans leurs doctrines nouvelles ; mais Murat n'était point Napolitain ; les Napolitains n'avaient jamais élu Murat ; était-il à croire qu'il pût exciter parmi eux un bien vif intérêt ; aussi sa proclamation est-elle tout à fait fautive et vide de choses. Ferdinand de Naples devait et pouvait ne le présenter que comme un fauteur d'insurrection ; c'est ce qu'il a fait, et l'a traité en conséquence. »

« Quelle différence avec moi, continuait Napoléon ! Avant mon arrivée, toute la France était déjà pleine d'un même sentiment. Je débarque, et ma proclamation n'est pleine que de ce même sentiment : chacun y lit ce qu'il a dans le cœur. La France était mécontente, j'étais sa ressource ; les maux et le remède furent aussitôt en harmonie : voilà toute la clef de ce mouvement électrique, sans exemple dans l'histoire. Il prit sa source uniquement dans la nature des choses ; il n'y eut point de conspiration, et l'élan fut général ; pas une parole ne fut portée, et tout le monde s'entendit. Les populations entières se précipitaient sur le passage du libérateur. Le premier

bataillon que j'enlevai de ma personne, me valut aussitôt la totalité de l'armée. Je me trouvai porté jusqu'à Paris ; le gouvernement existant, tous ses agents disparurent sans efforts, comme les nuages se dissipent à la vue du soleil. Et encore eussé-je succombé, terminait l'Empereur, encore fussé-je tombé dans les mains de mes ennemis, je n'étais pas purement un chef d'insurrection ; j'étais un souverain reconnu de toute l'Europe ; j'avais mon titre, ma bannière, mes troupes ; je venais faire la guerre à mon ennemi. »

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Vendredi 9 février 1816.

Porlier, Ferdinand. – Tableaux de l'*Atlas*.

Dans des gazettes que je traduisais à l'Empereur, j'ai trouvé l'histoire de Porlier : c'était un des chefs les plus remarquables des fameuses guérillas. Il venait d'essayer d'en appeler à la nation contre la tyrannie de Ferdinand ; mais il avait échoué, avait été pris et pendu.

L'Empereur a dit : « Je ne suis pas du tout surpris de cette tentative en Espagne ; à mon retour de l'île d'Elbe, ceux des Espagnols qui s'étaient montrés les plus acharnés contre mon invasion, qui avaient acquis le plus de renommée dans la résistance, s'adressèrent immédiatement à moi : ils m'avaient combattu, disaient-ils, comme leur tyran ; ils venaient m'implorer comme un libérateur. Ils ne me demandaient qu'une légère somme, disaient-ils, pour s'affranchir eux-mêmes, et produire dans la péninsule une révolution semblable à la mienne. Si j'eusse vaincu à Waterloo, j'allais les secourir. Cette circonstance m'explique la tentative d'aujourd'hui. Nul doute qu'elle ne se renouvelle encore. Ferdinand, dans sa fureur, a beau vouloir serrer avec rage

son sceptre ; un de ces beaux matins il lui glissera de la main comme une anguille. »

Les gazettes finies, l'Empereur, dans son oisiveté, feuilletait mon *Atlas* ; j'ai eu la grande satisfaction de le voir enfin s'arrêter sur les tableaux généalogiques ; ce que je désirais depuis bien longtemps, car il les passait toujours. J'ai analysé devant lui, sur le tableau de l'Angleterre, la fameuse guerre de la rose rouge et de la rose blanche, inintelligible pour le grand nombre des lecteurs sans le secours de pareils tableaux. Il a été frappé de leur utilité, et s'est mis alors à en parcourir un grand nombre d'autres ; il observait, à celui de Russie, qu'il serait bien difficile sans un tel secours, de suivre l'ordre irrégulier de succession des derniers souverains ; et il a été fort surpris, à celui de France, de la démonstration singulière, qu'en dépit de sept ou huit applications de la loi salique, Louis XVI eut encore régné comme si cette loi salique n'eût point existé.

L'Empereur s'arrêtait beaucoup sur l'encadrement rigoureux et complet de ces tableaux ; il ne revenait pas de la quantité de points de ralliements qui s'y trouvaient indiqués en un aussi petit espace : l'ordre numérique du souverain, son degré de génération, l'ensemble de toute sa parenté, etc., etc., et il me répétait alors ce qu'il m'avait déjà dit ou à-peu-près, que s'il les eût bien connus dans le temps, il m'eût fait venir pour obtenir, de moi, un format plus commode, moins coûteux, et en faire la pâture des lycées.

Il ajoutait qu'il eût voulu voir toutes les histoires réimprimées avec de tels documents à l'appui, pour leur intelligence. Je lui disais que j'avais eu la même idée, qu'elle avait déjà été exécutée sur l'histoire d'Angleterre, par Hume, et que, sans nos derniers événements, elle allait l'être sur l'histoire d'Allemagne de Pfeffeld ; sur celle de France de Hainaut, et sur une histoire des trois couronnes du Nord, etc.

Sur les quatre heures, j'ai présenté à l'Empereur le capitaine de *la Thébaine*, qui partait le lendemain pour l'Europe, et le colonel Macoy, du régiment de Ceylan. Ce brave soldat semblait un monument mutilé : il avait une jambe de moins, un coup de sabre lui traversait le front, d'autres cicatrices couvraient son visage. Il était tombé sur le champ de bataille, en Calabre, et demeuré prisonnier du général Parthonaux. L'Empereur lui fit un accueil tout particulier ; on pouvait voir qu'il y avait sympathie réciproque. Le colonel Macoy avait été major du régiment Corse que commandait le nouveau gouverneur que nous attendons. Ce colonel disait à quelqu'un, qu'il trouvait un homme tel que l'Empereur bien mal traité ici, et qu'il supposait au général Lowe trop d'élévation pour ne pas penser que sa seule acceptation du gouvernement de l'île, annonçait qu'il y viendrait améliorer notre condition.

L'Empereur est ensuite monté à cheval. Nous avons remonté notre vallée accoutumée, et ne sommes rentrés que vers les sept heures. L'Empereur a continué de se promener dans le jardin ; la température était des plus douces, le clair de lune charmant, le beau temps était revenu tout à fait.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Samedi 10 février 1816.

Sur l'Égypte. – Ancien projet sur le Nil.

À présent l'Empereur allait couramment dans son anglais ; et, à l'aide du dictionnaire, il eût pu, à toute rigueur, se passer de moi. Ses progrès décidés le ravissaient. La leçon s'est passée aujourd'hui à lire, dans

l'Encyclopédie britannique⁴, l'article du Nil, dont il prenait occasionnellement quelques notes pour ses dictées au grand-maréchal. Il s'y est trouvé une citation dont jadis j'avais entretenu l'Empereur, qui l'avait jusque-là regardée comme absurde. Le grand Albuquerque proposait au roi de Portugal de détourner le Nil, avant son entrée dans la vallée d'Égypte, et de le rejeter dans la mer Rouge, ce qui eût rendu l'Égypte un désert impraticable, et consacré le cap de Bonne-Espérance pour la route unique du grand commerce des Indes. Bruce ne croit pas cette gigantesque idée entièrement impossible ; elle frappait singulièrement l'Empereur.

Sur les cinq heures, l'Empereur est monté en calèche, la promenade a été extrêmement agréable ; la précaution d'avoir fait abattre quelques arbres, a triplé l'espace primitif, en créant plusieurs circuits naturels. Au retour on a profité de la belle soirée pour se promener longtemps dans le jardin ; la conversation a été des plus intéressantes, les sujets étaient grands et profonds : c'était sur les diverses religions ; l'esprit qui les avait dictées ; les absurdités, les ridicules dont on les avait entremêlées ; les excès qui les avaient dégradées ; les objections qu'on leur avait opposées, etc., etc. : l'Empereur a traité tous ces objets avec sa supériorité ordinaire.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

4. L'Encyclopédie britannique, *Encyclopædia Britannica*. Cette encyclopédie a été publiée à son origine en 1768-1771, en Écosse à Édimbourg. Sa 4^e édition (1801-1810) atteignait 20 volumes. (*JMS*)

Dimanche 11 février 1816.

Uniformité. – Ennui. – Solitude de l'Empereur. – Caricatures.

L'Empereur a lu aujourd'hui l'article Égypte, dans l'Encyclopédie et en a recueilli des notes qui ne laissent pas que de lui être utiles pour sa campagne d'Égypte. Cette circonstance lui est très agréable, et lui fait répéter, plusieurs fois le jour, combien il se trouve heureux de ses progrès ; il est de fait qu'il peut maintenant lire tout seul.

Sur les quatre heures, j'ai suivi l'Empereur dans le jardin ; nous y avons marché seuls pendant quelque temps ; bientôt après on est venu nous rejoindre. La température était fort douce ; l'Empereur a fait observer le calme de notre solitude ; c'était dimanche, tous les ouvriers étaient au loin. Il a ajouté qu'on ne nous accuserait pas du moins de dissipation ni d'ardentes poursuites des plaisirs ; en effet il est difficile d'imaginer plus d'uniformité et plus d'absence de toute diversion.

L'Empereur soutient cette situation d'une manière admirable ; il nous surpasse tous de beaucoup par l'égalité de son caractère et la sérénité de son humeur. Il était difficile d'être plus sage et plus tranquille que lui, remarquait-il : il se couchait à dix heures ; ne se levait, ou plutôt ne paraissait qu'à cinq ou six heures ; sa vie extérieure n'était donc guère, disait-il, de plus de quatre heures ; c'était celle du prisonnier qu'on tire chaque jour de son cachot pour le laisser respirer un peu. Mais que de pensées dans son long intérieur ! que de travaux même ! et au sujet du travail, l'Empereur disait qu'il se trouvait aussi fort qu'il l'avait jamais été ; qu'il ne se sentait ni flétri ni usé en quoi que ce fût ; qu'il s'étonnait lui-même du peu d'effet sur lui de tous les grands événements dont il avait été dernièrement l'objet : c'était du plomb, disait-il, qui avait glissé sur le marbre ; le poids avait pu comprimer le ressort, mais n'avait pu le briser ; il s'était relevé avec toute son

élasticité. L'Empereur ajoutait n'imaginer personne au monde qui eût mieux plié que lui sous la nécessité sans remède ; et c'était là, disait-il, le véritable empire de la raison, le vrai triomphe de l'âme.

L'heure de la calèche est arrivée. En allant la joindre, l'Empereur a aperçu la petite Hortense, la fille de Mme Bertrand, qui lui plaît beaucoup ; il l'a fait venir, l'a embrassée tendrement deux ou trois fois, et a voulu la prendre en voiture avec le petit Tristan de Montholon. Durant la course, le grand-maréchal, qui venait de parcourir les papiers, racontait divers bons mots et caricatures qu'il y avait trouvés ; il nous en citait une assez piquante : deux actions composaient le tableau ; l'une était Napoléon donnant à la princesse d'Hasfeld, pour la jeter au feu, la lettre dont la disparition sauvait son mari ; au bas était : *acte tyrannique d'un usurpateur*. Le pendant était de toute autre nature.



Napoléon et la princesse de Hatzfeld.

Cela nous a conduits à raconter à l'Empereur la foule de caricatures dont nous avons été inondés après la restauration ; il en était beaucoup qui l'ont fort amusé ; une surtout l'a fait sourire : c'était un changement de dynastie.

L'Empereur a observé que si les caricatures vengeaient quelquefois le malheur, elles harcelaient sans cesse le pouvoir. Et combien n'en a-t-on pas fait sur moi, disait-il ! Alors, il nous en a demandé quelques-unes. Parmi toutes celles que nous avons citées, il a fort applaudi celle-ci, comme fort jolie et d'un fort bon goût : c'était le vieux George III qui, de sa côte d'Angleterre, jetait en colère à la tête de Napoléon, sur la rive opposée, une énorme betterave en disant : *Va te faire sucre*⁵.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Lundi 12 février 1816.

Longue course à pied de l'Empereur.

Le temps s'était remis au beau. Vers les quatre heures, l'Empereur se promenait dans le jardin ; la température était des plus agréables, chacun de nous se récriait sur ce que c'était une de nos belles soirées d'Europe ; nous n'avions encore rien éprouvé de pareil depuis notre arrivée dans l'île. L'Empereur a fait demander la calèche, et, comme par diversion, il a voulu laisser là nos arbres à gomme, pour aller, par le chemin qui conduit chez le grand-maréchal, prendre la route qui contourne le bassin supérieur de notre vallée favorite, et gagner, si c'était possible, le site appartenant à une demoiselle

5. Napoléon, pour obvier au blocus anglais de la navigation et du commerce avec les Antilles (îles à sucre), avait encouragé les recherches sur la production industrielle de sucre à partir de la betterave sucrière. (JMS)

Masson, qui est sur le revers opposé en face de Longwood. Arrivé chez Mme Bertrand, l'Empereur l'a fait monter dans sa calèche, où se trouvait déjà Mme de Montholon et moi ; le reste suivait à cheval ; nous étions tous réunis. À quelques pas de chez Mme Bertrand, au poste militaire même qui s'y trouve établi, le terrain était fort à pic et très inégal ; les chevaux se sont refusés, il a fallu descendre, la barrière s'est trouvée à peine suffisante pour la largeur de la voiture ; mais les soldats anglais sont accourus, et de tout cœur l'ont, en un instant, fait franchir à force de bras. Cependant une fois dans le nouveau bassin, la promenade à pied était si agréable que l'Empereur a voulu la continuer. Au bout de quelque temps, comme le jour baissait, il a voulu que la calèche allât seule reconnaître le chemin jusqu'à la porte de Mlle Masson, tandis que nous continuerions à marcher. La soirée était réellement des plus agréables ; la nuit était venue ; mais il faisait le plus beau clair de lune possible. Notre promenade pouvait réveiller le souvenir de celles autour de nos châteaux en Europe, dans les belles soirées d'été.

La calèche revenue, l'Empereur n'a point voulu y monter encore ; il l'a envoyée attendre chez Mme Bertrand, et quand il y a été rendu, il a voulu continuer encore à pied jusqu'à Longwood, où il est arrivé très fatigué : il avait marché près de six milles, ce qui est beaucoup pour lui, qui n'a jamais beaucoup marché à aucune époque de sa vie.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Mardi 13 au vendredi 16 février 1816.

Mauvaise température de Sainte-Hélène. – Observation importante sur l'esprit de ce Journal.

J'ai déjà dit qu'il n'y avait point de saisons à Sainte-Hélène ; ce sont seulement des veines de bon et de mauvais temps, fort irrégulières. Il a plu constamment chaque jour, nous n'avons pu sortir à peine que quelques instants. Il me serait difficile d'employer quatre mots à exprimer, durant ces quatre jours, aucune déviation quelconque de notre vie accoutumée. Et ici d'ailleurs je saisis l'occasion de prévenir, une fois pour toutes, que s'il se rencontre de temps à autre, dans le cours de mon Journal, plusieurs jours réunis sous un même article, c'est que souvent j'ai élagué une partie de ce que chacun d'eux me présentait ; ce à quoi j'ai été conduit, comme on le devinera sans peine, par divers motifs : parfois les objets m'ont paru trop puérils ; parfois, au contraire, ils m'ont semblé trop graves et demander un temps plus éloigné ; ou bien encore, ne présentaient-ils que des personnalités, et il est dans mon caractère de les écarter soigneusement : que si, malgré cela, on en trouve quelques-unes, c'est que j'y aurai été forcément conduit par l'objet essentiel de mes récits qui est de faire connaître le caractère de l'Empereur ; et même alors, ai-je pu me dire encore pour ma satisfaction intérieure, que ces personnalités ne concernent guère que des caractères publics, et ne mentionnent que des choses déjà connues de beaucoup de monde.

Du reste, je ne me suis nullement dissimulé que la tâche que j'ai entreprise pouvait me créer de nombreux inconvénients ; mais je me suis cru un devoir sacré, et je m'efforce de le remplir du mieux qu'il m'est possible : *advienne que pourra !*

Samedi 17 février 1816.

Politique de l'Empereur sur les affaires de France.

À six heures du matin, l'Empereur est monté à cheval. Nous avons fait le tour du parc, en commençant dans la direction de notre vallée, et en venant gagner le chemin qui conduit du camp chez le grand-maréchal. Devant la porte de celui-ci, s'est arrêté et mis en ligne, pour nous laisser passer, un gros de cent cinquante à deux cents matelots du Northumberland, qui chaque jour portent des planches ou des pierres pour le service de Longwood ou du camp ; l'Empereur a parlé aux officiers, et a souri avec plaisir à nos anciens compagnons ; ils avaient l'air ravi de le voir.

J'ai déjà dit que, de temps à autre, nous recevons des journaux de l'Europe qui nous occupent diversement, et amènent toujours à la fin quelques tableaux vifs et animés de la part de l'Empereur. Il trouvait aujourd'hui qu'en résumé l'état de la France ne s'était point amélioré. « Les Bourbons, répétait-il, n'avaient eu, cette fois, d'autre parti que celui de la sévérité. Quatre mois étaient déjà écoulés, les alliés allaient repartir, on n'avait pris encore que des demi-mesures ; l'affaire demeurerait mal embarquée. Un gouvernement, disait-il, ne peut vivre que de son principe ; il est évident que celui-ci est le retour aux vieilles maximes ; il fallait le faire franchement. Les chambres surtout, dans cette circonstance, seront fatales ; elles inspireront au Roi une fausse confiance, et n'auront aucun poids sur la nation. Bientôt le Roi n'aura plus aucun moyen de communication avec elle, ce ne sera plus la même religion ni le même langage ; il ne sera personne qui ait le droit de détromper le peuple sur les absurdités qu'il plaira au premier venu de lui débiter, lorsqu'on voudra lui faire croire qu'on veut empoisonner les sources, faire sauter le territoire, etc., etc. » L'Empereur concluait qu'il y aurait quelques exécutions juridiques,

et un extrême désir de réaction : qu'elle serait assez forte pour irriter, pas assez pour soumettre, etc., etc.

Quant à l'Europe, elle semblait à l'Empereur aussi enflammée quelle l'avait jamais été. Elle avait anéanti la France ; mais la résurrection de celle-ci pouvait venir un jour de l'explosion des peuples, que la politique des souverains, du reste, était des plus propres à aliéner ; elle pouvait venir encore de la querelle prochaine des puissances entre elles ; ce qui, très probablement, finirait par avoir lieu.

Quant à notre affaire personnelle ici, elle ne pourrait s'améliorer que par l'entremise de l'Angleterre ; et celle-ci ne pouvait nous devenir favorable que par quelque intérêt politique, quelque changement de ministre, la mort de quelque souverain ; ou bien encore par le sentiment de la gloire nationale, excité par le torrent de l'opinion. Or les intérêts politiques, il était des combinaisons qui pouvaient les amener ; quant au changement des personnes, il était dans les accidents du temps ; enfin, pour le sentiment de la gloire nationale, si facile à comprendre, le ministère actuel l'avait méconnu ; mais un autre pouvait ne pas y être insensible.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Dimanche 18 février 1816.

Peinture du bonheur domestique par l'Empereur. – Deux Demoiselles de l'île

L'Empereur m'a fait appeler sur les dix heures ; il venait de rentrer. On m'avait dit qu'il avait été à la chasse ; il m'apprit que non, qu'il avait été à cheval vers les six heures ; mais qu'il n'avait pas voulu qu'on troublât le sommeil de *Son Excellence*. Nous avons travaillé à

l'anglais ; le déjeuner est venu, il était détestable ; je n'ai pu m'empêcher de le remarquer. Il m'a plaint d'en faire un aussi mauvais, et m'a dit qu'il était vrai qu'il fallait avoir faim pour pouvoir le manger. Nous avons continué notre leçon jusqu'à une heure, la chaleur alors a commandé le repos.

Sur les cinq heures, l'Empereur a été se promener au jardin. Il s'est mis à peindre le bonheur du particulier honnête et aisé, jouissant paisiblement, dans le fond de sa province, des champs et de la maison qu'il a reçus de ses pères ; rien assurément n'était plus philosophique ; nous n'avons pu nous empêcher de sourire à un tableau si paisible, ce qui l'a fait pincer les oreilles de l'un de nous. « Du reste, a-t-il continué, ce bonheur ne peut guère aujourd'hui se connaître en France, que par tradition ; la révolution a tout bouleversé ; elle a privé les anciens ; et les nouveaux sont encore neufs à cette jouissance ; ce que je viens de peindre n'existe plus. Et il observait alors qu'être privé de sa chambre natale, du jardin qu'on avait parcouru dans son enfance ; n'avoir pas l'habitation paternelle, c'était n'avoir point de patrie. Quelqu'un ajoutait que perdre la demeure qu'on s'était créée après le naufrage, la maison qu'on avait partagée avec sa femme, celle où l'on avait donné le jour à ses enfants, c'était encore perdre sa seconde patrie. Que de monde en était là !!! et quelle époque avait été la nôtre !!!

Nous sommes montés en calèche et nous avons fait notre promenade accoutumée.

Le soir pendant le dîner, on a parlé de deux demoiselles de l'île, dont l'une est grande, fort belle et très agaçante ; l'autre, beaucoup moins jolie, mais douce dans ses manières, d'une grâce et d'une tenue parfaites. Tous les avis se partageaient. L'Empereur, qui ne connaissait que

la première, tenait fortement pour elle. Quelqu'un a pris la liberté de lui dire que s'il voyait la seconde, elle ne lui ferait pas changer d'opinion. Cela ne lui a pas suffi, il a voulu que ce quelqu'un exprimât son propre choix : celui-ci a répondu qu'il était de beaucoup pour la seconde ; ce qui a paru contradictoire ; l'Empereur a voulu l'explication. « C'est, a répondu ce quelqu'un, que, si je voulais acheter une esclave, je me fixerais sur la première ; mais que si je trouvais quelque bonheur à le devenir moi-même, je m'adresserais à la seconde. – C'est donc à dire, a repris vivement l'Empereur, que vous me croyez de mauvais goût et de mauvais ton ? – Non, Sire ; mais je soupçonne à Votre Majesté des dispositions différentes des miennes. Il a ri et n'a pas contredit.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Lundi 19 février 1816.

Aujourd'hui, de fort bon matin, l'Empereur est sorti pour monter à cheval ; il était à peine six heures et pourtant j'étais tout prêt, j'avais donné ordre qu'on m'éveillât ; il a été surpris de me voir là et de me trouver si diligent. Nous avons erré dans le bois à l'aventure. Nous étions rentrés vers les neuf heures, le soleil commençant déjà à être très chaud.

L'Empereur, sur les quatre heures, a voulu essayer son anglais ; mais il n'était pas bien ; tout dans la journée lui avait paru mauvais, disait-il, rien ne lui avait réussi. La promenade du jardin ne l'a point remis ; il n'était pas bien à dîner ; il n'a pu faire ses parties d'échecs accoutumées ; il s'est retiré, souffrant aussitôt après la première partie.

Mardi 20 février 1816.

Travaux de l'Empereur à l'île d'Elbe. – Prédilection des Barbaresques pour Napoléon.



Caricature de Napoléon (Boney) arrivant à l'île d'Elbe, par Rowlandson.

Le temps a été extrêmement mauvais. L'Empereur avait été assez mal toute la nuit ; au matin il était beaucoup mieux : il n'est pas sorti de sa chambre avant cinq heures. Vers les six heures, nous avons profité d'une éclaircie pour faire le tour du parc en calèche. Les chevaux, dont on nous a gratifiés sont vicieux, ils se rebutent au premier obstacle et demeurent immobiles ; ils se sont arrêtés aujourd'hui plusieurs fois ;

la pluie qu'il avait fait rendait leur tâche plus pénible ; un moment il a fallu réunir tous les efforts pour n'être pas obligés de revenir à pied ; le grand-maréchal et le général Gourgaud ont été obligés de mettre pied à terre et de pousser à la roue. Enfin, après bien des peines, nous sommes rentrés. La conversation, durant la promenade, était sur l'île d'Elbe : l'Empereur parlait des chemins qu'il y avait faits, des maisons qu'il y avait bâties ; les meilleurs artistes d'Italie se disputaient l'honneur d'y travailler, et sollicitaient comme une faveur, de pouvoir les embellir, etc.

Il disait que ses couleurs, que son pavillon, étaient devenus les premiers de la Méditerranée. Son pavillon était sacré, observait-il, pour les Barbaresques, qui d'ordinaire faisaient des présents aux capitaines, leur ajoutant qu'ils acquittaient la dette de Moscou. Le grand-maréchal nous disait que quelques bâtiments réunis, de cette nation, étant venus mouiller à l'île d'Elbe, y avaient donné beaucoup d'inquiétude : on avait interrogé ces gens-là sur leurs intentions, et fini par leur demander nettement s'ils avaient des vues hostiles ; ils avaient répondu : « Contre le Grand Napoléon ? Ah ! jamais... nous ne faisons pas la guerre à Dieu ! »



Pavillon naval de Napoléon à l'île d'Elbe.

Quand le pavillon de l'île d'Elbe entra dans un des ports de la Méditerranée, Livourne excepté, il y était reçu avec de vives acclamations ; c'était la patrie qui semblait revenir. Quelques bâtiments français, venus de la Bretagne et de la Flandre, qui relâchèrent à l'île d'Elbe, témoignèrent le même sentiment.

« Tout est gradation dans le monde, concluait l'Empereur. L'île d'Elbe, trouvée si mauvaise il y a un an, est un lieu de délices comparée à Sainte-Hélène. Quant à Sainte-Hélène, ah ! elle peut défier tous les regrets à venir ! »

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Mercredi 21 au vendredi 23 février 1816.

Piontkowski. – Caricature.

L'Empereur a continué de se lever de bonne heure et de se promener à cheval, bien que ce fut au pas, seulement dans le parc et au milieu des arbres à gomme. Cependant ce léger exercice lui était bon, il le forçait à prendre encore l'air ; il revenait avec meilleur appétit, et travaillait avec plus de gaieté. Il déjeunait dans le jardin, sous quelques arbres qu'on avait entrelacés pour lui procurer un peu d'ombrage. Un de ces matins, en se mettant à table, il aperçut au loin le polonais *Piontkowski*, et le fit appeler pour qu'il déjeunât avec lui. Il s'amuse à le questionner quand il le trouve sous ses pas.

Piontkowski, dont on ne connaît pas trop l'origine, était venu à l'île d'Elbe et avait obtenu d'y servir comme soldat dans la garde ; au retour de l'île d'Elbe, il avait été porté au grade de lieutenant ; à notre départ de Paris, il avait reçu la permission de suivre : il fut à Plymouth du nombre de ceux que les instructions anglaises séparèrent de nous. Piontkowski, avec plus de constance ou plus d'adresse que ses camarades, avait obtenu de nous rejoindre. L'Empereur, du reste, ne l'avait jamais connu, et lui parlait à Sainte-Hélène pour la première fois.

Aucun de nous ne le connaissait davantage les Anglais furent surpris de notre peu d'empressement à son arrivée. Quelques-uns de ceux qui ne nous aimaient pas, écrivaient que nous l'avions fort mal reçu, ce qui était faux ; mais c'en fut assez pour que les papiers ministériels anglais y employassent leur grâce et leur esprit accoutumés : l'Empereur l'avait battu, nous l'avions chassé, et l'on m'a parlé plus tard d'une caricature où l'Empereur le saisissait dans ses griffes ; moi, j'avais sauté dessus pour le dévorer, et ce n'était qu'à l'aide d'un bâton mis entre mes dents que le conducteur des bêtes venait à bout de m'arracher de son épaule : voilà les gentillesse élégantes dont on nous rendait l'objet.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Samedi 24 février 1816.

Retour de l'île d'Elbe. – Détails, etc.

Après dîner, l'Empereur, prenant le café, disait que c'était à-peu-près vers ce temps que, l'année dernière, il avait quitté l'île d'Elbe. Le grand-maréchal lui a dit que c'était le 26 février, et un dimanche : « à telles enseignes, Sire, que vous avez fait avancer la messe, pour avoir plus de temps à dicter des ordres. »

L'après-midi même ils étaient partis ; le lendemain matin, ils étaient encore en vue, sur les dix heures, à la grande anxiété de ceux qui s'intéressaient à leur succès.

L'Empereur, s'abandonnant à la conversation, a causé plus d'une heure des détails de cet événement unique dans l'histoire par la

hardiesse de l'entreprise et les merveilles de l'exécution. Je renvoie plus loin son récit.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Dimanche 25 au mardi 28 février 1816.

Campagnes d'Italie et d'Égypte. – Opinion de l'Empereur sur nos grands poètes.
– Tragédies modernes. – Hector. – Les États de Blois. – Talma.

La plupart de nos journées se ressemblaient beaucoup ; si elles nous semblaient longues en détail, elles se perdaient rapidement dans le passé ; elles étaient sans caractère, sans couleur, et ne nous laissaient que des souvenirs vagues. L'anglais allait de mieux en mieux ; l'Empereur convenait avoir eu un moment de dégoût ; il avait un instant, me disait-il, vu passer sa *furia francese*, mais je l'avais ranimé, disait-il, par une méthode qu'il trouvait sûre, infaillible, la meilleure de toutes les méthodes ; celle de lire et d'analyser une seule page et de la recommencer jusqu'à ce qu'elle fût sue imperturbablement : les règles grammaticales s'expliquent chemin faisant ; de la sorte, il n'y a pas un moment de perdu pour l'étude et la mémoire ; les progrès semblent lents d'abord, on croit avancer peu ; mais quand on arrive à la cinquantième page, on est tout étonné de savoir la langue. Nous avons donc ajouté une page de Télémaque au reste de notre leçon, et nous nous en trouvions très bien. Du reste l'Empereur, en ce moment, bien qu'il n'eût encore que vingt ou vingt-cinq leçons complètes, parcourait tous les livres, aurait fait entendre par écrit, ce dont il eût eu besoin. Il ne comprenait pas tout, il est vrai ; mais on ne pourrait désormais lui rien cacher, disait-il, et c'était immense, c'était une conquête achevée.

La campagne d'Égypte était complétée avec Bertrand, autant que le manque de matériaux pouvait le permettre. L'Empereur entamait, avec l'un de ces messieurs, une nouvelle époque bien précieuse, celle du départ de Fontainebleau jusqu'au retour à Paris et sa seconde abdication. Il ne possédait aucune pièce sur ces événements si rapides ; mais c'est cette rapidité qui me faisait le supplier d'employer sa mémoire à consacrer des circonstances que les événements ou l'esprit de parti pourrait affaiblir ou dénaturer.

L'Empereur revoyait aussi fort souvent avec moi les divers chapitres de la campagne d'Italie ; le moment qui précédait le dîner était consacré d'ordinaire à cette révision. Il m'avait chargé de couper chaque chapitre d'une manière régulière, uniforme ; d'en indiquer les paragraphes convenables ; d'en noter et d'en recueillir les pièces justificatives, etc., etc. C'est ce qu'il appelait la triture ou la charlatanerie de l'éditeur. « Et cela vous regarde, me disait-il un jour, avec une grâce et une bonté qui me pénétraient ; ce sera désormais votre bien : la campagne d'Italie portera votre nom, et la campagne d'Égypte celui de Bertrand. Je veux qu'elle fasse tout-à-la fois la fortune de votre poche et celle de votre mémoire ; vous aurez toujours bien là cent mille francs et votre nom durera autant que le souvenir de mes batailles, etc., etc. »

Quant à nos après-dînées, le reversi était tombé à plat une seconde fois, sa reprise n'avait pu durer ; dès le deuxième ou troisième tour, les cartes étaient abandonnées pour la conversation. Nous avions repris les lectures ; nos romans étant épuisés, les pièces de théâtre nous occupaient en ce moment, les tragédies surtout. L'Empereur les aime particulièrement, et se plaît à les analyser : il y porte une logique singulière et beaucoup de goût. Il sait une foule de vers dont il se souvient depuis son enfance, époque, dit-il, où il savait beaucoup plus

qu'aujourd'hui. L'Empereur est ravi de Racine, il y trouve de vraies délices ; il admire éminemment Corneille, et fait fort peu de cas de Voltaire, plein, dit-il, de boursouffure, de clinquant ; toujours faux, ne connaissant ni les hommes ni les choses, ni la vérité, ni la grandeur des passions.

L'Empereur, à un de ses couchers à Saint-Cloud, analysait la pièce qui venait de se jouer, c'était *Hector*, par *Luce de Lancival* : cette pièce lui plaisait beaucoup ; elle avait de la chaleur, de l'élan, il l'appelait une pièce de *quartier général*, s'assurant qu'on irait mieux à l'ennemi après l'avoir entendue ; qu'il en faudrait beaucoup dans cet esprit, etc., etc.

De là passant aux drames, qu'il appelait les tragédies des femmes de chambre, il les disait capables de supporter au plus la première représentation ; ils allaient ensuite toujours en perdant ; une bonne tragédie, au contraire, gagnait chaque jour davantage. La haute tragédie, continuait-il, était l'école des grands hommes ; c'était le devoir des souverains de l'encourager et de la répandre ; et il n'était pas nécessaire, prétendait-il, d'être poète pour la juger, il suffisait de connaître les hommes et les choses, d'avoir de l'élévation et d'être homme d'État ; et s'animant par degré : « La tragédie, disait-il avec chaleur, échauffe l'âme, élève le cœur, peut et doit créer des héros. Sous ce rapport, peut-être, la France doit à *Corneille* une partie de ses belles actions ; aussi, *Messieurs, s'il vivait, je le ferais Prince.* »

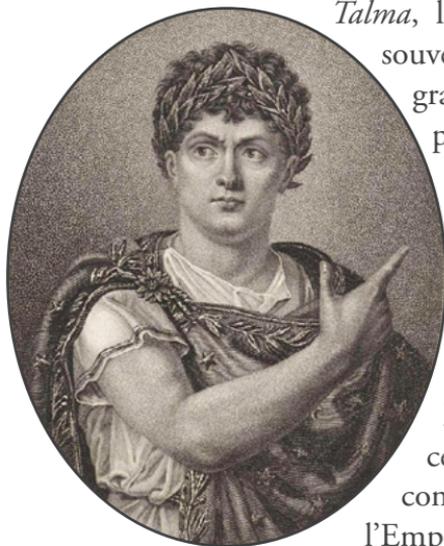
Une autre fois, pareillement à son coucher, il analysait et condamnait *les États de Blois*, qu'on venait de jouer sur le théâtre de la Cour pour la première fois ; et apercevant parmi nous l'archi-trésorier Lebrun, littérateur fort distingué, il lui demanda son opinion : celui-ci, sans doute dans l'intérêt de l'auteur, se contenta de répondre que le sujet était mauvais.

« Mais ce serait la première faute de M. *Raynouard*, répliqua l'Empereur, il l'a choisi lui-même, personne ne lui a imposé ; et puis, il n'est pas de sujet si mauvais dont le grand talent ne sache tirer quelque parti ; et Corneille serait encore sans doute Corneille, même dans celui-ci. Quant à M. *Raynouard*, il a manqué tout à fait son affaire ; il ne montre ici d'autre talent que celui de la versification, tout le reste est mauvais, très mauvais : sa conception, ses détails, son résultat, sont manqués ; il viole la vérité de l'histoire ; ses caractères sont faux, sa politique est dangereuse, et peut être nuisible. Cette circonstance me confirme, ce que du reste chacun sait très bien, qu'il est une énorme différence entre la lecture et la représentation d'une pièce. J'avais cru d'abord que celle-ci pouvait passer : ce n'est que ce soir que j'en ai vu les inconvénients : les éloges prodigués aux Bourbons sont les moindres ; les diatribes contre les révolutionnaires sont bien pires encore. M. *Raynouard* a été faire, du chef des Seize, le capucin Chabot de la Convention. Il y a dans sa pièce pour tous les partis, pour toutes les passions ; si je la laissais donner dans Paris, on pourrait venir m'apprendre que cinquante personnes se sont égorgées dans le parterre. De plus, l'auteur a fait de Henri IV un vrai Philinte⁶, et du duc de Guise un Figaro⁷, ce qui est trop choquant en histoire. Le duc de Guise était un des plus grands personnages de son temps, avec des qualités et des talents supérieurs, et auquel il ne manqua que d'oser, pour commencer, dès lors, la quatrième dynastie ; de plus, c'est un parent de l'Impératrice, un prince de la maison d'Autriche avec qui nous sommes en amitié, dont l'Ambassadeur était présent ce soir à la représentation. L'auteur a plus d'une fois étrangement méconnu toutes les convenances. » Et l'Empereur disait ensuite se raffermir plus que jamais dans la détermination qu'il avait prise, de ne pas laisser jouer une tragédie nouvelle sur le théâtre public, avant

6. Personnage du *Misanthrope*, de Molière. (JMS)

7. Personnage principal de la comédie de Beaumarchais. (JMS)

qu'elle n'eût été mise à l'épreuve sur le théâtre de la Cour. Il fit donc interdire la représentation des États de Blois. Mais ce qui est bien digne de remarque, c'est que sous le Roi, cette pièce a reparu solennellement avec toute la faveur que devait lui donner la proscription de l'Empereur, et qu'elle est tombée néanmoins, tant avait été juste le jugement que Napoléon en avait porté.



Talma en Néron
dans *Britannicus*.

Talma, le célèbre tragique, parvenait très souvent jusqu'à l'Empereur, qui faisait grand cas de son talent et le récompensait magnifiquement. Quand le Premier Consul devint Empereur, les bruits de Paris furent qu'il faisait venir Talma pour prendre des leçons d'attitude et de costume. L'Empereur, qui n'ignorait jamais rien de ce qui se disait contre lui, en plaisantait un jour Talma : celui-ci en demeurait déconcerté, confondu. « Vous avez tort, lui disait l'Empereur, je n'aurais sans doute eu rien de mieux à faire, si toutefois j'en avais eu le temps. » Et alors c'était lui qui donnait à Talma des leçons de son art : « Racine, lui disait-il, a mal à propos chargé Oreste en niaiseries, et vous le chargez encore davantage ; dans *la Mort de Pompée*, vous ne jouez pas César en grand homme ; dans *Britannicus*, vous ne jouez pas Néron en tyran, etc. » Et tout le monde sait que ce grand acteur a fait en effet, depuis, de grandes corrections dans ces rôles fameux.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Jeudi 29 février 1816.

Les faiseurs d'affaires dans la révolution. – Crédit de l'Empereur à son retour. – Sa réputation dans les bureaux comme vérificateur. – Ministres des Finances, du Trésor. – Cadastre.

Après le travail, l'Empereur a été se promener dans le jardin ; nous sommes ensuite montés en calèche ; il faisait tout à fait nuit et pleuvait fort quand nous sommes rentrés.

Après le dîner, et pendant le café, que nous avons pris à table dans la salle à manger, la conversation est tombée sur ce qu'on appelle à Paris les *gens d'affaires*, les *grandes fortunes* acquises dans la révolution. Il n'était pas une de ces personnes dont l'Empereur ne connût le nom, la famille, les affaires et le degré de moralité.

À peine Premier Consul, il se trouva aux prises, dit-il, avec la célèbre Mme *Récamier* : son père avait été placé dans les postes ; Napoléon en entrant au Gouvernement, avait été obligé de signer de confiance une foule de listes ; mais il eut bientôt établi une grande surveillance dans toutes les parties ; il trouva qu'une correspondance avec les Chouans se faisait sous le couvert de M. Bernard, père de Mme Récamier ; il fut aussitôt destitué, et courait risque d'être jugé, et mis à mort. Sa fille accourut auprès du Premier Consul, et, sur ses sollicitations, le Premier Consul voulut bien faire grâce du procès ; mais il fut inébranlable sur le reste, et Mme Récamier, habituée à tout obtenir, ne prétendait à rien moins qu'à la réintégration de son père : telles étaient les mœurs du temps. Cette sévérité de la part du Premier Consul fit jeter les hauts cris, on n'y était pas accoutumé ; Mme Récamier et ses partisans, qui étaient fort nombreux, ne le lui pardonnèrent jamais.



Madame Récamier par David.

Les fournisseurs et les faiseurs d'affaires étaient ceux surtout qui tenaient le plus au cœur du nouveau magistrat suprême, qui appelait cette classe le fléau, la lèpre d'une nation. L'Empereur observait que la France entière n'aurait pas suffi alors à ceux de Paris ; qu'à son arrivée à la tête des affaires ils composaient une véritable puissance, et qu'ils étaient des plus dangereux pour l'État, dont ils obstruaient et corrompaient les ressorts par leurs intrigues, celles de leurs agents et de leur nombreuse clientèle, Au vrai, ils ne pouvaient, disait-il, jamais présenter que des sources empoisonnées et ruineuses, à la façon des juifs et des usuriers. Ils avaient déconsidéré le Directoire, et ils prétendaient bien diriger aussi le Consulat : on peut dire qu'ils composaient alors la tête de la société, qu'ils y tenaient le premier rang.

« Un des plus grands pas rétrogrades, disait l'Empereur, que je fis faire à la société, vers son état et ses mœurs passées, fut de faire rentrer tout ce faux lustre dans la foule ; jamais je n'en voulus élever aucun aux honneurs : de toutes les aristocraties, celle-là me semblait la pire. »

L'Empereur rend à Lebrun la justice de l'avoir affermi spécialement dans ce principe. « Ce parti m'en a toujours voulu depuis, disait l'Empereur ; mais ce qu'il m'a bien moins pardonné encore, c'est l'inquisition sévère que je faisais exercer dans leurs comptes vis-à-vis du Gouvernement. »

L'Empereur disait avoir fait à ce sujet un usage admirable de son conseil d'État : il nommait une commission de quatre ou cinq de ses membres, gens intègres et capables ; ils lui faisaient leur rapport, et lui, Premier Consul ou Empereur, n'avait plus, s'il y avait lieu à poursuites, qu'à apposer au bas : *Renvoyé au Grand-Juge pour faire exécuter les lois*. Arrivés à ce point, les impliqués venaient d'ordinaire à composition ; ils regorgeaient un, deux, trois, quatre millions, plutôt que de se laisser poursuivre. L'Empereur savait bien que tous ces faits étaient faussement représentés dans les cercles de la capitale, qu'ils lui créaient une foule d'ennemis, lui attiraient les reproches d'arbitraire et de tyrannie ; mais il acquittait un grand devoir vis-à-vis de la société en masse, et elle devait, pensait-il, lui tenir compte de pareilles mesures vis-à-vis ces sangsues publiques.

« Les hommes sont toujours les mêmes, disait Napoléon ; depuis Pharamon, les traitants se sont toujours conduits ainsi, et on en a toujours usé de même à leur égard ; mais à aucune époque de la monarchie, ils n'ont été attaqués avec des formes aussi légales, ni abordés avec autant d'énergie et de franchise que par moi. L'opinion des gens d'affaires eux-mêmes était bien différente de celle des salons :

ceux qui avaient de la moralité et de la droiture, trouvaient même une nouvelle garantie dans cette extrême sévérité, et il s'en est vu une preuve bien remarquable au retour de l'île d'Elbe ; des maisons de Londres, d'Amsterdam, m'ont ouvert secrètement un crédit de quatre-vingts à cent millions, au simple taux de sept à huit pour cent. L'argent qu'elles déposaient au trésor à Paris, net de tout, leur était payé par des rentes sur le grand livre à cinquante ; elles étaient alors pour le public à cinquante-six ou cinquante-sept. »

Cette ressource, si utile pour les affaires, dans la crise où l'on se trouvait, et si satisfaisante, si flatteuse pour celui qui en était l'objet prouve l'opinion véritable que l'on avait en Europe sur l'Empereur, et la confiance qu'il inspirait dans les affaires. Cette négociation, inconnue dans le temps, explique, ce qu'on ne comprit pas alors à Paris, les moyens financiers que l'Empereur se trouva posséder tout à coup à son retour.

L'Empereur jouissait d'une réputation singulière parmi tous les bureaucrates et les faiseurs de chiffres ; c'est qu'il s'y entendait réellement beaucoup lui-même. « Ce qui commença ma réputation, disait-il, fut que vérifiant la balance d'une année lors du Consulat, je relevai une erreur de deux millions qui se trouvaient au désavantage de la République. M. Dufresne, alors chef de la trésorerie, au demeurant parfaitement honnête, n'en voulait d'abord rien croire ; pourtant c'était une affaire de chiffres, il fallut bien en convenir. On fut plusieurs mois à la trésorerie à pouvoir découvrir l'erreur : elle se trouva enfin dans un compte du fournisseur Séguin, qui en convint aussitôt, sur la présentation des pièces, et restitua disant qu'il s'était trompé. »

Une autre fois Napoléon, visitant la solde de la garnison de Paris, marqua un article de soixante et quelques mille francs, affectés à

un détachement qu'il assura n'avoir jamais été dans la capitale. Le ministre nota cet objet, comme par complaisance, intérieurement convaincu que l'Empereur se trompait ; c'était pourtant vrai, et la somme dut être rétablie⁸.

L'Empereur regardait comme de la plus haute importance la séparation du ministère des Finances d'avec celui du Trésor : elle amenait la distinction des objets, et créait un contrôle mutuel. Le ministre du Trésor était, sous un chef tel que lui, l'homme le plus important de l'Empire, disait-il ; non pas comme ministre du Trésor, mais comme contrôleur-général : toutes les ordonnances de l'Empire lui passaient sous les yeux ; il pouvait donc découvrir les vols et les abus de quelque part qu'ils vinssent, et les faire connaître en secret au souverain ; ce qui arrivait en effet journellement.

La *spécialité* était un autre point sur lequel il s'arrêtait avec complaisance, comme ayant été un des ressorts les plus heureux de son administration.

8. La publication du *Mémorial* m'a fait recevoir de l'autorité la plus compétente (le Ministre même du Trésor), la confirmation la plus positive de l'article ci-dessus : Voici les détails qui m'ont été adressés à ce sujet. Je les transcris littéralement.

Tous les dix jours (*decadi*) le directeur, ensuite ministre du trésor, apportait au Premier Consul des états de la situation de toutes les parties de la finance ; ils formaient un volume de trente-cinq à quarante pages grand *in-folio*. C'étaient de nombreuses colonnes de chiffres, auxquelles dix commis avaient travaillé pendant plusieurs jours. Le Premier Consul les parcourant, s'arrêtait à divers articles, demandait des explications, en donnait lui-même ; c'était une chose merveilleuse que sa promptitude à démêler, dans ces lignes pressées, ce qui était vraiment important. Un jour, dans le cours du travail, son doigt s'arrêta sur un article de soixante mille francs payés à un régiment. Il le fait remarquer au ministre et dit : « La somme a-t-elle été payée à Paris ? – Sans doute. – Les pièces bien vérifiées ? – Assurément. – Eh bien ! c'est une grande fraude, le détachement est à cent lieues d'ici : voyez dès aujourd'hui s'il y a du remède. »

« Je me fis rendre compte ; c'était une fraude hardie, commise à l'aide de formules imprimées, revêtues de signatures parfaitement imitées. » (LC)

Parlant du cadastre, tel qu'il l'avait arrêté, il disait qu'il eût pu être considéré à lui seul, comme la véritable constitution de l'Empire ; c'est-à-dire la véritable garantie des propriétés, et la certitude de l'indépendance de chacun ; car une fois établi, et la législature ayant fixé l'impôt, chacun faisait aussitôt son propre compte, et n'avait plus à craindre l'arbitraire de l'autorité ou celle des répartiteurs, qui est le point le plus sensible et le moyen le plus sûr pour forcer à la soumission. L'Empereur, durant cette conversation, a donné son opinion sur les talents et le caractère de MM. *Gaudin, Mollien, Louis*, ainsi que la plupart de ses autres ministres et conseillers d'État, et a terminé le sujet en concluant qu'il était venu à bout de créer une administration la plus pure et la plus énergique sans doute de l'Europe ; et qu'il en possédait tellement les détails lui-même, qu'il pensait qu'avec les *Moniteurs* seuls, il serait en état de tracer d'ici l'histoire de toute l'administration financière de la France durant son règne.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Vendredi 1^{er} mars 1816.

Aujourd'hui sont arrivés des bâtiments venant du Cap ; l'un d'eux était le *Wellesley*, de soixante-quatorze canons, qui portait dans sa cale un autre vaisseau démonté. Ils avaient été construits tous les deux dans l'Inde, en bois de teck, à trois quarts meilleur marché qu'en Angleterre.

Ce bois est excellent, et le vaisseau de nature à durer beaucoup plus longtemps que ceux d'Europe ; mais jusqu'ici on se plaint qu'ils marchent moins bien ; toutefois c'est une révolution probable qui se prépare dans les matériaux et la construction de la marine anglaise.

Samedi 2 mars 1816.

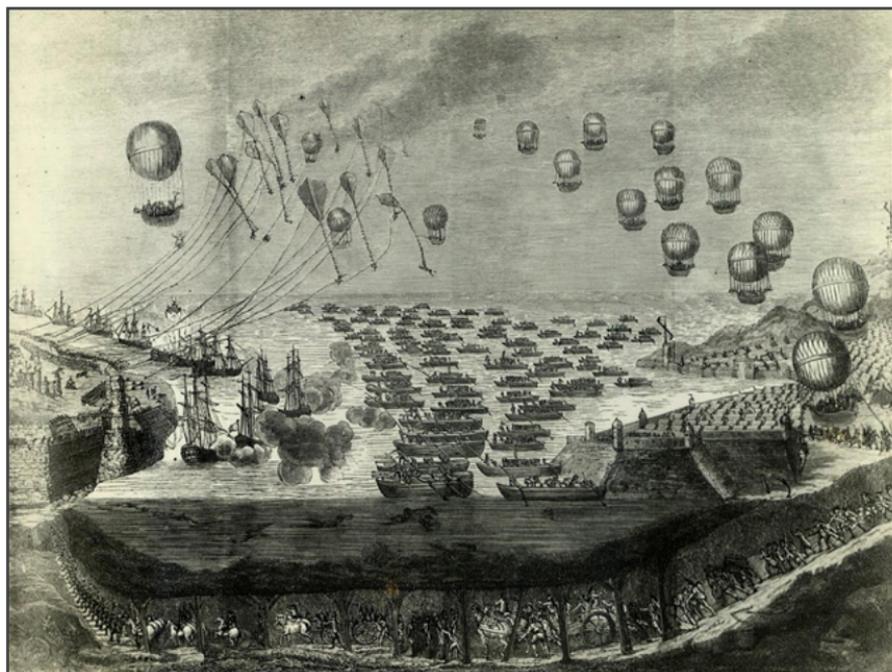
La flotte de la Chine est arrivée ce matin ; plusieurs vaisseaux sont entrés successivement dans la journée, et beaucoup d'autres sont demeurés en vue : c'est la joie, la fête, la moisson de l'île. L'argent que laissent les passagers pendant leur courte relâche, fait une grande partie des revenus des habitants.

À cinq heures, l'Empereur est sorti dans le jardin, et est descendu à pied jusqu'à l'ouverture d'une gorge d'où l'on découvrait plusieurs vaisseaux faisant route à toutes voiles pour le mouillage. Le dernier bâtiment, venu du Cap, avait apporté un phaéton⁹ pour l'Empereur : il a voulu l'essayer ce soir, il y est monté avec le grand-maréchal, et a fait un tour dans le parc ; il a trouvé cette espèce de voiture inutile ici et ridicule pour lui. Le soir, après dîner, l'Empereur se sentait fatigué, il se plaignait depuis plusieurs jours ; il s'est retiré de fort bonne heure.

9. Voiture à chevaux, haute sur roues, et comportant deux banquettes. Celle de l'avant couverte d'une capote, l'autre, découverte, étant pour les domestiques. (*JMS*)

Dimanche 3 mars 1816.

Sur l'invasion en Angleterre. – Détails.



Projets d'invasion de l'Angleterre, gravure anglaise.

L'Empereur m'a fait venir sur les deux heures ; il faisait sa toilette et m'a dit que je voyais en lui un homme mort, bon à enterrer ; que je devais en savoir quelque chose, qu'il avait dû m'éveiller souvent dans la nuit. Effectivement je l'avais entendu constamment tousser et éternuer ; il avait un rhume de cerveau des plus violents ; il l'avait pris hier au soir, en demeurant trop tard à l'humidité ; il se promettait bien à l'avenir, d'être toujours rentré à six heures. La toilette faite, il s'est mis à travailler un moment à l'anglais ; cela n'a pas été long, il était réellement accablé, tant il avait la tête prise. Il m'a dit de

m'asseoir à côté de lui, et m'a fait bavarder plus de deux heures sur Londres, durant mon émigration. Un moment il a dit : « Ont-ils eu bien peur de mon invasion en Angleterre ? Quelle fut alors l'opinion générale à ce sujet. – Sire, ai-je répondu, je ne saurais vous le dire, j'étais déjà repassé en France, Mais dans les salons de Paris, nous en faisons des gorges chaudes, et les Anglais qui s'y trouvaient faisaient comme nous : nous racontions que chacun, jusqu'à Brunet même, s'en moquait, et que vous aviez fait mettre ce dernier en prison, pour avoir eu l'insolence de plaisanter dans ses rôles, avec des coquilles de noix surnageant dans une cuvette, ce qu'il appelait travailler aussi à sa petite flottille. – Eh bien, a repris l'Empereur, vous avez pu en rire à Paris, mais Pitt n'en riait pas dans Londres ; il eut bientôt mesuré toute l'étendue du danger ; aussi me jeta-t-il une coalition sur le dos au moment où je levai le bras pour le frapper. Jamais l'oligarchie anglaise ne courut de plus grand péril.

« Je m'étais ménagé la possibilité d'un débarquement ; je possédais la meilleure armée qui fut jamais, celle d'Austerlitz, c'est tout dire. Quelques jours m'eussent suffi pour me trouver dans Londres ; je n'y serais point rentré en conquérant, mais en libérateur ; j'aurais renouvelé Guillaume III, mais avec plus de générosité et de désintéressement. La discipline de mon armée eut été parfaite, elle se fût conduite dans Londres comme si elle eut été encore dans Paris : point de sacrifices, pas même de contributions exigées des Anglais ; nous ne leur eussions pas présenté des vainqueurs, mais des frères qui venaient les rendre à la liberté, à leurs droits. Je leur eusse dit de s'assembler, de travailler eux-mêmes à leur régénération ; qu'ils étaient nos aînés en fait de législation politique ; que nous ne voulions y être pour rien, autrement que pour jouir de leur bonheur et de leur prospérité, et j'eusse été strictement de bonne foi. Aussi, quelques mois ne se seraient pas écoulés, que ces deux nations, si violemment ennemies,

n'eussent plus composé que des peuples identifiés désormais par leurs principes, leurs maximes, leurs intérêts ; et je serais parti de là pour opérer, du Midi au Nord, sous les couleurs républicaines (j'étais alors Premier Consul), la régénération européenne, que plus tard j'ai été sur le point d'opérer du Nord au Midi, sous les formes monarchiques. Et ces deux systèmes pouvaient être également bons, puisqu'ils tendaient tous les deux au même but, et se seraient tous deux opérés avec fermeté, modération et bonne foi. Que de maux qui nous sont connus, que de maux que nous ne connaissons pas encore, eussent été épargnés à cette pauvre Europe ! Jamais projet, plus large dans les intérêts de la civilisation, ne fut conçu avec des intentions plus généreuses, et n'approcha davantage de son exécution. Et, chose bien remarquable, les obstacles qui m'ont fait échouer ne sont point venus des hommes ; ils sont tous venus des éléments : dans le Midi, c'est la mer qui m'a perdu ; et c'est l'incendie de Moscou, les glaces de l'hiver, qui m'ont perdu dans le Nord ; ainsi, l'eau, l'air et le feu, toute la nature, et rien que la nature ; voilà quels ont, été les ennemis d'une régénération universelle, commandée par la nature même !... Les problèmes de la Providence sont insolubles !!!... »

Après quelques instants de silence, l'Empereur en est revenu à développer son invasion : « On croyait, a-t-il dit, que mon invasion n'était qu'une vaine menace ; parce qu'on ne voyait aucun moyen raisonnable de la tenter ; mais je m'y étais pris de loin, j'opérais sans être aperçu ; j'avais dispersé tous nos vaisseaux, les Anglais étaient obligés de courir après sur les divers points du globe ; les nôtres pourtant n'avaient d'autre but que de revenir, à l'improviste, et tout à la fois, se réunir en masse sur nos côtes. Je devais avoir soixante-dix ou quatre-vingts vaisseaux français ou espagnols dans la Manche ; j'avais calculé que j'en demeurerais maître pendant deux mois ; j'avais trois ou quatre mille petits bâtiments qui n'attendaient que le signal ; mes

cent mille hommes faisaient chaque jour la manœuvre de l'embarquement et du débarquement, comme tout autre temps de leur exercice ; ils étaient pleins d'ardeur et de bonne volonté ; l'entreprise était très populaire parmi les Français, et nous étions appelés par les vœux d'une grande partie des Anglais. Mon débarquement opéré, je ne devais calculer que sur une seule bataille rangée ; l'issue n'en pouvait être douteuse, et la victoire nous plaçait dans Londres ; car le local du pays n'admettait point de guerre de chicane ; ma conduite morale eût fait le reste. Le peuple anglais gémissait sous le joug de l'oligarchie ; dès qu'il eût vu son orgueil ménagé, il eût été tout aussitôt à nous ; nous n'eussions plus été pour lui que des alliés venus pour le délivrer. Nous nous présentions avec les mots magiques de liberté et d'égalité, etc. »



Le camp de Boulogne.

Et après être revenu encore à une foule de petits détails d'exécution tous admirables, et avoir fait remarquer à combien peu il avait tenu que le tout ne s'exécutât, il s'est interrompu assez brusquement, disant : « Mais sortons, allons faire un tour. »

Et nous avons été nous promener dans le jardin. Le temps, qui avait été pluvieux depuis trois jours, s'était remis tout à fait au beau. Cependant l'Empereur, se rappelant sa résolution d'être rentré à six heures, a demandé tout de suite la calèche, pour être revenu de bonne heure. Mon fils a suivi à cheval ; c'était la première fois qu'il jouissait d'une telle faveur ; il s'est fort bien acquitté de son début : l'Empereur l'en a complimenté.

L'Empereur, continuant d'être souffrant, s'est retiré encore de fort bonne heure.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Lundi 4 mars 1816.

Flotte de la Chine.

Aujourd'hui, l'Empereur a reçu quelques capitaines de la flotte de la Chine ; il a causé fort longtemps avec eux sur la nature de leur commerce, la facilité de leurs relations avec les Chinois, les mœurs de ceux-ci, etc., etc. Ces bâtiments de la Chine sont de quatorze ou quinze cents tonneaux, à-peu-près égaux aux vaisseaux de soixante-quatre ; ils tirent vingt-deux ou vingt-trois pieds ; ils sont chargés, presque en totalité, de thé ; l'un d'eux en avait près de quinze cents tonneaux à bord. Les six bâtiments qui sont entrés hier sont estimés environ soixante millions, et comme ils seront frappés en arrivant

d'un droit de cent pour cent ils jetteront dans la circulation de l'Europe une valeur de cent vingt millions.

Les Européens ont très peu de liberté à Canton : ils ne peuvent guère circuler que dans les faubourgs ; ils sont traités avec le plus grand mépris par les Chinois, qui exercent sur eux une grande supériorité et beaucoup d'arbitraire. Ceux-ci sont très intelligents et fort perspicaces, industrieux, alertes, voleurs et de mauvaise foi. Toutes les affaires se traitent en langues européennes, qu'ils parlent avec facilité.

L'arrivée des flottes ici, fait le bonheur de l'île et celui des passagers ; les habitants vendent leurs denrées, et achètent leurs provisions ; les passagers respirent l'air de terre, et se rafraîchissent. Ce mouvement dure ordinairement quinze jours ou trois semaines ; mais dans cette circonstance, l'amiral, au grand chagrin de tous, a réduit la relâche à deux jours seulement pour les deux premiers bâtiments venus, obligeant le reste à demeurer sous voiles au-dehors, pour n'entrer successivement de la sorte que deux à deux. Il faut qu'il ait reçu des ordres bien sévères ou qu'il conçoive de vives inquiétudes, dont nous ne nous doutons pas.

L'Empereur s'est promené pendant quelque temps dans le jardin, avant de monter en calèche. Au travers des arbres, dans le voisinage, on voyait roder plusieurs des officiers nouvellement venus, qui cherchaient à apercevoir l'Empereur ; ils y attachaient un prix infini.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Mardi 5 mars 1816.

Cour de l'Empereur, étiquette, etc. – Anecdote de Tarare. – Grands officiers.
– Chambellans. – Splendeur sans égale de la cour des Tuileries. – Belle administration du palais. – Intention de l'Empereur à ses levers. – Grand couvert.
– De la cour et de la ville.

Aujourd'hui, la conversation de l'Empereur est tombée sur sa Cour et sur son étiquette ; il s'y est arrêté fort longtemps. Voici ce que j'en ai recueilli :

Au moment de la révolution, disait-il, la Cour d'Espagne, celle de Naples, reposaient encore sur l'importance et la grandeur de Louis XIV, mêlées à la boursoufflure et à l'exagération des Castillans et des Maures. Elles étaient tristes et ridicules ; celle de Pétersbourg avait pris la couleur et les formes des salons ; à Vienne, elle était devenue bourgeoise ; et il ne restait pas de vestiges du bel esprit, des grâces et du bon goût de celle de Versailles.

Napoléon, arrivant à la souveraine puissance, trouva donc, ainsi qu'on le dit vulgairement, *terre rase et maison nette*, et put composer une Cour tout à fait à son gré. Il rechercha, dit-il, un milieu raisonnable, voulant accorder la dignité du trône avec nos mœurs nouvelles, et surtout faire servir cette création à l'amélioration des manières des grands, et à l'industrie du peuple. Certes, ce n'était pas une petite affaire que de relever un trône sur le terrain même où l'on avait juridiquement exécuté le Monarque régnant, et où chaque année l'on avait juré constitutionnellement la haine des Rois. Ce n'était pas une petite affaire que de rétablir les dignités, les titres, les décorations, au milieu d'un peuple qui combattait et triomphait, depuis quinze ans, pour les proscrire. Toutefois Napoléon, qui semblait toujours faire ce qu'il voulait, disait-il, parce qu'il avait l'art de vouloir juste et à propos, enleva de haute lutte ces difficultés. On le fit Empereur, il créa des

grands et se composa une Cour. Bientôt la victoire sembla prendre le soin elle-même d'affermir et d'illustrer subitement ce nouvel ordre de choses. Toute l'Europe le reconnut, et il fut même un moment où l'on eût dit que toutes les Cours du continent étaient accourues à Paris pour composer celle des Tuileries, qui devint la plus brillante et la plus nombreuse que l'on eût jamais vue. Elle eut des cercles, des ballets, des spectacles ; on y étala une magnificence et une grandeur extraordinaires. La seule personne du souverain conserva toujours une extrême simplicité, qui servait même à le faire reconnaître. C'est que ce luxe, ce faste, qu'il encourageait autour de lui, étaient dans ses combinaisons, disait-il, non dans ses goûts. Ce luxe, ce faste étaient calculés pour exciter et payer nos manufactures et notre industrie nationale. Les cérémonies et les fêtes du mariage de l'Impératrice, et celles du baptême du Roi de Rome, ont laissé bien loin derrière tout ce qui les a devancées, et ne se renouvelleront probablement jamais.

L'Empereur prit à tâche de rétablir au dehors tout ce qui pouvait le mettre en harmonie avec les autres Cours de l'Europe ; mais au-dedans, il eut le soin constant d'ajuster les formes anciennes avec nos nouvelles mœurs.

Ainsi, il rétablit les levers et les couchers de nos Rois ; mais, au lieu qu'ils étaient réels alors, ils ne furent plus que nominaux. Au lieu de présenter les plus petits détails d'une vraie toilette et les saletés qui pouvaient en être la suite, ces instants, sous l'Empereur, n'étaient réellement consacrés qu'à recevoir le matin, ou congédier le soir ceux de sa maison qui avaient des ordres directs à prendre de lui, et dont la prérogative était de pouvoir lui faire leur cour à ces heures privilégiées.

Ainsi l'Empereur rétablit des présentations spéciales auprès de sa personne, des admissions à sa Cour ; mais au lieu de ne se décider que

sur la naissance, ce ne fut plus que sur la base combinée de la fortune, de l'influence et des services.

Ainsi l'Empereur créa des titres, dont la qualification donnait la main à l'ancienne féodalité ; mais sans valeur réelle, et d'un but purement national ; sans prérogatives, sans privilèges ; il allaient atteindre toutes les naissances, tous les services, toutes les professions. Il les disait un rapprochement utile avec les mœurs de la vieille Europe au-dehors, et un hochet innocent pour bien des vanités du dedans. « Car, observait-il, combien d'hommes supérieurs sont enfants plus d'une fois dans la journée ! »



Première remise des décorations de la Légion d'honneur le 14 juillet, par Debret.

Ainsi l'Empereur fit reparaître des décorations, et distribua des croix et des cordons ; mais, au lieu de ne les répandre que sur des classes spéciales et privilégiées, il les étendit à toute la société, à tous les genres de services à tous les genres de talents ; et, par un privilège exclusif peut-être en la personne de Napoléon, plus il en accorda, plus ils acquirent de prix. Il estime à vingt-cinq mille peut-être, le nombre des décorations de la Légion d'honneur qu'il a distribuées ; et le désir de les obtenir, disait-il, allait toujours croissant : c'était devenu une espèce de fureur. Après la campagne de Wagram, il l'adressa à l'archiduc Charles ; et, par un raffinement de galanterie qui n'appartenait qu'à Napoléon, ce fut la croix d'argent, précisément celle du simple soldat, qu'il lui envoya.

C'était, disait l'Empereur, la pratique fidèle et volontaire des maximes qu'on vient de voir, qui faisait de lui le Monarque vraiment national, et qui aurait rendu la quatrième dynastie, la dynastie vraiment constitutionnelle. « Aussi, observait-il souvent, le peuple du plus bas étage en avait-il l'instinct secret. » Et à ce sujet il racontait qu'en revenant de son couronnement d'Italie, et dans les environs de Lyon, la population accourant sur les routes, il lui prit fantaisie de monter seul et à pied la montagne de *Tarare*. Il avait défendu que personne ne le suivît ; se mêlant à la foule, il accosta une bonne vieille à qui il demanda ce que cela signifiait ; elle lui répondit que c'était l'Empereur qui allait passer. Sur quoi, après quelques paroles de politique, il lui dit : « Mais, la bonne, autrefois vous aviez le *tyran Capet*, à présent vous avez le *tyran Napoléon*, que diable avez-vous gagné à tout cela ? » La force de l'argument, disait Napoléon, déconcerta la vieille pour un moment. Mais cependant elle se remit et lui répondit : « Mais pardonnez-moi, Monsieur : après tout, il y a une grande différence, nous avons choisi celui-ci, et nous avons l'autre par hasard... Et la bonne vieille avait raison, ajoutait l'Empereur, et elle découvrait là plus

d'instinct et de bon sens que bien des gens d'une grande instruction et de beaucoup d'esprit. »

L'Empereur s'entoura de grands officiers de la couronne ; il se composa une nombreuse maison d'honneur en chambellans, écuyers et autres ; il les prit, et parmi les personnes nouvelles que la révolution avait élevées, et dans les familles anciennes qu'elle avait dépouillées. Les premiers se regardaient sur un terrain qu'ils avaient acquis, les autres sur un terrain qu'ils croyaient recouvrer. Pour l'Empereur, il ne cherchait dans ce mélange que l'extinction des haines et la fusion des partis. Toutefois il était aisé, dit-il, d'apercevoir des mœurs et des manières bien différentes : les anciens mettaient bien plus d'empressement et de grâce dans leur service ; une Mme de Montmorency se serait précipitée pour renouer les souliers de l'Impératrice ; une dame nouvelle y eût répugné ; celle-ci eût craint d'être prise pour une femme de chambre ; Mme de Montmorency n'avait nullement cette crainte. Ces emplois d'honneur étaient pour la plupart sans émolument, ils portaient même à de grandes dépenses ; mais ils mettaient chaque jour sous les yeux du maître, d'un maître tout-puissant, source des honneurs et des grâces, et qui avait dit hautement qu'il ne voulait pas qu'un officier de sa maison s'adressât à d'autre qu'à lui.

Au moment du mariage de l'Impératrice, l'Empereur fit une recrue nombreuse de chambellans dans les premiers rangs de l'ancienne aristocratie ; tout à la fois pour montrer à l'Europe qu'il n'existait plus qu'un parti en France, et pour entourer l'Impératrice de noms qui eussent pu lui être familiers peut-être. L'Empereur balança même à prendre dans cette classe la dame d'honneur ; la crainte que l'impératrice, dont il ne connaissait pas le caractère, n'arrivât avec des préjugés de naissance qui enfleraient trop l'ancien parti, lui fit faire un autre choix.

Depuis cet instant jusqu'au moment de nos revers, les plus anciennes, les plus illustres familles sollicitaient avec ardeur d'entrer dans la maison de l'Empereur : et comment ne l'eussent-elles pas fait ! l'Empereur gouvernait le monde, il avait élevé la France et les Français au-dessus des nations ; la puissance, la gloire, la force, étaient son cortège ; on était heureux d'entrer dans l'atmosphère d'un tel lustre ; appartenir directement à sa personne, était, au-dedans et au-dehors, un titre à la considération, aux hommages, aux respects.

Lors de la restauration, un royaliste qui s'était conservé pur et devant lequel j'avais trouvé grâce, me disait le plus sérieusement du monde (car quelle différence d'idées n'amène point la différence de partis), qu'avec mon nom et la conduite franche que j'avais tenue, je ne devais pas désespérer de pouvoir me placer encore auprès du Roi, ou dans la maison de quelque prince ou princesse. Quel fut le renversement de ses idées quand je lui répondis : « Mon cher, je me le suis rendu impossible : j'ai servi le maître le plus puissant de la terre, je ne saurais désormais prendre rien de pareil auprès de qui que ce soit ici bas. Sachez que quand nous allions porter au loin les ordres de l'Empereur, dans les Cours étrangères, en portant sa couleur, nous nous considérons et nous étions considérés partout à l'égal des princes. Il nous a fait voir jusqu'à sept Rois attendant dans ses salons, au milieu de nous et avec nous. Lors de son mariage, quatre reines portaient le manteau de l'Impératrice, dont un de nous pourtant était le chevalier d'honneur et un autre l'écuyer. Croyez donc, mon cher, qu'une ambition généreuse se trouve rassasiée après de telles grandeurs. »



Mariage religieux de Napoléon et de Marie-Louise, par Rouget.

Du reste, la magnificence et la splendeur qui composaient cette Cour sans exemple, reposaient sur un ordre et une régularité d'administration qui a fait l'étonnement et l'admiration de ceux qui sont venus en fouiller les débris. L'Empereur en inspectait plusieurs fois lui-même les comptes dans l'année. On a trouvé tous ses châteaux réparés et embellis ; ils renfermaient près de quarante millions de mobilier et quatre millions de vaisselle. S'il eût joui de quelques années de paix, l'imagination a de la peine à s'arrêter, dit-il, sur ce qu'il aurait pu faire.

L'Empereur disait avoir eu une idée heureuse, qu'il était bien fâché de n'avoir pas exécutée ; c'était d'avoir chargé quelques personnes de rechercher les pétitions les plus importantes : « Elles m'eussent indiqué chaque jour, disait-il, trois ou quatre particuliers des provinces,

qui auraient été admis à mon lever, et m'auraient expliqué directement leur affaire ; je l'eusse discutée immédiatement avec eux, et leur eusse rendu prompte justice. »

Je disais à l'Empereur que la commission qu'il avait créée fort anciennement sous le titre de Commission des Pétitions, approchait infiniment de son idée actuelle, et faisait en effet beaucoup de bien. J'en avais été président lors du retour de l'île d'Elbe ; et, dans le premier mois, j'avais déjà fait droit à plus de quatre mille pétitions.

« Il est vrai, lui disais-je, que les circonstances d'abord, et l'habitude ensuite, n'avaient jamais permis à cet établissement de jouir de la plus précieuse prérogative dont il avait doté sa création ; celle qui aurait produit sans doute le plus d'effet sur l'opinion, savoir, de lui présenter officiellement, à sa grande audience du dimanche, le résultat du travail de toute la semaine. » Mais la nature des choses, les constantes expéditions de l'Empereur, et surtout la jalousie des ministres, tout avait concouru à dépouiller cette commission de ce beau privilège.

L'Empereur était fâché aussi, disait-il, de n'avoir point établi, par l'étiquette du palais, que toutes les personnes présentées, les femmes surtout qui pourraient prétendre à obtenir de lui une audience, arriveraient de plein droit au salon de service. L'Empereur, le traversant plusieurs fois dans la journée, eût pu satisfaire en passant à quelques-unes de leurs demandes, et se fût épargné de la sorte le refus de ces audiences ou la perte du temps qu'elles lui causaient.

L'Empereur avait balancé quelque temps, disait-il, à rétablir le grand couvert de nos rois, c'est-à-dire, le dîner en public, chaque dimanche, de toute la famille Impériale. Il nous a demandé notre avis ; nous différions : les uns l'approuvaient, présentaient ce spectacle de famille

comme fort moral pour le public, et propre à produire le meilleur effet sur son esprit ; c'était d'ailleurs, disaient-ils, un moyen pour chaque individu de voir son souverain : d'autres le combattaient, objectant qu'il y avait dans cette cérémonie quelque chose d'idole et de féodal, de badauderie et de servilité, qui n'était plus dans nos mœurs ni dans leur dignité moderne. On pouvait bien aller voir le souverain à l'église ou au spectacle ; là, on concourait du moins à ces actes religieux ou l'on prenait part à ses plaisirs ; mais, aller le voir manger, c'était se donner un ridicule mutuel : la souveraineté, devenue, ainsi que l'avait si bien dit l'Empereur, une magistrature, ne devait se montrer qu'en pleine activité, accordant des grâces, réparant des torts, expédiant des affaires, passant des revues, mais surtout dépouillée des infirmités ou des besoins de l'homme, etc. Son utilité, ses bienfaits, devaient être son nouveau prestige ; l'apparition du souverain devait être de tous les instants et inattendue, comme la Providence : telle était l'école nouvelle, telle avait été la nôtre.

« Eh bien, disait l'Empereur, il est peut-être vrai que les circonstances du temps auraient dû borner cette cérémonie au prince impérial, et seulement au temps de sa jeunesse ; car c'était l'enfant de toute la nation, il devait donc appartenir dès lors à tous les sentiments, à tous les yeux.

Au retour de l'île d'Elbe, l'Empereur disait avoir eu la pensée de dîner chaque dimanche dans la galerie de Diane, au milieu de quatre ou cinq cents convives ; ce qui eût été sans doute, disait-il, d'un immense effet sur le public, surtout au moment du Champ de Mai, lors de la réunion des députés des départements à Paris ; mais la rapidité et l'importance des affaires l'en empêchèrent : il craignit aussi peut-être qu'on ne vît dans cette mesure une trop grande affectation de

popularité, et que, les ennemis du dehors ne la transformassent en crainte de sa part.

On est dans l'habitude, disait l'Empereur, de citer l'influence du ton et des manières de la Cour sur celles d'une nation : il était loin d'avoir obtenu, remarquait-il, aucun résultat à ce sujet ; mais c'était le vice des circonstances et de plusieurs combinaisons inaperçues : il y avait beaucoup réfléchi, et il pensait qu'il l'eût obtenu avec le temps.

« La Cour, continuait-il, prise collectivement, n'exerce point cette influence ; ce n'est que parce que ses éléments, ceux qui la composent, vont propager, chacun dans sa sphère d'activité, ce qu'ils ont puisé à la source commune ; le ton de la Cour n'arrive donc à toute une nation qu'au travers des sociétés intermédiaires. Or, nous n'avions pas de sociétés, nous ne pouvions point encore en avoir. Les sociétés, ces réunions pleines de charmes, où l'on jouit si bien des avantages de la civilisation, disparaissent subitement devant les révolutions, et ne se rétablissent qu'avec lenteur après la tempête. Les bases indispensables de la société sont l'oisiveté et le luxe ; or nous étions encore tous dans l'agitation, et les grandes fortunes n'étaient pas encore bien établies. Un grand nombre de spectacles, une foule d'établissements publics, présentaient d'ailleurs des plaisirs plus faciles, moins gênants, plus vifs. La génération des femmes du jour était jeune ; elles aimaient mieux courir et se montrer en public que de demeurer chez elles et se composer un cercle rétréci. Mais elles auraient vieilli, disait-il, et avec un peu de temps et de repos, toutes les choses eussent repris leur allure naturelle. Et puis encore, observait-il, ce serait peut-être une erreur que de juger d'une Cour moderne par le souvenir des Cours anciennes : les Cours anciennes étaient véritablement la puissance ; on disait la Cour et la Ville. Aujourd'hui, si l'on voulait parler juste, on était obligé de dire la Ville et la Cour. Les seigneurs féodaux, depuis

qu'ils avaient perdu leur pouvoir, cherchaient en dédommagement leurs jouissances. Les souverains eux-mêmes semblaient désormais soumis à cette loi : le trône, avec nos idées libérales, cessait insensiblement d'être une seigneurie, et devenait purement une magistrature ; le prince, n'ayant plus qu'une représentation morale, toujours triste et ennuyeuse à la longue, devait chercher à s'y dérober, pour venir, en simple citoyen, prendre sa part des charmes de la société. »

Parmi une grande quantité de mesures nouvelles projetées par l'Empereur pour un avenir plus tranquille, son idée favorite avait été, la paix obtenue et le repos conquis, de ne plus vivre que pour les épurations administratives et les améliorations locales ; de se voir en tournées perpétuelles dans les départements : il eût visité et non parcouru, campé et non voyagé ; il eût fait usage de ses propres chevaux, se fût entouré de l'Impératrice, du Roi de Rome, de toute sa Cour. Toutefois il eût voulu que ce grand attirail n'eût été onéreux à personne, mais plutôt un bienfait pour tous : une tenture des Gobelins et tous les accessoires, traînés à sa suite, eussent meublé, décoré ses stations. Les autres personnes de la Cour, disait-il, eussent été logées à la craie¹⁰ chez les bourgeois, qui eussent regardé leurs hôtes comme un bienfait plutôt qu'un fardeau, parce qu'ils eussent toujours été pour eux la certitude de quelque avantage ou de quelques faveurs. « C'est-là, continuait-il, que j'eusse pu, dans chaque lieu, prévenir les fraudes, châtier les dilapidateurs ; ordonner des édifices, des ponts, des chemins ; dessécher des marais, fertiliser des terres, etc. Si le Ciel alors, continuait-il, m'eût accordé quelques années, assurément j'aurais fait de Paris la capitale de l'univers, et de toute la France un véritable roman. » Il répétait souvent ces dernières paroles : que de gens déjà auront dit cela, ou le répéteront avec lui.

10. On recensait, en certaines occasions, les maisons dans lesquelles il y avait des chambres à louer, et on en marquait les portes à la craie. Être logé à la craie : être en location. (*JMS*)

Mercredi 6 mars 1816.

Jeu d'échecs venu de la Chine. – Présentation des capitaines de la flotte de la Chine.

L'Empereur est monté à cheval à sept heures ; il m'a dit d'appeler mon fils pour nous accompagner ; c'était une grande faveur. Durant notre promenade, l'Empereur est descendu cinq ou six fois pour regarder, à l'aide d'une lunette, des vaisseaux qui étaient en vue ; il en a reconnu un pour être Hollandais : les trois couleurs sont toujours pour nous un objet de sentiment et de vive émotion. Dans une de ces stations, le cheval le plus fringant de la bande s'est échappé, il a fallu le poursuivre longtemps ; mon fils a gagné ses éperons ; il l'a ramené triomphant et l'Empereur a observé que, dans un tournoi, ce serait une victoire.

Au retour, l'Empereur a déjeuné à l'ombre ; il nous a retenus tous.

Avant et après le déjeuner, l'Empereur a causé avec moi seul, à l'écart, d'objets sérieux et que je ne puis confier au papier.

La chaleur était devenue forte, il s'est retiré. Il était quatre heures et demie quand il m'a fait appeler ; sa toilette se finissait. Le docteur lui a apporté un jeu d'échecs qu'il avait été acheter à bord des bâtiments chinois ; l'Empereur en avait désiré un. Celui-ci avait été payé trente napoléons ; il était l'objet de l'admiration du bon docteur, et rien ne semblait plus ridicule à l'Empereur : toutes les pièces, au lieu de ressembler aux nôtres, étaient de grosses et lourdes images de leurs noms ; ainsi, un cavalier y était armé de toutes pièces, et la tour reposait sur un énorme éléphant, etc. L'Empereur n'a pu s'en servir, disant

plaisamment qu'il lui faudrait une grue pour faire mouvoir chaque pièce.

Cependant, autour du jardin rôdaient encore beaucoup d'officiers ou des employés des bâtiments de la Chine. Leur curiosité, quelques heures auparavant, les avait portés à pénétrer chez nous ; nous avions été littéralement envahis dans nos chambres. L'un disait que l'orgueil de sa vie serait d'avoir vu Napoléon ; l'autre, qu'il n'oserait pas se présenter devant sa femme, en Angleterre, s'il ne pouvait lui dire qu'il avait été assez heureux pour apercevoir ses traits ; l'autre, qu'il abandonnerait tous les bénéfices de son voyage pour un seul coup d'œil, etc.

L'Empereur les a fait approcher ; il serait difficile de rendre leur satisfaction et leur joie : ils n'avaient pas osé autant prétendre ni espérer. L'Empereur leur a fait, suivant son usage, de nombreuses questions sur la Chine, son commerce, ses habitants ; leurs rapports, leurs mœurs, les missionnaires, etc. Il les a gardés plus d'une demi-heure avant de les congédier. À leur départ, nous lui peignons l'enthousiasme dont ces officiers nous avaient rendu les témoins, nous lui racontions tout ce qu'ils avaient laissé échapper à son sujet. « Je le crois bien, dit-il ; vous ne vous apercevez pas qu'ils sont des nôtres. Tout ce que vous avez vu là est du tiers état d'Angleterre, les ennemis naturels, sans qu'ils s'en rendent peut-être compte à eux-mêmes, de leur vieille et insolente aristocratie. »

Au dîner l'Empereur a peu mangé, il n'était pas bien : après le café il a essayé une partie d'échecs ; mais il était trop assoupi, et s'est retiré presque aussitôt.

Jeudi 7 mars 1816.

Mystification.

L'Empereur est monté de fort bonne heure à cheval ; il m'a dit de nouveau d'appeler mon fils pour l'accompagner. L'Empereur, la veille, en le voyant à cheval, m'avait demandé si je ne lui faisais pas apprendre à panser son cheval ? que rien n'était plus utile dans la vie, qu'il l'avait particulièrement ordonné dans l'école militaire de Saint-Germain. J'étais fâché qu'une pareille idée m'eût échappé, je la saisis avec ardeur, et mon fils encore davantage. Il montait dans ce moment un cheval auquel personne n'avait touché que lui. L'Empereur, à qui je le dis en parut satisfait, et daigna lui faire subir une espèce de petit examen. Notre course a duré près de deux heures et demie, errant constamment autour de Longwood.

Au retour, l'Empereur a déjeuné dans le jardin, et nous a tous retenus.

Un instant avant le dîner, je me suis rendu, comme de coutume, au salon ; l'Empereur y jouait une partie d'échecs avec le grand-maréchal. Le valet de chambre de service à la porte du salon est venu me porter une lettre ; il y avait dessus : *très pressé*. Par respect pour l'Empereur je me cachais pour essayer de la lire ; elle était en anglais : on y disait que j'avais fait un très bel ouvrage ; qu'il n'était pourtant pas exempt de fautes ; que si je voulais les corriger dans une nouvelle édition, nul doute que l'ouvrage n'en valût beaucoup mieux ; et sur ce, l'on priaît Dieu qu'il m'eût en sa digne et sainte garde. Une pareille lettre excitait ma surprise, un peu ma colère ; le rouge m'en était monté au visage ; c'était au point que je ne m'étais pas donné le temps d'en considérer l'écriture. En la reparcourant, j'ai reconnu la main, malgré la beauté inusuelle de l'écriture, et je n'ai pu m'empêcher d'en rire beaucoup à part. Mais l'Empereur, qui me voyait par côté, m'a

demandé de qui était la lettre qu'on m'avait remise. J'ai répondu que c'était un écrit qui m'avait imprimé un premier sentiment bien différent de celui qu'il me laisserait. Je le disais si naturellement, la mystification avait été si complète qu'il se mit à rire aux larmes. La lettre était de lui ; l'écolier avait voulu se moquer de son maître, et s'essayer à ses dépens. Je garde soigneusement cette lettre ; la gaîté, le style et la circonstance, me la rendent plus précieuse qu'aucun diplôme qu'eût pu me donner l'Empereur au temps de sa puissance.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Vendredi 8 mars 1816.

L'Empereur en état d'employer son anglais. – Sur la médecine. – Corvisart. – Définition. – Sur la peste. – Médecine de Babylone.

L'Empereur n'avait pas dormi de la nuit : dans son insomnie il s'était amusé à m'écrire une nouvelle lettre en anglais ; il me l'a envoyée cachetée ; j'en ai corrigé les fautes, et lui ai répondu, en anglais aussi, par le retour du courrier ; il m'a fort bien compris ; ce qui l'a convaincu de ses progrès, et lui a prouvé qu'il pourrait désormais, à toute rigueur, correspondre dans sa nouvelle langue.

Depuis près de quinze jours, le général Gourgaud était malade ; son incommodité avait tourné en dysenterie très maligne qui donnait des inquiétudes. L'amiral venait de lui envoyer le médecin du *Northumberland* (le docteur Warden) ; L'Empereur le fit retenir à dîner. Durant tout le repas, et longtemps après, la conversation fut exclusive sur la médecine, tantôt gaie, tantôt sérieuse et profonde. L'Empereur était en bonne humeur, un mot n'attendait pas l'autre ; il accablait le docteur de questions, d'arguments spirituels et subtils qui l'embarrassaient fort ; celui-ci n'y voyait que du feu ; si bien

qu'après le dîner, il me prit à part pour me demander comment il se faisait que l'Empereur fût si fort sur ces matières ; il ne doutait pas qu'elles ne fussent l'objet de ses conversations familières. « Pas plus que toute autre chose ; lui disais-je avec vérité ; mais c'est qu'il est peu de sujets qui soient étrangers à l'Empereur, et qu'il les traite tous d'une manière neuve et piquante. L'Empereur ne croit point à la médecine ni à ses remèdes, dont il ne fait aucun usage. « Docteur, disait-il, notre corps est une machine à vivre, il est organisé pour cela, c'est sa nature ; laissez-y la vie à son aise, quelle s'y défende elle-même, elle fera plus que si vous la paralysez en l'encombrant de remèdes. Notre corps est comme une montre parfaite qui doit aller un certain temps ; l'horloger n'a pas la faculté de l'ouvrir, il ne peut la manier qu'à tâtons et les yeux bandés. Pour un qui, à force de la tourmenter à l'aide d'instruments bicornus, vient à bout de lui faire du bien, combien d'ignorants la détruisent, etc. »

L'Empereur ne reconnaissait donc d'utilité à la médecine, que dans certains cas assez rares, dans des maladies connues, consacrées par le temps et l'expérience ; et il comparait alors l'art du médecin à celui de l'ingénieur dans les sièges réguliers, où les maximes de Vauban, les règles de l'expérience, ont soumis tous les hasards à des lois connues. Aussi, d'après ces principes, l'Empereur avait-il conçu l'idée d'une loi qui n'eût permis à la masse des médecins en France, que l'usage des remèdes innocents, et qui leur eût interdit celui des remèdes *héroïques*, c'est-à-dire, qui peuvent donner la mort, à moins qu'ils ne fissent trois ou quatre mille francs au moins de leur état ; ce qui supposait déjà, disait-il, de l'éducation, des connaissances et un certain crédit public. « Cette mesure, disait-il, était certainement juste et bienfaisante ; toutefois elle était encore, dans les circonstances où je me trouvais, hors de saison ; les lumières n'étaient pas encore assez généralement répandues : nul doute que la masse du peuple n'eût vu

qu'un acte de tyrannie dans la loi qui pourtant le dérobaît à ses bourreaux. »



⊕ Jean-Nicolas Corvisart, par Gérard.

L'Empereur avait, disait-il, souvent entrepris, sur la médecine, le célèbre Corvisart, son premier médecin¹¹. Celui-ci, à part l'honneur de son corps et de ses collègues, lui confessait avoir à peu près les mêmes opinions, et les mettait même en pratique. Il était très ennemi des remèdes, les employait fort peu. L'Impératrice Marie-Louise, souffrant beaucoup dans sa grossesse, et le tourmentant pour être soulagée, il lui donnait malicieusement des pilules de mie de pain, qui ne

laissaient pas que de lui faire beaucoup de bien, assurait-elle.

L'Empereur disait qu'il avait amené Corvisart à avouer que la médecine était une ressource privilégiée ; qu'elle pouvait faire du bien aux riches, mais qu'elle était le fléau des pauvres. « Mais ne croyez-vous pas, disait l'Empereur, que, vu l'incertitude de la médecine en elle-même et l'ignorance des mains qui l'emploient, ses résultats, pris en masse, sont plus funestes aux peuples qu'utiles ? Corvisart en convenait franchement. Mais vous-même n'avez-vous jamais tué personne ? disait l'Empereur ; c'est-à-dire, n'est-il pas des malades qui sont morts évidemment de vos remèdes ? – Sans doute, répondait Corvisart ;

11. Jean-Nicolas Corvisart (1755-1821). (JMS)

mais je ne dois pas l'avoir plus sur la conscience que Votre Majesté, qui aurait fait périr des cavaliers, non parce qu'elle aurait ordonné une mauvaise manœuvre ; mais parce qu'il s'est trouvé sur leur route un fossé, un précipice quelle n'avait pu voir, etc.

De là l'Empereur est passé à des problèmes et des définitions qu'il proposait au docteur. « Qu'est-ce que la vie, lui disait-il ? Quand et comment la recevons-nous ? tout cela est-il autre chose que mystère ? »

Puis il définissait la folie innocente, une lacune ou divagation de jugement entre des idées justes et leur application : un fou mange des raisins dans une vigne qui n'est pas la sienne, et répond aux reproches du propriétaire : « Nous sommes deux ici, le soleil nous voit ; donc j'ai le droit de manger des raisins. » Le fou terrible était celui chez qui cette lacune ou divagation de jugement s'exerçait entre des idées et des actes : c'était celui qui coupait la tête d'un homme endormi, et se cachait derrière une haie pour jouir de l'embarras du corps mort, lorsqu'il viendrait à se réveiller.

L'Empereur demandait encore au docteur quelle était la différence entre le sommeil et la mort, et il y répondait lui-même en disant que le sommeil était la suspension momentanée des facultés sur lesquelles notre volonté exerce son pouvoir ; et la mort, la suspension durable, non seulement de ces mêmes facultés, mais encore de celles sur lesquelles notre volonté est sans pouvoir.

De là, la conversation est tombée sur la peste. L'Empereur soutenait qu'elle se prenait par l'aspiration aussi bien que par le contact ; il disait que son plus grand danger et sa plus grande propagation étaient dans la crainte ; son siège principal, dans l'imagination : en Égypte, tous ceux dont l'imagination était frappée, périssaient. La défense la

plus sûre, le remède le plus efficace, étaient le courage moral. Lui, Napoléon, avait impunément touché, disait-il, des pestiférés à Jaffa, et sauvé beaucoup de monde en trompant les soldats pendant plus de deux mois, sur la nature du mal : ce n'était pas la peste, leur avait-on dit, mais une fièvre à bubons. De plus, il avait observé que le meilleur moyen d'en préserver l'armée, avait été de la mettre en marche, et de lui donner beaucoup de mouvement : la distraction et la fatigue s'étaient trouvées les plus sûres garanties, etc.¹²

L'Empereur disait encore au docteur : « Si Hippocrate entraît tout à coup dans votre hôpital, ne serait-il pas bien étonné ? adopterait-il vos maximes et vos mesures ? ne vous réprouverait-il pas ? Vous-même, entendriez-vous son langage ? vous comprendriez-vous l'un et l'autre ? » Et il terminait enfin par vanter gaiement la médecine de Babylone, où l'on exposait les malades à la porte, et où les parents, assis auprès d'eux, arrêtaient les passants pour leur demander s'ils avaient jamais eu pareille chose, et ce qui les avait guéris. On avait du moins la certitude, disait-il, d'éviter ceux que les remèdes avaient tués.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

12. On trouve dans les *Mémoires* de M. Larrey, comme phénomène, ou du moins comme chose très remarquable, que la force des circonstances, dans la retraite de Saint-Jean-d'Acre, ayant fait réduire la nourriture des malades à quelques simples galettes de biscuit, et leur pansement à de l'eau saumâtre, ces malades ont traversé soixante lieues de désert sans accidents, et avec de tels avantages, que la plupart se sont trouvés guéris lorsqu'ils ont revu l'Égypte. Il attribue cette espèce de prodige à l'exercice direct ou indirect, aux chaleurs sèches du désert, et surtout à la joie de retrouver un pays qui était devenu pour les soldats une espèce de nouvelle patrie. (LC)

Samedi 9 mars 1816.

J'étais à déjeuner avec l'Empereur, après la leçon d'anglais, lorsqu'on m'a apporté une lettre de ma femme, qui m'a rempli de joie et de reconnaissance. Elle me mandait que la crainte ni la fatigue, ni la distance, ne sauraient l'empêcher de venir me rejoindre, qu'elle n'aurait de bonheur qu'auprès de moi, qu'elle n'attendait que la saison. Dévouement admirable ! bien supérieur à tout le nôtre ici, en ce qu'il s'exécute, aujourd'hui de sa part, en toute connaissance de cause. Je ne pense pas qu'on puisse avoir la barbarie à Londres de le lui refuser : que sollicite-t-elle ? Des grâces, une faveur ? Non, elle demande de partager un exil, d'aller, sur un roc abandonné, remplir un devoir, et témoigner sa tendresse¹³. Cette lettre était venue par la frégate l'*Owen-Glendower*, qui arrivait du Cap, et qui nous a apporté en même temps les journaux d'Europe jusqu'au 4 décembre.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

13. Que j'étais loin de juger du cœur et de l'âme de ceux qui nous retenaient ! Mme de Las Cases s'est vue constamment repoussée, soit par divers prétextes ou même par le silence. Enfin, et comme pour se débarrasser de son importunité, lord Bathurst lui a fait écrire au commencement de 1817, qu'on pourra lui permettre de se rendre au Cap de Bonne-Espérance (500 lieues plus loin que Sainte-Hélène, d'où, « si le gouverneur de Sainte-Hélène (sir Hudson Lowe) n'y trouve aucune objection, elle pourra se rendre auprès de son époux. »

J'abandonne, sans commentaire, cette espèce de mauvaise plaisanterie à quiconque se sent un cœur d'homme. (LC)

Dimanche 10 au mardi 12 mars 1816.

Procès de Ney. – Voiture perdue à Waterloo. – Entrevue de Dresde. – Sur l'humeur des femmes. – Princesse Pauline. – Beau mouvement de l'Empereur.

Le temps était tourné à ces mauvaises pluies battantes qui nous permettaient à peine le jardin ; heureusement nous avons des jours pour nous occuper. Pour cette fois, j'eus la satisfaction de voir l'Empereur les parcourir sans le secours de personne.

Dans ces papiers se trouvaient beaucoup de détails sur le procès du maréchal Ney, qui se traitait en cet instant. À ce sujet, l'Empereur disait que l'horizon était bien sombre ; que ce malheureux Maréchal était certainement en grand péril ; que néanmoins il ne fallait pas désespérer encore. « Le Roi se croit sans doute bien sûr de ses pairs, disait-il ; ceux-ci sont sûrement bien montés, bien résolus, bien acharnés ; eh bien, le plus léger incident, un vent nouveau, que sais-je ; et alors, en dépit de tous les efforts du Roi, et de ce qu'ils croient être l'intérêt de leur cause, il peut prendre tout à coup fantaisie à la Chambre des Pairs de ne pas condamner, et Ney se trouver sauvé. »

Cela a conduit l'Empereur à s'étendre sur notre esprit léger, fugitif, changeant. « Tous les Français, a-t-il dit, sont frondeurs, turbulents ; mais non conspirateurs, encore moins conjurés. Leur légèreté est tellement de nature, leurs variations si subites, qu'on ne pourrait dire qu'elles les déshonorent : ce sont de vraies girouettes au gré des vents ; mais ce vice, chez eux, est sans calcul ; et voilà leur meilleure excuse. Du reste, il est bien entendu que nous ne parlons ici que de la masse, de celle qui compose l'opinion ; car des exemples individuels, au contraire, ont fourmillé dans nos derniers temps qui couvrent certaines classes d'une abjection dégoûtante. »

C'était cette connaissance du caractère national, continuait l'Empereur, qui l'avait toujours empêché d'avoir fait usage de la *Haute-Cour*. Elle était dans notre constitution, le Conseil d'État en avait même arrêté l'organisation ; mais l'Empereur avait senti tout le danger de l'éclat et de l'agitation que répandent toujours de pareils spectacles. « Une telle procédure, disait-il, était un véritable appel au public, et devenait toujours un grand échec à l'autorité, si l'accusé l'emportait. Un ministère, en Angleterre, pouvait bien supporter sans inconvénient les effets de cet appel perdu ; mais un souverain, tel que je l'étais, et dans les circonstances où je me trouvais, ne l'aurait pas pu sans le plus grand danger pour la chose publique ; aussi préférerais-je m'en tenir constamment aux tribunaux ordinaires. La malveillance trouva souvent à y redire, et pourtant, de tous ceux qu'il lui plut d'appeler alors des victimes, quel est celui, je vous prie, qui ait survécu populaire à nos dernières épreuves ? Elles ont pris soin de me justifier ; tous demeurent flétris dans l'opinion nationale. »

L'Empereur avait réservé, pour lire avec moi, un article du journal, relatif à la voiture qu'il a perdue à Waterloo ; la grande quantité d'expressions techniques le lui avait rendu trop difficile. Le journaliste donnait un détail très circonstancié de cette voiture, et faisait un inventaire très minutieux de tout ce qui s'y trouvait ; il y joignait parfois les réflexions les plus triviales : en mentionnant une petite boîte de liqueur, il observait que l'Empereur ne s'oubliait pas et ne se laissait manquer de rien ; en citant certains objets recherchés de son nécessaire, il ajoutait qu'on pouvait voir qu'il faisait sa toilette *comme il faut* (l'expression était en français). Ce dernier mot a produit dans l'Empereur une sensation que n'eût pas excité sans doute un sujet plus important. « Mais, me dit-il avec une espèce de dégoût mêlé de douleur, ce peuple d'Angleterre me croit donc un animal sauvage ; l'a-t-on amené véritablement jusque-là ? ou son prince de Galles,

espèce de bœuf Apis, m'assure-t-on, ne fait-il pas sa toilette comme chacun de ceux qui, parmi nous, ont quelque éducation ?... »



🔍 Exposition au Bullock's Museum de la voiture de Bonaparte prise à Waterloo, caricature de Rowlandson (1816).

Il est certain que j'aurais été fort embarrassé de lui expliquer ce qu'avait voulu dire le journaliste. Au surplus, il est connu que l'Empereur est la personne du monde qui mettait le moins de prix à ses aises, et s'en occupait le moins ; mais aussi, et il se plaît à le confesser, il n'en fut jamais pour qui le dévouement et les soins des serviteurs en réunirent davantage.

Comme il mangeait à des heures très irrégulières, on avait trouvé le secret, dans ses courses et ses voyages, d'avoir son dîner fort ressemblant à celui des Tuileries et toujours prêt. Il n'avait qu'à parler, et il

se trouvait servi : c'était magique, disait-il lui-même. Durant quinze ans, il a bu constamment un même vin de Bourgogne (Chambertin), qu'il aimait et qu'on croyait lui être salutaire ; ce vin se retrouvait pour lui dans toute l'Allemagne, au fond de l'Espagne, partout, jusqu'à Moscou, etc., etc. ; et il est vrai de dire que les arts, le luxe, le raffinement de l'élégance et du bon goût semblaient se disputer, et comme à son insu, autour de lui, pour lui ménager quelques jouissances. Le journaliste anglais décrivait donc une infinité d'objets qui étaient dans la voiture, sans doute, mais dont l'Empereur n'avait pas la moindre connaissance, bien qu'il ne s'en étonnait nullement, disait-il.

Le mauvais temps, qui continuait de commander notre réclusion, n'a pas influé sur l'humeur de l'Empereur, qui, précisément ces jours-ci, a montré plus d'abandon, a été plus causeur que de coutume. Il a parlé longuement et dans les plus grands détails de la fameuse entrevue de Dresde¹⁴. Voici ce que j'en extrais :

Cette entrevue a été l'époque de la plus haute puissance de Napoléon ; il y a paru *le Roi des Rois*¹⁵, il en était à être obligé de témoigner qu'il fallait qu'on s'occupât de l'Empereur d'Autriche, son beau-père. Ce souverain, non plus que le Roi de Prusse, n'avaient pas de Maison à leur suite ; Alexandre n'en avait pas eu davantage à Tilsit ou à Erfurt. Là, comme à Dresde, on mangeait chez Napoléon. Ces Cours, disait l'Empereur, étaient mesquines et bourgeoises : c'était lui qui en fixait l'étiquette et y donnait le ton ; il faisait passer François devant lui, et celui-ci en était dans le ravissement. Le luxe de Napoléon et sa magnificence durent le faire paraître un Roi d'Asie : là, comme à Tilsit, il gorgea de diamants tous ceux qui l'approchèrent. Nous lui apprîmes

14. Entrevue entre Napoléon et Metternich, en 1813. (JMS)

15. C'est le *chahan chah* (roi des rois) des souverains de la Perse ancienne. (JMS)

qu'à Dresde il n'avait pas eu un soldat français autour de lui, et que sa Cour parfois n'avait pas été sans inquiétude sur sa personne. Il avait de la peine à nous croire ; mais nous l'assurions que c'était un fait ; qu'il n'avait eu d'autre garde que les gardes du corps saxons. « C'est égal, nous disait-il, alors j'étais là dans une si bonne famille, avec de si braves gens, que j'étais sans risque ; tous m'y aimaient ; et à l'heure qu'il est je suis sûr que le bon Roi de Saxe dit chaque jour un *pater* et un *ave* pour moi. J'ai perdu, ajoutait-il, les destinées de cette pauvre bonne princesse Auguste, et j'ai eu bien tort. Revenant de Tilsit, je reçus à Marienverder un chambellan du Roi de Saxe, qui me remit une lettre de son maître ; il m'écrivait : Je viens de recevoir une lettre de l'Empereur d'Autriche qui me demande ma fille en mariage ; je vous, envoie cette lettre pour que vous me disiez la réponse que je dois faire. » Je serai sous peu de jours à Dresde, fut la réponse de l'Empereur ; et à son arrivée il, condamna ce mariage et l'empêcha. « J'ai eu grand tort, répétait-il, je craignais que l'Empereur François ne m'enlevât le Roi de Saxe ; mais au contraire, c'est la princesse Auguste qui m'eût amené l'Empereur François, et je ne serais pas ici. »

Napoléon, à Dresde, travaillait beaucoup, et Marie-Louise, jalouse de profiter des plus petits loisirs de son époux, sortait à peine pour ne pas les perdre. L'Empereur François, qui ne faisait rien et s'ennuyait tout le jour à courir la ville, ne comprenait rien à cette réclusion du ménage ; il s'imaginait que c'était pour se donner de la tenue et de l'importance. L'Impératrice d'Autriche cherchait beaucoup à faire courir Marie-Louise : elle lui peignait son assiduité comme ridicule. Elle eût volontiers pris des torts de belle-mère avec Marie-Louise, qui n'était pas disposée à le souffrir, leur âge étant à peu près le même. Elle venait souvent le matin à la toilette de Marie-Louise fureter dans son luxe et sa magnificence : elle n'en sortait jamais les mains vides. « Le règne de Marie-Louise a été fort court, disait l'Empereur ; mais

elle a dû bien en jouir ; elle avait la terre à ses pieds. » L'un de nous s'est permis de demander si l'Impératrice d'Autriche n'était pas l'ennemie jurée de Marie-Louise. « Pas autrement, disait l'Empereur, qu'une bonne petite haine de Cour : de la détestation dans le cœur ; mais gazée sous des lettres journalières de quatre pages, pleines de tendresse et de cajoleries.



L'Impératrice d'Autriche soignait extrêmement Napoléon, avait pour lui une coquetterie toute particulière tant qu'il était présent ; mais sitôt qu'il avait le dos tourné, elle ne s'occupait plus qu'à en détacher Marie-Louise, par les insinuations les plus méchantes et les plus malicieuses ; elle était choquée de ne pas réussir à prendre quelqu'empire sur lui. « D'ailleurs elle a de l'adresse et de l'esprit, disait l'Empereur, et assez pour embarrasser son mari, qui avait acquis la certitude qu'elle en faisait peu de cas. Sa figure était agréable, piquante, avait quelque chose de tout particulier ; c'était une *jolie petite religieuse*.

L'impératrice Marie-Louise.

« Quant à l'Empereur François, on connaît sa débonnairété, qui le rend toujours dupe des intrigants. Son fils lui ressemblera.

« Le Roi de Prusse, comme caractère privé, est un loyal, bon et honnête homme ; mais dans sa capacité politique c'est un homme

naturellement plié à la nécessité : avec lui on est le maître tant qu'on a la force et que la main est levée.

« Pour l'Empereur de Russie, c'est un homme infiniment supérieur à tout cela : il a de l'esprit, de la grâce, de l'instruction ; est facilement séduisant ; mais on doit s'en défier ; il est sans franchise ; c'est un vrai *Grec du Bas-Empire*. Toutefois n'est-il pas sans idéologie réelle ou jouée ; ce ne serait du reste, après tout, que des teintes de son éducation et de son précepteur. Croira-t-on jamais, disait l'Empereur, ce que j'ai eu à débattre avec lui : il me soutenait que l'hérédité était un abus dans la souveraineté, et j'ai dû passer plus d'une heure et user toute mon éloquence et ma logique à lui prouver que cette hérédité était le repos et le bonheur des peuples. Peut-être aussi me mystifiait-il ; car il est fin, faux, adroit... ; il peut aller loin. Si je meurs ici, ce sera mon véritable héritier en Europe. Moi seul pouvais l'arrêter se présentant avec son déluge de Tartares. La crise est grande et permanente pour le continent européen, surtout pour Constantinople : il l'a fort désirée de moi, j'ai été fort cajolé à ce sujet ; mais j'ai constamment fait la sourde oreille. Cet empire, quelque délabré qu'il parût, devait demeurer notre point de séparation à tous deux : c'était le marais qui empêchait de tourner ma droite. Pour la Grèce, c'est autre chose ! » et après s'être arrêté sur ce pays, il a repris : « La Grèce attend un libérateur !... Ce serait une belle couronne de gloire !... Il inscrira son nom à jamais avec ceux d'Homère, Platon et Epaminondas !... Je n'en ai peut-être pas été loin !... Quand, dans ma campagne d'Italie, j'arrivai sur les bords de l'Adriatique, j'écrivis au Directoire que j'avais sous mes yeux le royaume d'Alexandre !... Plus tard je liai des relations avec Aly-Pacha ; et quand on nous a saisi Corfou, on aura dû y trouver des munitions et un équipement complet pour une armée de quarante à cinquante mille hommes. J'avais fait lever les cartes de la Macédoine, de la Serbie, de l'Albanie, etc., etc.

« La Grèce, le Péloponnèse du moins, doit être le lot de la puissance européenne qui possédera l'Égypte. Ce devait être le nôtre... Et puis, au nord, un royaume indépendant, Constantinople avec ses provinces, pour servir comme de barrage à la puissance russe, ainsi qu'on a prétendu le faire à l'égard de la France, en créant le royaume de la Belgique. »

Dans une autre de ces soirées, l'Empereur déclamait contre l'humeur des femmes : Car rien, disait-il, n'annonçait plus chez elles le rang, la bonne éducation, le bon ton, que l'égalité de leur caractère et le constant désir de plaire. Il ajoutait qu'elles étaient tenues à se montrer toujours maîtresses d'elles-mêmes, à être toujours en scène. Ses deux femmes, observait-il, avaient toujours été ainsi ; elles étaient assurément bien différentes dans leurs qualités et leurs dispositions ; toutefois elles s'étaient ressemblées tout à fait sur ce point. Jamais il n'avait été témoin de la mauvaise humeur de l'une ou de l'autre ; toutes deux avaient été constamment occupées à lui plaire, etc.

Quelqu'un a osé observer pourtant que Marie-Louise s'était vantée que toutes les fois qu'elle voulait quelque chose, si difficile que cela fût, elle n'avait qu'à pleurer. L'Empereur en a ri ; c'était pour lui, disait-il, une découverte : il aurait pu le soupçonner de Joséphine ; mais il ne le savait pas de Marie-Louise. Et puis, s'adressant à mesdames Bertrand et Montholon : « Vous voilà bien, Mesdames, leur dit-il ; sur certaines choses, vous êtes toutes les mêmes. »

Il a continué longtemps sur les deux Impératrices, et a répété, suivant sa coutume, que l'une était l'innocence et l'autre les grâces. Il est passé de là à ses sœurs, et surtout s'est arrêté particulièrement et

longtemps sur les attraits de la *princesse Pauline*¹⁶. Il a été convenu que c'était, sans contredit, la plus jolie femme de Paris. L'Empereur disait que les artistes s'accordaient à en faire une véritable Vénus de Médicis ; et comme on achevait de détailler ses attraits avec beaucoup d'élégance et de grâces, il a demandé tout à coup si une princesse du jour.....



La princesse Pauline Borghese, miniature.

On s'est permis de plaisanter sur l'empire que la princesse Pauline avait pris à l'île d'Elbe sur le général Drouot, dont elle accueillait la cour assidue, en dépit de la différence de quelques années et de la sévérité de son visage. La princesse, disait-on, lui avait arraché le secret du départ huit jours d'avance¹⁷. Il avait renouvelé la faute de Turenne ; et à cela l'Empereur disait : « Voilà bien les femmes et leur pouvoir dangereux ! » Sur quoi Mme Bertrand s'est écriée que le grand-maréchal n'en avait sûrement pas fait autant. « Madame, lui a répliqué vivement l'Empereur, avec un sourire, c'est qu'il était votre mari. » Quelqu'un ayant dit ensuite que la princesse Pauline, étant à Nice, avait organisé un fourgon en poste qui arrivait chaque jour de Paris, chargé de modes et d'ajustements, l'Empereur disait : « Si je l'avais su,

16. Pauline Borghese, née Pauline (Paolina) Bonaparte, sœur de Napoléon. (JMS)

17. Le général Drouot a réclamé, avec raison et en toute justice, contre ce faux bruit. (Voyez à ce sujet le redressement en note, tome IV, journée du samedi 14 septembre.) Si la rectification n'a pas été faite ici au texte même, c'est par l'extrême désir de s'éloigner le moins possible de la publication primitive. (LC)

cela n'eût pas continué longtemps, elle eût été grondée d'importance. Mais voilà ce qui arrive, quand on est Empereur, on ne sait jamais ces choses-là. »

À la suite de ces conversations, l'Empereur demanda quelle était la date du mois ; c'était le 11 mars. « Eh bien, dit-il, il y a un an aujourd'hui, c'était un beau jour ; j'étais à Lyon, je passais des revues, j'avais le maire à dîner, qui, par parenthèse, s'est vanté depuis que c'était le plus mauvais dîner qu'il eût fait de sa vie. » L'Empereur s'est animé, il marchait à grands pas. J'étais redevenu une grande puissance ! continua-t-il ; et il a laissé échapper un soupir qu'il a relevé aussitôt par ces paroles, dont il serait difficile de tracer l'accent et la chaleur : « J'avais fondé le plus bel empire de la terre, et je lui étais si nécessaire, qu'en dépit de toutes les secousses dernières, ici, sur mon rocher, je semble demeurer encore comme le maître de la France. Voyez ce qui s'y passe, lisez les journaux, vous le trouverez à chaque ligne. Qu'on m'y laisse pénétrer, on verra ce qu'elle est et ce que je puis ! Et alors que d'idées, que de projets il a développés pour la gloire et le bonheur de la patrie ! Il a parlé longtemps avec tant d'intérêt et un tel abandon, que nous pouvions oublier les heures, les lieux et les temps. En voici quelque chose :

« Quelle fatalité, disait-il, que l'on ne s'en soit pas tenu à mon retour de l'île d'Elbe ! que chacun n'ait pas vu que j'étais le plus propre et le plus nécessaire à l'équilibre et au repos européens ! Mais les rois, et les peuples m'ont craint ; ils ont eu tort, et peuvent le payer chèrement. Je revenais un homme nouveau ; ils n'ont pu le croire ; ils n'ont pu imaginer qu'un homme eût l'âme assez forte pour changer son caractère, ou se plier à des circonstances obligées. J'avais pourtant fait mes preuves et donné quelques gages de ce genre. Qui ne sait que je ne suis pas un homme à demi-mesures ! J'aurais été franchement le

monarque de la constitution et de la paix, comme j'avais été celui de la dictature et des grandes entreprises.

« Et raisonnons un peu sur ces craintes des rois et des peuples à mon égard. Quelles pouvaient être les craintes des rois ? Redoutaient-ils toujours mon ambition, mes conquêtes, ma monarchie universelle ? Mais ma puissance et mes forces n'étaient plus les mêmes, et puis je n'avais vaincu et conquis que dans ma propre défense ; c'est une vérité que le temps développera chaque jour davantage. L'Europe ne cessa jamais de faire la guerre à la France, à ses principes, à moi ; et il nous fallait abattre, sous peine d'être abattus. La coalition exista toujours, publique ou secrète, avouée ou démentie ; elle fut toujours en permanence ; c'était aux alliés seuls à nous donner la paix ; pour nous, nous étions fatigués : les Français s'effrayaient de conquérir de nouveau. Moi-même, me croit-on insensible aux charmes du repos et de la sécurité, quand la gloire et l'honneur ne le veulent pas autrement ? Avec nos deux Chambres, on m'eût refusé désormais de passer le Rhin ; et pourquoi l'eussé-je voulu ? Pour ma monarchie universelle ? Mais je n'ai jamais fait preuve entière de démençe ; or, ce qui la caractérise surtout, c'est la disproportion entre les vues et les moyens. Si j'ai été sur le point d'accomplir cette monarchie universelle, c'est sans calcul, et parce qu'on m'y a amené pas à pas. Les derniers efforts pour y parvenir, semblaient coûter à peine ; était-il si déraisonnable de les tenter ? Mais au retour de l'île d'Elbe, une pareille idée, une pensée aussi folle, un résultat aussi impossible, pouvaient-ils entrer dans la tête du moins sage des hommes ? Les souverains n'avaient donc rien à craindre de mes armes.

« Redoutaient-ils que je les inondasse de principes anarchiques ? Mais ils connaissent par expérience mes doctrines sur ce point. Ils m'ont vu tous occuper leur territoire ; combien n'ai-je pas été poussé

à révolutionner leurs pays, municipaliser leurs villes, soulever leurs, sujets. Bien qu'on m'ait salué, en leur nom, de *moderne Attila, de Robespierre à cheval*, tous savent mieux dans le fond de leur cœur... qu'ils y descendent ! Si je l'avais été, je régnerais encore peut-être ; mais eux, bien sûrement et depuis longtemps, ils ne régneraient plus. Dans la grande cause dont je me voyais le chef et l'arbitre, deux systèmes se présentaient à suivre : de faire entendre raison aux rois par les peuples, ou de conduire à bon port les peuples par les rois ; mais on sait s'il est facile d'arrêter les peuples quand une fois ils sont lancés il était plus naturel de compter un peu sur la sagesse et l'intelligence des rois ; j'ai dû supposer toujours assez d'esprit pour de si clairs intérêts ; je me suis trompé : ils n'ont tenu compte de rien ; et, dans leur aveugle passion, ils ont déchaîné contre moi ce que j'avais retenu contre eux. Ils verront !!!

« Enfin, les souverains se trouvaient-ils offusqués de voir un simple soldat parvenir à une couronne ? Redoutaient-ils l'exemple ? Mais les solennités, mais les circonstances qui ont accompagné mon élévation, mon empressement à m'associer à leurs mœurs, à m'identifier à leur existence, à m'allier à leur sang et à leur politique, fermaient assez la porte aux nouveaux concurrents. Bien plus, si l'on eût dû avoir le spectacle d'une légitimité interrompue, je maintiens qu'il leur était bien plus avantageux que ce fût par moi, sorti des rangs, que par un prince membre de leur famille ; car des milliers de siècles s'écouleront, avant que les circonstances accumulées sur ma tête aillent en puiser un autre dans la foule, pour reproduire le même spectacle ; tandis qu'il n'est pas de souverains qui n'aient, à quelque pas de lui, dans son palais, des cousins, des neveux, des frères, quelques parents propres à imiter facilement celui qui une fois les aurait remplacés.

« D'une autre part, de quoi pouvaient s'effrayer les peuples ? Que je vinsse les ravager, leur imposer des chaînes ? Mais je revenais le Messie de la paix et de leurs droits : cette doctrine nouvelle faisait ma force ; la violer c'était me perdre. Cependant les Français même m'ont redouté ; ils ont eu l'insanité de discuter quand il n'y avait qu'à combattre, de se diviser quand il fallait à tout prix se réunir. Et ne valait-il pas mieux encore courir les dangers de m'avoir pour maître, que de s'exposer à subir le joug de l'étranger ? N'était-il pas plus aisé de se défaire d'un despote, d'un tyran, que de secouer les chaînes de toutes les nations réunies ? Et puis d'où leur venait cette défiance sur ma personne ? Parce qu'ils m'avaient déjà vu concentrer en moi tous les efforts, et les diriger d'une main vigoureuse. Mais n'apprennent-ils pas aujourd'hui à leurs dépens combien c'était nécessaire ? Eh bien ! le péril fut toujours le même, la lutte terrible et la crise imminente. Dans cet état de choses, la dictature n'était-elle pas nécessaire, indispensable ? Le salut de la patrie me commandait même de la déclarer ouvertement au retour de Leipzig. J'eus dû le faire encore au retour de l'île d'Elbe. Je manquai de caractère, ou plutôt de confiance dans les Français, parce que plusieurs n'en avaient plus en moi, et c'était me faire grande injure. Si les esprits étroits et vulgaires, ne voyaient dans tous mes efforts que le soin de ma puissance, les esprits larges n'auraient-ils pas dû démontrer que, dans les circonstances où nous nous trouvions, ma puissance et la patrie ne faisaient qu'un ? Fallait-il donc de si grands malheurs sans remèdes, pour pouvoir me faire comprendre ? L'histoire me rendra plus de justice ; elle me signalera, au contraire, comme l'homme des abnégations et du désintéressement. De quelles séductions ne fus-je pas l'objet à l'armée d'Italie ? L'Angleterre m'offrit d'être Roi de France lors du traité d'Amiens. Je repoussai la paix de Châtillon ; je dédaignai toute stipulation personnelle à Waterloo : pourquoi ? C'est que rien de tout cela n'était la patrie, et je n'avais d'autre ambition que la sienne, celle de sa gloire,

de son ascendant, de sa majesté. Et aussi voilà pourquoi, en dépit de tant de malheurs, je demeure si populaire parmi les Français. C'est une espèce d'instinct, d'arrière-justice de leur part.

« Qui sur la terre eut plus de trésors à sa disposition ? J'ai eu plusieurs centaines de millions dans mes caves ; plusieurs autres centaines composaient mon domaine de l'extraordinaire : tout cela était mon bien. Que sont-ils devenus ? Ils se sont fondus dans les besoins de la patrie. Qu'on me considère ici, je demeure nu sur mon roc ! Ma fortune était toute dans celle de la France ! Dans la situation extraordinaire où le sort m'avait élevé, mes trésors étaient les siens ; je m'étais identifié sans réserve avec ses destinées. Quel autre calcul eût pu m'atteindre si haut ? M'a-t-on jamais vu m'occuper de moi ? Je ne me suis jamais connu d'autres jouissances, d'autres richesses que celles du public ; c'est au point que quand Joséphine, qui avait le goût des arts, venait à bout, à la faveur de mon nom, de s'emparer de quelques chefs-d'œuvre, bien qu'ils fussent dans mon palais, sous mes yeux, dans mon ménage, je m'en trouvais comme blessé, je me croyais volé : *ils n'étaient pas au Muséum.*

« Ah ! sans doute le peuple français a beaucoup fait pour moi ! plus qu'on ne fit jamais pour un homme ! Mais aussi qui fit jamais autant pour lui ?... qui jamais s'identifia de la sorte avec lui ?...

« Mais revenons. Après tout encore, quelles pouvaient être ses craintes ? Les Chambres et la constitution nouvelle n'étaient-elles pas désormais des garanties suffisantes ? Ces actes additionnels, contre lesquels on s'est tant élevé, ne portaient-ils pas en eux-mêmes tous les correctifs, les remèdes absolus ? Comment les eussé-je violés ? je n'avais pas à moi seul des millions de bras, je n'étais qu'un homme ;

l'opinion m'élevait de nouveau, l'opinion pouvait m'abattre de même ; et, à côté de ce péril, qu'avais-je à gagner ?

« Mais autour de nous, je reviens à celle-là surtout, à l'Angleterre. Quelles pouvaient être ses craintes, ses motifs, ses jalousies ? On se le demande en vain. Avec notre constitution nouvelle, nos deux Chambres, n'avions-nous pas désormais embrassé sa religion ? N'était-ce donc pas là un moyen sûr de nous entendre, de faire désormais cause commune ? Les caprices, les passions des gouvernants une fois enchaînés, les intérêts des peuples marchent sans obstacles dans leur route naturelle. Qu'on regarde les négociations des nations opposées ; ils continuent de s'entendre et de faire leurs affaires, bien que leurs gouvernements guerroyent : les deux peuples en étaient arrivés là.

« Grâce à leurs parlements respectifs, chacun fût devenu la garantie de l'autre ; et saura-t-on jamais jusqu'à quel point pouvait se porter l'union des deux peuples, et celle de leurs intérêts ; les combinaisons nouvelles qu'il était possible de mettre en œuvre ? Ce qu'il y a de certain, c'est qu'avec l'établissement de nos Chambres et de notre constitution, les ministres d'Angleterre ont tenu dans leurs mains la gloire et la prospérité de leur patrie, les destinées et le bien-être du monde. Si j'eusse battu l'armée anglaise et gagné ma dernière bataille, j'eusse causé un grand et heureux étonnement ; le lendemain je proposais la paix, et pour le coup c'eût été moi qui aurais prodigué les avantages à pleines mains. Au lieu de cela, peut-être les Anglais seront-ils réduits à pleurer un jour d'avoir vaincu à Waterloo !!!

« Je le répète, les peuples et les rois ont eu tort ; j'avais retrempe les trônes ; j'avais retrempe la noblesse inoffensive ; et les trônes et la noblesse peuvent se trouver de nouveau en péril. J'avais consacré, fixé

les limites raisonnables des droits des peuples ; et les réclamations vagues, absolues et immodérées peuvent renaître. »

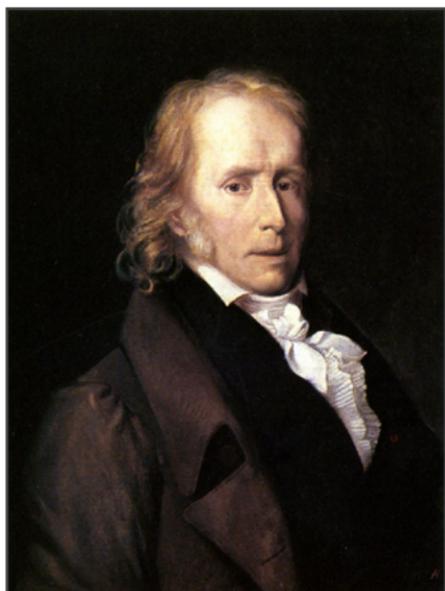
« Mon retour et mon maintien sur le trône, mon adoption franche cette fois de la part des souverains, jugeaient définitivement la cause des rois et des peuples : tous les deux l'avaient gagnée. Aujourd'hui on la remet en question : tous deux peuvent la perdre. On pouvait avoir tout fini, on peut avoir tout à reprendre ; on a pu se garantir un calme long et assuré, commencer à jouir ; et au lieu de cela, il peut suffire d'une étincelle pour ramener une conflagration universelle ! Pauvre et triste humanité !... »

Pénétré comme je le suis des paroles et des opinions que j'ai recueillies de Napoléon sur son roc, et bien que parfaitement persuadé et convaincu de toute leur sincérité, je n'en éprouve pas moins une jouissance indicible, lorsqu'une contre-épreuve vient m'en démontrer l'exacte vérité ; et je dois dire que je goûte ce bonheur toutes les fois que je rencontre des occasions de ces contre-épreuves.

On vient de lire le morceau remarquable ci-dessus, dans lequel Napoléon exprime ses idées, ses intentions, ses sentiments. Quels prix ces paroles, recueillies à Sainte-Hélène, n'acquièrent-elles pas en les voyant reproduites en Europe, à deux mille lieues, par un écrivain célèbre, qui lui-même, avec une nuance différente d'opinion, et dans un tout autre temps, les reçut de la même bouche ! Quelle heureuse circonstance pour l'histoire ! aussi je ne puis m'empêcher, du reste, de produire ici ce morceau de M. Benjamin Constant¹⁸, soit à cause du mérite intrinsèque des paroles, soit à cause du poids qu'elles acquièrent du publiciste distingué qui nous les donne, enfin soit aussi par tout le

18. Benjamin Constant (1767-1830), romancier et homme politique, est considéré comme le penseur de la liberté. (*JMS*)

plaisir que j'éprouve à les voir coïncider si bien avec ce que j'ai recueilli moi-même sur un autre hémisphère. Ce sont les mêmes intentions, le même fond de pensée, les mêmes sentiments.



Benjamin Constant.

« Je me rendis aux Tuileries peu de jours après le 20 mars, dit M. Benjamin Constant, je trouvai Bonaparte seul. Il commença le premier la conversation ; elle fut longue ; je n'en donnerai qu'une analyse ; car je ne me propose pas de mettre en scène un homme malheureux.

« Je n'amuserai point mes lecteurs aux dépens de la puissance déchuë ; je ne livrerai point à la curiosité malveillante celui que j'ai servi par un motif quelconque et je ne transcrirai de ses discours que ce qui sera indispensable ;

mais, dans ce que j'en transcrirai, je rapporterai ses propres paroles.

« Il n'essaya de me tromper ni sur ses vues, ni sur l'état des choses. Il ne se présenta point comme corrigé par les leçons de l'adversité ; il ne voulut point se donner le mérite de revenir à la liberté par inclination ; il examina froidement dans son intérêt, avec une impartialité trop voisine de l'indifférence, ce qui était possible et ce qui était préférable.

« La nation, me dit-il, s'est reposée douze ans de toute agitation politique ; et depuis une année elle se repose de la guerre : ce double repos lui a rendu un besoin d'activité.

« Elle veut, ou croit vouloir une tribune et des assemblées : elle ne les a pas toujours voulues. Elle s'est jetée à mes pieds quand je suis arrivé au gouvernement ; vous devez vous en souvenir, vous qui essayâtes de l'opposition. Où était votre appui, votre force ? Nulle part. J'ai pris moins d'autorité que l'on ne m'invitait à en prendre... Aujourd'hui tout est changé. Un gouvernement faible, contraire aux intérêts nationaux, a donné à ces intérêts l'habitude d'être en défense et de chicaner l'autorité. Le goût des constitutions, des débats, des harangues, paraît revenir...

« Cependant ce n'est que la minorité qui le veut, ne vous y trompez pas. Le peuple, ou si vous l'aimez mieux, la multitude, ne veut que moi ; ne l'avez-vous pas vue cette multitude se pressant sur mes pas, se précipitant du haut des montagnes, m'appelant, me cherchant, me saluant¹⁹. À ma rentrée de Cannes ici, je n'ai pas conquis, j'ai administré... Je ne suis pas seulement, comme on l'a dit, l'Empereur des soldats ; je suis celui des paysans, des plébéiens, de la France... Aussi, malgré tout le passé, vous voyez le peuple revenir à moi : il y a sympathie entre nous. Ce n'est pas comme avec les privilégiés ; la noblesse

19. *Note de M. Benjamin Constant.* Bonaparte mettait un grand prix à prouver que son retour n'avait pas été un mouvement militaire. Je suis fâché de n'avoir pas avec moi six pages qu'il avait écrites ou dictées à ce sujet, et qu'il avait soigneusement corrigées. Il me les remit lors de la communication que je rapporte ici. Il désirait que je répondisse à lord Castelreagh, qui avait, dans une harangue au parlement, attribué tout son succès à l'armée.

Ne voulant rien écrire avant que d'être sûr que ce n'était pas un despote que je rendais à la France, je me refusai à ce travail ; et, en 1815, je confiai l'esquisse que Napoléon m'avait remise à un de mes amis qui partit pour l'Angleterre, d'où j'ai négligé jusqu'à présent de la faire revenir. Il y avait beaucoup de chaleur, des expressions bizarres, mais fortes ; une grande rapidité de pensée, et quelques traits d'une véritable éloquence. (LC)

m'a servi, elle s'est lancée en foule dans mes antichambres ; il n'y a pas de places quelle n'ait acceptées, demandées, sollicitées. J'ai eu des *Montmorency*, des *Noailles*, des *Rohans*, des *Beauveau*, des *Mortemart*. Mais il n'y a jamais eu analogie. Le cheval faisait des courbettes, il était bien dressé ; mais je le sentais frémir. Avec le peuple, c'est autre chose : la fibre populaire répond à la mienne ; je suis sorti des rangs du peuple, ma voix agit sur lui. Voyez ces conscrits, ces fils de paysans ; je ne les flattais pas, je les traitais durement : ils ne m'entouraient pas moins, ils n'en criaient pas moins *vive l'Empereur !* C'est qu'entre eux et moi il y a même nature ; ils me regardent comme leur soutien, leur sauveur contre les nobles... Je n'ai qu'à faire un signe, ou plutôt détourner les yeux, les nobles seront massacrés dans toutes les provinces. Ils ont si bien manœuvré depuis six mois !... Mais je ne veux pas être le roi d'une *jacquerie*. S'il y a des moyens de gouverner par une constitution, à la bonne heure... J'ai voulu l'empire du monde ; et, pour me l'assurer, un pouvoir sans bornes m'était nécessaire. Pour gouverner la France seule, il se peut qu'une constitution vaille mieux... J'ai voulu l'empire du monde, et qui ne l'aurait pas voulu à ma place ? Le monde m'invitait à le régir : souverains et sujets se précipitaient à l'envi sous mon sceptre. J'ai rarement trouvé de la résistance en France ; mais j'en ai pourtant rencontré davantage dans quelques Français obscurs et désarmés, que dans tous ces rois, si fiers aujourd'hui de n'avoir plus un homme populaire pour égal... Voyez donc ce qui vous semble possible. Apportez-moi vos idées. Des élections libres ? des discussions publiques ? Des ministres responsables ? La liberté ? Je veux tout cela... La liberté de la presse surtout, l'étouffer est absurde ; je suis convaincu sur cet article... Je suis l'homme du peuple ; si le peuple veut réellement la liberté, je la lui dois ; j'ai reconnu sa souveraineté, il faut que je prête l'oreille à ses volontés, même à ses caprices. Je n'ai jamais voulu l'opprimer pour mon plaisir ; j'avais de grands desseins ; le sort en a décidé, je

ne suis plus un conquérant, je ne puis plus l'être. Je sais ce qui est possible et ce qui ne l'est pas ; je n'ai plus qu'une mission : relever la France et lui donner un gouvernement qui lui convienne... Je ne hais point la liberté ; je l'ai écartée lorsqu'elle obstruait ma route ; mais je la comprends, j'ai été nourri dans ses pensées... Aussi bien, l'ouvrage de quinze années est détruit ; il ne peut se recommencer. Il faudrait vingt ans et deux millions d'hommes à sacrifier... D'ailleurs, je désire la paix, et je ne l'obtiendrai qu'à force de victoires. Je ne veux pas vous donner de fausses espérances ; je laisse dire qu'il y a des négociations, il n'y en a point. Je prévois une lutte difficile, une longue guerre. Pour la soutenir il faut que la nation m'appuie ; mais en récompense elle exigera de la liberté : elle en aura... La situation est neuve. Je ne demande pas mieux que d'être éclairé. Je vieillis ; l'on n'est plus à quarante-cinq ans ce qu'on était à trente. Le repos d'un Roi constitutionnel peut me convenir. Il conviendra plus sûrement encore à mon fils. »

(*Minerve française, 94^e liv., tome VIII, 2^e lettre sur les Cent-Jours*, par M. B. Constant.)

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Mercredi 13 mars 1816.

L'Empereur a fait dire au grand-maréchal d'écrire à l'amiral pour savoir si une lettre que lui, Napoléon, écrivait au Prince Régent, lui serait envoyée.

Vers quatre heures, le sous-gouverneur Skelton et sa femme ont fait demander à présenter leurs hommages à l'Empereur. Il les a reçus, les a menés promener dans le jardin et les a fait ensuite monter en calèche avec lui.

Le temps avait été fort brumeux toute la journée ; dans une éclaircie, nous avons vu tout à coup une corvette ou frégate fort près entrant à pleines voiles.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Judi 14. – Vendredi 15 mars 1816.

Injure à l'Empereur et au prince de Galles. – Exécution de Ney. –
Évasion de Lavalette.

Nous avons reçu la réponse de l'amiral ; après avoir commencé, selon son protocole ordinaire, par dire qu'il ne connaissait personne du nom l'Empereur à Sainte-Hélène, il marquait qu'il enverrait la lettre mentionnée au Prince Régent, sans doute ; mais qu'il s'en tiendrait à la lettre de ses instructions, qui portaient de ne laisser partir aucun papier pour l'Angleterre, qu'il n'eût été ouvert et lu par lui.

Cette lettre, il faut l'avouer, nous jeta dans une grande surprise : la partie des instructions citées par l'amiral avait deux objets, tous deux étrangers à l'interprétation que lui donnait cet officier.

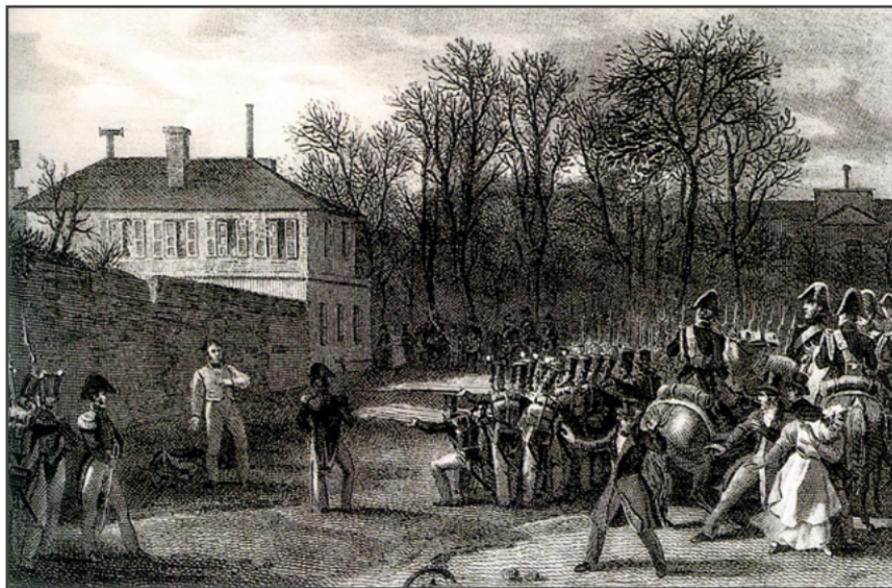
Le premier était, au cas que nous fissions des plaintes, pour que les autorités locales pussent y joindre leurs observations, et que le gouvernement, en Angleterre, pût nous rendre justice plus promptement, sans être obligé de renvoyer dans l'île pour demander des renseignements ultérieurs ; cette précaution était donc tout à fait dans nos intérêts. Le second objet de cette mesure était pour que notre correspondance ne pût être nuisible aux intérêts du gouvernement ou de la politique d'Angleterre. Mais nous écrivions au souverain, au chef, à l'homme même de ces intérêts et de ce gouvernement ; et si quelqu'un conspirait ici, ce n'était pas nous qui lui écrivions ; mais bien celui qui interceptait notre lettre, ou prétendait en violer le secret. Qu'on établît auprès de nous des geôliers avec tout leur attirail, sans le trouver juste, cela nous paraissait possible. Mais que ces geôliers fissent réagir leur fonction jusque sur leur souverain même c'est ce qui nous semblait n'avoir pas de nom ; c'était entacher celui-ci tout à fait de l'idée de Roi fainéant, ou de Sultan renfermé dans le fond du sérail ; c'était une véritable monstruosité dans nos mœurs européennes !

Depuis longtemps, nous avions peu ou point de rapport avec l'amiral. Quelqu'un pensa que la mauvaise humeur peut-être avait dicté sa réponse ; un autre voulut qu'il craignît que la lettre ne renfermât des plaintes contre lui.

Mais l'amiral connaissait trop bien l'Empereur pour ne pas savoir qu'il ne s'adresserait jamais à d'autre tribunal qu'à celui des nations. Moi qui savais quel eût été le sujet de la lettre, j'en ressentais une plus vive indignation : l'unique intention de l'Empereur avait été d'employer

cette voie, la seule qui semblait convenable à sa dignité, pour écrire à sa femme, et se procurer des nouvelles de son fils. Toutefois le grand-maréchal répondit à l'amiral, qu'il outrepassait ou interprétait mal ses instructions ; qu'on ne pouvait regarder sa détermination que comme une monstrueuse vexation de plus ; que la condition imposée était trop au-dessous de la dignité de l'Empereur, aussi bien que de celle du prince de Galles, pour qu'il conservât la pensée d'écrire.

La frégate qui venait d'arriver était *la Spey*, portant les journaux de l'Europe jusqu'au trente et un décembre : ils contenaient l'exécution de l'infortuné maréchal Ney et l'évasion de Lavalette.



Exécution du Maréchal Ney.

« Ney, disait l'Empereur, aussi mal attaqué que mal défendu, avait été condamné par la chambre des Pairs, en dépit d'une capitulation sacrée. On l'avait laissé exécuter, c'était une faute de plus ; on en avait fait dès cet instant un martyr. Qu'on n'eût point pardonné Labédoyère, parce qu'on n'eût vu dans la clémence qu'une prédilection en faveur de la vieille aristocratie, cela se concevait ; mais le pardon de Ney n'eût été qu'une preuve de la force du gouvernement et de la modération du prince. On dira peut-être qu'il fallait un exemple ; mais le maréchal le devenait bien plus sûrement par un pardon, après avoir été avili par un jugement ; c'était pour lui une véritable mort morale qui lui ôtait toute influence ; et cependant le coup de l'autorité était porté, le souverain satisfait et l'exemple accompli.

« Le refus de clémence vis-à-vis Lavalette et son évasion, étaient de nouveaux griefs tout aussi impopulaires, disait l'Empereur. Mais les salons de Paris, faisait-il observer, montraient les mêmes passions que les clubs, la noblesse recommençait les jacobins. L'Europe du reste demeurait dans une complète anarchie ; on y suivait hautement le code de l'immoralité politique ; tout ce qui tombait sous la main des souverains, devenait bon pour chacun d'eux. Au moins, de mon temps, étais-je le point de mire de toutes les récriminations de ce genre. Les souverains alors ne parlaient que principes et vertus ; mais aujourd'hui, continuait-il, qu'ils étaient victorieux et sans frein, ils pratiquaient sans pudeur tous les torts qu'ils reprochaient alors eux-mêmes. Quelles ressources et quel espoir laissaient-ils donc aux peuples et à la morale ?

« Nos Françaises du moins, observait-il, illustraient leurs sentiments : Mme *Labédoyère* avait failli expirer de douleur ; ces journaux nous apprennent que Mme *Ney* avait donné le spectacle du dévouement

le plus courageux et le plus acharné. Mme *Lavalette* allait devenir l'héroïne de l'Europe, etc., etc.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Samedi 16 mars 1816.

Commission pour le Prince Régent.

L'Empereur avait quitté l'Encyclopédie britannique pour prendre ses leçons d'anglais dans les *Annual Registers*. Il y a lu l'aventure d'un M. Spencer-Smith, arrêté à Venise, condamné à se rendre à Valenciennes, et qui s'échappa dans sa route.. « Ce doit être une chose très simple, disait l'Empereur, dont le narrateur aura fait une grande histoire. Cette affaire m'est tout à fait inconnue, a-t-il ajouté, c'était un détail de police d'une importance trop inférieure, pour qu'il eût pu remonter jusqu'à moi. »

Vers les quatre heures, on a présenté à l'Empereur le capitaine de la *Spey* qui arrivait d'Europe, et le capitaine du *Ceylan* qui partait pour l'Angleterre. L'Empereur était assez triste, il n'était pas bien ; l'audience du premier a été fort courte ; celle du second eût été de même, s'il n'eût réveillé l'Empereur en demandant si nous avions des lettres à envoyer en Europe. L'Empereur alors m'a dit de lui demander s'il verrait le Prince Régent ; sur son affirmation, j'ai été chargé de lui traduire que l'Empereur avait voulu écrire au Prince Régent ; mais que sur l'observation inouïe de l'amiral, qu'il ouvrirait cette lettre, il s'en était abstenu comme d'une chose contraire à sa dignité et à celle du Prince Régent même. Qu'il avait bien entendu vanter les lois d'Angleterre, mais qu'il n'en apercevait le bénéfice nulle part ; qu'il ne lui restait plus qu'à attendre, qu'à désirer un bourreau ; que

l'agonie qu'on lui faisait éprouver était inhumaine, barbare ; qu'il eût été plus franc, plus énergique de lui donner la mort. L'Empereur m'a fait répéter au capitaine qu'il voulût bien se charger de ces mots, et l'a congédié ; celui-ci était très rouge et fort embarrassé.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Dimanche 17 mars 1816.

Esprit de l'Isle de France.

Un colonel anglais arrivé du Cap et venant de l'Isle de France²⁰, s'est présenté dans la matinée chez moi pour tâcher de pouvoir faire sa cour à l'Empereur. L'amiral n'avait accordé à son vaisseau que deux ou trois heures de mouillage, et ayant obtenu que l'Empereur voulût bien le recevoir à quatre heures, il m'assura qu'il préférerait manquer son vaisseau, plutôt que de perdre une telle occasion. L'Empereur n'était pas très bien, il avait passé plusieurs heures dans son bain ; à quatre heures il reçut le colonel.

L'Empereur lui fit beaucoup de questions sur l'île de France, cédée depuis peu aux Anglais : il paraît que sa prospérité et son commerce souffrent du changement de domination.

Au départ du colonel, resté seul avec l'Empereur dans le jardin, je lui ai raconté que sa personne semblait être demeurée bien chère aux habitants de l'île de France ; que le colonel m'avait dit que le nom de Napoléon n'y était prononcé qu'avec attendrissement. Lorsqu'on y apprit sa sortie de France et sa venue à Plymouth, c'était précisément

20. Aujourd'hui l'île Maurice. (JMS)

un grand jour de fête dans la colonie ; le spectacle devait être tout à fait remarquable ; la nouvelle étant parvenue dans le jour, le soir il ne parut pas un seul colon au théâtre, soit blanc ou de couleur : il n'y eut que des Anglais, qui en demeurèrent embarrassés et fort irrités. L'Empereur m'écoutait. « C'est tout simple, m'a-t-il dit, après quelques moments de silence : cela prouve que les habitants de l'île de France sont demeurés Français ; je suis la patrie, ils l'aiment ; on l'a blessée en moi, ils s'en affligent. » J'ajoutai que le changement de domination gênant leurs expressions, ils n'osaient pas porter publiquement sa santé ; mais qu'on n'y manquait pourtant jamais, disait le colonel ; on buvait à *lui* ; ce mot lui était consacré. Ces détails le touchaient. « Pauvres Français ! a-t-il dit avec expression. Pauvre peuple ! Pauvre nation ! Je méritais tout cela, je t'aimais ! Mais toi, tu ne méritais pas, assurément, tous les maux qui pèsent sur toi ! Ah ! que lu méritais bien qu'on se dévouât pour toi ! Mais il faut en convenir, que d'infamie, de lâcheté et de dégradation j'ai eues autour de moi ! » Et me fixant il ajouta : « Et je ne parle pas ici de vos amis du faubourg Saint-Germain ; car pour eux, c'est encore une autre question. »

Il nous parvenait souvent des traits et des mots qui, pareils à ceux de l'île de France, étaient propres à remuer la fibre du cœur : l'île de l'Ascension, dans notre voisinage, avait toujours été déserte et abandonnée ; depuis que nous sommes ici, les Anglais ont cru devoir y faire un établissement. Le capitaine qui en a été prendre possession nous dit, à son retour, qu'il avait été fort étonné, en débarquant, de trouver sur le rivage : *Vive à jamais le grand Napoléon.*

Dans les derniers journaux qui venaient de nous arriver, parmi plusieurs traits ou jeux de mots bienveillants, il se trouvait, en plusieurs langues, que *Paris* ne serait heureux que quand on lui aurait rendu son *Hélène* : c'était quelques gouttes de miel dans notre coupe d'absinthe.

Lundi 18. – Mardi 19 mars 1816.

Ses intentions sur Rome. – Horrible nourriture. – *Britannicus*.

L'Empereur est monté à cheval sur les huit heures ; il y avait bien longtemps qu'il s'en était abstenu ; le défaut d'espace à parcourir en est la cause. Sa santé en souffre visiblement, et l'on doit s'étonner que le manque d'exercice ne soit pas plus nuisible encore à celui qui en prenait journellement de si violents. Au retour, l'Empereur a déjeuné dehors ; il nous a tous retenus. Après le déjeuner, la conversation est tombée sur *Herculanum* et *Pompeïa*, le phénomène et l'époque de leur destruction, le temps et les hasards de leur découverte moderne, les monuments et les curiosités qu'ils nous ont fournis depuis. L'Empereur disait que si Rome fût restée sous sa domination, elle fût sortie de ses ruines ; il se proposait de la nettoyer de tous ses décombres, de restaurer tout ce qui eût été possible, etc. Il ne doutait pas que le même esprit s'étendant dans le voisinage, il eût pu en être en quelque sorte de même d'Herculanum et de Pompeïa.

Le déjeuner fini, l'Empereur a envoyé mon fils chercher le volume de Crevier qui renferme les catastrophes d'Herculanum et de Pompeïa, et nous les a lues, ainsi que la mort et le caractère de Pline. Il s'est retiré vers midi pour prendre du repos...

Sur les six heures, nous avons fait, en calèche, notre course d'habitude ; l'Empereur avait fait monter avec lui M. et Mme Skelton, qui étaient venus lui faire visite.

Au retour, l'Empereur, chassé du jardin par l'humidité, a été voir le général Gourgaud, qui se rétablit rapidement. Après le dîner, en quittant la table et rentrant dans le salon, nous n'avons pu nous empêcher de revenir sur le repas que nous venions de faire ; rien à la lettre n'avait été mangeable : le pain mauvais, le vin impotable, la viande dégoûtante et malsaine ; on est obligé d'en renvoyer souvent ; on tient, malgré les représentations, à nous la fournir tuée, parce que c'est le moyen de nous faire passer les animaux morts. L'Empereur, choqué de ce tableau, na pu s'empêcher de dire avec chaleur : « Sans doute il est bien des individus dans une condition physique pire encore ; mais cela ne nous ôte pas le droit de juger la nôtre, ni les traitements infâmes dont on nous entoure ! Les mauvais procédés du gouvernement anglais ne se sont point bornés à nous envoyer ici, ils se sont étendus jusqu'au choix des individus auxquels on a remis nos personnes et nos besoins ! Pour moi, je souffrirais moins si j'étais sûr qu'un jour quelqu'un le divulguât à l'univers, de manière à entacher d'infamie ceux qui en sont coupables ! Mais parlons d'autre chose, a-t-il dit ; quel jour est aujourd'hui ? – Quelqu'un a dit, le 19 mars. – Quoi, s'est-il écrié, la veille du 20 mars ! Et après quelques secondes ; Mais parlons encore d'autre chose. » Il a envoyé chercher un volume de Racine ; il a d'abord commencé la comédie des *Plaideurs* ; mais après une ou deux scènes, il nous a lu *Britannicus*. La lecture finie et le juste tribut d'admiration payé, il a dit qu'on reprochait ici à Racine un dénouement trop prompt ; qu'on ne pressentait pas d'assez loin l'empoisonnement de Britannicus. Il a fort loué la vérité du caractère de Narcisse, observant que c'était toujours en blessant l'amour propre des princes qu'on influait le plus sur les déterminations.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Mercredi 20 mars 1816.

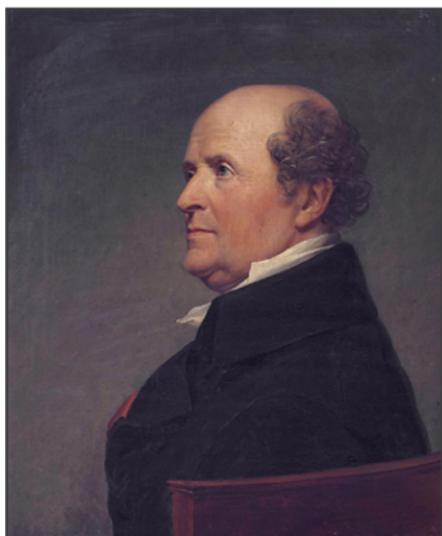
Vingt Mars. – Couches de l'Impératrice.

Après le dîner, un de nous a fait observer qu'à pareil jour, à pareil moment, il y avait un an (20 mars), l'Empereur était moins isolé, moins tranquille. « Je me mettais à table aux Tuileries, a dit Napoléon. J'y étais parvenu avec difficulté, je venais de courir au moins les dangers d'une bataille. » En effet, il avait été saisi en arrivant, par plusieurs milliers d'officiers et de citoyens ; on se l'était arraché ; il n'était pas monté au château, on l'y avait porté, et bien plus dans le tumulte de quelqu'un qu'on va déchirer, que dans l'ordre et le respect de celui qu'on veut honorer. Mais c'était le sentiment et l'intention qu'il fallait juger ici, c'était de l'enthousiasme et de l'amour jusqu'à la rage et au délire.

L'Empereur a ajouté qu'il était à croire que plus d'une personne en parlerait ce soir en Europe, et qu'en dépit de toute surveillance, il se viderait bien des bouteilles en son intention.

La conversation est ensuite tombée sur le Roi de Rome ; ce jour était l'anniversaire de sa naissance ; l'Empereur comptait qu'il avait cinq ans. Il est passé de là aux couches de l'Impératrice, et semblait se complaire à se vanter d'avoir été, dans cette circonstance, disait-il, aussi bon mari que qui que ce fût au monde : il aida constamment toute la nuit l'Impératrice à marcher ; nous en savions quelque chose, nous qui étions de la maison ; nous avons été convoqués tous au château dès dix heures du soir ; nous y passâmes la nuit entière ; les cris arrivaient parfois jusqu'à nous. Vers le matin, l'accoucheur ayant dit à l'Empereur que les douleurs avaient cessé et que cela pourrait être long encore, l'Empereur alla se mettre au bain, et l'on nous congédia, en nous prévenant de ne pas nous écarter de chez nous. Il

n'y avait pas longtemps que l'Empereur était dans le bain, que les douleurs reprirent, et que l'accoucheur vint, la tête perdue, lui dire qu'il était le plus malheureux des hommes, que sur mille couches qui arrivaient dans Paris, il ne s'en présentait pas de plus difficile. L'Empereur se rhabillant à la hâte, le rassurait en lui disant qu'un homme qui savait son métier, serait impardonnable de perdre la tête ; qu'il n'y avait rien ici qui dût le troubler ; qu'il n'avait qu'à se figurer qu'il accouchait une bourgeoise de la rue Saint-Denis ; que la nature n'avait pas deux lois ; qu'il était bien sûr qu'il ferait pour le mieux, et qu'il n'aurait à craindre surtout aucun reproche. On lui représenta qu'il y avait un grand danger pour la mère ou pour l'enfant. « Avec la mère, répondit-il sans hésiter, j'aurai un autre enfant. Conduisez-vous ici comme si vous attendiez le fils d'un savetier. »



 Le docteur Antoine Dubois par Gérard.

Arrivé auprès de l'Impératrice, il put s'assurer qu'elle était réellement en danger ; l'enfant se présentait mal, et tout portait à croire qu'il serait étouffé.

L'Empereur demanda à Dubois²¹ pourquoi il ne l'accouchait pas. Celui-ci s'en défendit, ne le voulant, disait-il, qu'en présence de Corvisart, qui n'était pas encore arrivé. « Mais que vous dira-t-il ? disait l'Empereur. Si c'est un témoin ou une justification que

21. Antoine Dubois (1756-1837), est le chirurgien choisi pour accoucher Marie-Louise. Il avait fait partie de l'expédition d'Égypte. Après l'accouchement, il fut annobli en 1812, et devint baron d'Empire. (JMS)

vous vous réservez, me voilà, moi. » Dubois alors, mettant bas son habit, se mit au travail. À l'aspect des fers, l'Impératrice poussa des cris douloureux, s'écriant qu'on voulait la tuer. Elle était fortement tenue par l'Empereur, Mme de Montesquiou, Corvisart, qui venait d'entrer, etc.²² Mme de Montesquiou saisit adroitement l'occasion de la rassurer, en lui disant qu'elle s'était trouvée elle-même plus d'une fois dans cette situation.

Cependant l'Impératrice se persuadait toujours qu'on en usait différemment avec elle qu'avec toute autre, et répétait souvent : « Parce que je suis Impératrice, me sacrifiera-t-on ! » Elle est convenue depuis, avec l'Empereur, que cela avait été réellement sa crainte.

Enfin, on la délivra. Le péril avait été si grand, que toute l'étiquette, dit l'Empereur, qui avait été recherchée et arrêtée à ce sujet, fut mise de côté, et l'enfant posé à l'écart sur le plancher, pendant qu'on ne s'occupait uniquement que de la mère ; il y demeura plusieurs instants, et on le croyait mort ; ce fut Corvisart qui le releva, le frota et lui fit pousser un cri, etc.²³

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

22. Cette scène se passait en présence de vingt-deux personnes : L'Empereur, Dubois, Corvisart, Bourdier et Ivan ; Mesdames de Montébello, de Luçay et de Montesquiou, les six premières dames : Ballant, Deschamps, Durant, Hureau, Nabusson et Gérard ; cinq femmes de chambre : Mesdemoiselles Honoré, Edouard, Barbier, Aubert et Geoffroy ; la garde Madame Blaise, et deux filles de garde-robe. (*Souvenirs de Madame Durand, veuve du général*. Tome 1, page 98.) (LC)

23. On lit dans l'intéressant Ouvrage de M. le Baron Fleury de Chaboulon, sur le retour de l'île d'Elbe : « Lorsque le jeune Napoléon vint au monde, on le crut mort ; il était sans chaleur, sans mouvements, sans respiration ; on faisait des efforts multipliés pour le rappeler à la vie, lorsque partirent successivement les cent coups de canon destinés à célébrer sa naissance ; la commotion et l'ébranlement qu'ils occasionnèrent, agirent si fortement sur les organes du royal enfant, qu'il reprit les sens. » (LC)

Jeudi 21 – Vendredi 22 mars 1816.

Conjuration de Catilina. – Les Gracques. – Les historiens. – Sommeil durant la bataille – César, ses *Commentaires*. – Des divers systèmes militaires.

L'Empereur est monté à cheval de fort bonne heure ; nous avons fait le tour des limites dans plusieurs directions. C'est durant cette promenade que l'Empereur prend à présent sa leçon d'anglais : je marche à côté de lui : il fait des phrases anglaises que je traduis mot à mot, à mesure qu'il les prononce ; ce qui lui fait voir qu'il est entendu ou le met à même de se corriger. Quand il a fini la phrase, je la lui répète en anglais, de manière qu'il l'entende bien à son tour, ce qui sert à lui former l'oreille.

Aujourd'hui l'Empereur lisait, dans l'histoire romaine, *la conjuration de Catilina* ; il ne pouvait la comprendre telle quelle est tracée : « Quelque Scélérat que fût Catilina, observait-il, il devait avoir un objet : ce ne pouvait être celui de gouverner dans Rome, puisqu'on lui reprochait d'avoir voulu y mettre le feu aux quatre coins. » L'Empereur pensait que c'était plutôt quelque nouvelle faction à la façon de Marius et de Sylla, qui, ayant échoué, avait accumulé sur son chef toutes les accusations banales dont on les accable en pareil cas. Quelqu'un alors fit observer à l'Empereur que c'est ce qui lui serait infailliblement arrivé à lui-même, s'il eût succombé en vendémiaire, en fructidor ou en brumaire, avant d'avoir éclairé d'un si grand lustre un horizon purgé de nuages.

Les Gracques lui inspiraient bien d'autres doutes, bien d'autres soupçons, lesquels, disait-il, devenaient presque des certitudes quand on s'était trouvé dans les affaires de nos jours. « L'histoire, observait-il, présente en résultat les Gracques comme des séditionnaires, des révolutionnaires, des scélérats ; et dans les détails elle laisse échapper qu'ils

avaient des vertus, qu'ils étaient doux, désintéressés, de bonnes mœurs ; et puis ils étaient les fils de l'illustre Cornélie ; ce qui, pour les grands cœurs, doit être tout d'abord une forte présomption en leur faveur. D'où pouvait donc venir un tel contraste ? Le voici, disait l'Empereur : c'est que les Gracques s'étaient généreusement dévoués pour les droits du peuple opprimé, contre un sénat oppresseur, et que leur grand talent, leur beau caractère, mirent en péril une aristocratie féroce qui triompha, les égorga et les flétrit. Les historiens du parti les ont transmis avec cet esprit ; sous les Empereurs il a fallu continuer ; le seul mot des droits du peuple, sous un maître despotique, était un blasphème, un vrai crime ; plus tard il en a été de même sous la féodalité, fourmilière de petits despotes. Voilà la fatalité sans doute de la mémoire des Gracques : leurs vertus n'ont donc jamais cessé, dans la suite des siècles, d'être des crimes ; mais aujourd'hui qu'avec nos lumières nous nous sommes avisés de raisonner, les Gracques peuvent et doivent trouver grâce à nos yeux.

« Dans cette lutte terrible de l'aristocratie et de la démocratie qui



🔍 Cornelia, mère des Gracques, refuse la couronne des Ptolémées, par La Hyre.

vient de se renouveler de nos jours ; dans cette exaspération du vieux terrain contre l'industrie nouvelle qui fermente dans toute l'Europe, nul doute que si l'aristocratie triomphait par la force, elle ne montrât partout beaucoup de Gracques, et ne les traitât à l'avenant tout aussi bénévolement que l'ont fait leurs devanciers. »

L'Empereur ajoutait qu'il était aisé de voir du reste qu'il y avait

lacune chez les auteurs anciens dans cette époque de l'histoire ; que tout ce que nous en présentaient les modernes, n'était évidemment formé que de *grappillage*. Puis il revenait sur les reproches déjà faits au bon Rollin et à son élève Crevier : ils étaient tous deux sans talent, sans intention, sans couleur. Il fallait convenir que les Anciens nous étaient bien supérieurs sur ce point ; et cela parce que chez eux les hommes d'État étaient hommes de lettres ; et les hommes de lettres hommes d'État ; ils accumulaient les professions, tandis que nous les séparons d'une manière absolue. Cette division fameuse du travail, qui chez nous amène la perfection des ouvrages mécaniques, lui est tout à fait funeste dans les productions mentales : tout ouvrage d'esprit est d'autant plus supérieur que celui qui le produit est plus universel. Nous devons à l'Empereur d'avoir cherché à établir ce principe, en employant souvent les mêmes hommes à plusieurs objets tout à fait étrangers entre eux ; c'était son système. Un jour il nomma, de propre mouvement, un de ses Chambellans pour aller en Illyrie liquider la dette autrichienne : c'était un objet considérable et fort compliqué ; le Chambellan, jusque-là étranger à toute affaire, en frémit, et le ministre, privé de cette nomination, et conséquemment mécontent, se hasarda de représenter à l'Empereur que sa nomination étant tombée sur quelqu'un d'entièrement neuf, il était à craindre qu'il ne sût pas s'en tirer. « J'ai la main heureuse, Monsieur, fut sa réponse ; ceux sur qui je la pose sont propres à tout. »

L'Empereur continuant sa critique, condamnait aussi beaucoup ce qu'il appelait des niaiseries historiques, ridiculement exaltées par les traducteurs et les commentateurs. Elles prouvaient dans l'origine, disait-il, des historiens qui jugeaient mal des hommes et de leur situation. « C'était à tort, par exemple, observait-il, qu'ils vantaient si haut la *continence de Scipion*, et s'extasiaient sur le calme d'Alexandre, de César et d'autres, pour avoir dormi la veille d'une bataille. Il n'y a

qu'un moine, disait-il, privé de femme, dont le visage s'enlumine à leur seul nom et qui hennit à leur approche derrière ses barreaux, qui puisse faire un grand mérite à Scipion de n'avoir pas violé celle que le hasard mettait en son pouvoir, quand il en avait tant d'autres à sa libre disposition : autant valait qu'un affamé lui tînt aussi grand compte d'être passé tranquillement à côté d'une table bien servie sans s'être rué dessus. Quant à avoir dormi au moment d'une bataille, il n'est point, assurait-il, de nos soldats, de nos généraux qui n'aient répété vingt fois cette merveille ; et tout leur héroïsme n'était guère que dans la fatigue de la veille. »

À cela le grand-maréchal a ajouté qu'il pouvait dire avoir vu, lui Napoléon, dormir, non seulement la veille de la bataille, mais durant la bataille même. « Il le fallait bien, disait l'Empereur : quand je donnais des batailles qui duraient trois jours, la nature devait aussi avoir ses droits ; je profitais du plus petit instant, je dormais où et quand je pouvais. » L'Empereur avait dormi sur le champ de bataille de Wagram et de Bautzen, durant le combat même, et fort en dedans de la portée des boulets. Il disait sur cela qu'indépendamment de l'obligation d'obéir à la nature, ces sommeils offraient au chef d'une très grande armée, le précieux avantage d'attendre, avec calme, les rapports et la concordance de toutes ses divisions, au lieu de se laisser emporter peut-être par le seul objet dont il serait le témoin.

L'Empereur disait encore qu'il trouvait dans Rollin, dans César même, des circonstances de la guerre des Gaules qu'il ne pouvait entendre. Il ne comprenait rien à l'invasion des Helvétiens, au chemin qu'ils prenaient, au but qu'on leur donnait, au temps qu'ils étaient à passer la Saône à la diligence de César, qui avait le temps d'aller en Italie chercher des légions aussi loin qu'Aquilée, et qui retrouvait les envahisseurs encore à leur passage de la Saône, etc. Qu'il n'était pas plus

facile de comprendre la manière d'établir des quartiers d'hiver qui s'étendaient de Trêves à Vannes. Et comme nous nous récriions aussi sur les travaux immenses que les généraux obtenaient de leurs soldats ; les fossés, les murailles, les grosses tours, les galeries, etc., l'Empereur observait qu'alors tous les efforts s'employaient en confection et sur les lieux-mêmes ; au lieu que de nos jours, ils consistent dans le transport. Il croyait d'ailleurs que leurs soldats travaillaient en effet plus que les nôtres. Il a le projet de dicter quelque chose là-dessus.

« Au surplus, continuait-il, l'histoire ancienne est longue, et le système de guerre a changé souvent. De nos jours, il n'est déjà plus celui du temps de Turenne et de Vauban. Aujourd'hui, les travaux de campagne devenaient inutiles ; le système même de nos places était désormais problématique ou sans effet ; l'énorme quantité de bombes et d'obus changeait tout. Ce n'était plus contre l'horizontale qu'on avait à se défendre ; mais contre la courbe et la développée. Aucune des places anciennes n'était désormais à l'abri : elles cessaient d'être tenables ; aucun pays n'était assez riche pour les entretenir. Le revenu de la France ne pouvait suffire à ses lignes de la Flandre ; car les fortifications extérieures n'étaient guère aujourd'hui que le quart ou le cinquième de la dépense nécessaire ; les casemates, les magasins, les établissements à l'abri de la bombe, voilà désormais ce qui était indispensable, et ce à quoi on ne pourrait suffire. L'Empereur se plaignait surtout de la faiblesse de la maçonnerie actuelle ; le génie avait un vice radical sur cet objet, il lui avait coûté des sommes immenses en pure perte.

L'Empereur, frappé de ces vérités nouvelles, avait imaginé un système tout à fait au rebours des axiomes établis jusqu'ici : c'était d'avoir un calibre de gros échantillon, poussé en dehors de la ligne magistrale vers l'ennemi, et d'avoir cette ligne magistrale elle-même, au contraire,

défendue par une grande quantité de petite artillerie mobile ; par là, l'ennemi était arrêté court dans son approche subite : il n'avait que des pièces faibles pour attaquer des pièces fortes ; il était dominé par ce gros échantillon, autour duquel les ressources de la place, les petites pièces venaient se grouper, ou même se portaient au loin en tirailleurs, et pouvaient suivre tous les mouvements de l'ennemi par leur facile mobilité. Il fallait à l'ennemi dès lors de l'artillerie de siège ; il devait ouvrir la tranchée ; on gagnait du temps, et le véritable objet de la fortification était accompli. L'Empereur a employé ce moyen avec beaucoup de succès, et, au grand étonnement des ingénieurs, à la défense de Vienne et à celle de Dresde : il voulait l'employer à celle de Paris, qu'il ne croyait défendable que de la sorte ; mais du succès duquel il ne doutait nullement, etc.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Résumé des neuf mois écoulés.

Voilà déjà neuf mois que j'écris mon Journal, et je crains bien qu'au travers des parties hétérogènes qui s'y succèdent sans ordre, on n'ait que trop souvent perdu de vue mon principal, mon unique objet, ce qui concerne Napoléon et peut servir à le caractériser. C'est pour y suppléer, en tant que de besoin, que je vais essayer ici un résumé de quelques lignes ; résumé, d'ailleurs, que je me propose, pour le même motif, de réitérer désormais tous les trois mois.

En quittant la France, nous étions demeurés un mois à la disposition du brutal et féroce ministère anglais ; puis notre traversée à Sainte-Hélène avait été de trois mois.

À notre débarquement, nous avons occupé Briars, près de deux mois.

Enfin, nous étions à Longwood depuis trois mois.

Or, ces neuf mois eussent composé quatre époques bien distinctes pour celui qui se serait occupé d'observer Napoléon.

Tout le temps de notre séjour à Plymouth, Napoléon demeura concentré et purement passif, n'opposant que la force d'inertie. Ses maux étaient tels et tellement sans remède, qu'il laissait stoïquement courir les événements.

Durant toute notre traversée, ce fut en lui constamment une parfaite égalité et surtout la plus complète indifférence ; il ne témoignait aucun désir, n'exprimait aucun contretemps. On lui portait, il est vrai, les plus grands égards ; il les recevait sans les apercevoir ; il parlait peu, et toujours le sujet était étranger à sa personne. Quiconque, tombé subitement à bord, aurait été témoin de sa conversation, eût été bien loin sans doute de deviner à qui il avait à faire : ce n'était pas l'Empereur. Je ne saurais mieux le peindre dans cette circonstance, qu'en le comparant à ces passagers de haute distinction qu'on transporte avec grand respect au lieu de leur mission.

Notre séjour à Briars présenta une autre nuance. Napoléon, réduit presque à lui seul, ne recevant personne, tout à son travail, semblant oublier les événements et les hommes, jouissait en apparence du calme et de la paix d'une solitude profonde, dédaignant, par distraction ou par mépris, de s'apercevoir des inconvénients ou des privations dont on l'environnait ; s'il en exprimait parfois quelque chose, ce n'était que réveillé par l'importunité de quelque Anglais, ou excité par le récit des outrages faits aux siens. Toute sa journée était remplie par ses dictées ; le reste du temps donné au délassement d'une conversation toute privée. Il ne mentionnait point les affaires de l'Europe ; parlait

rarement de l'empire, fort peu du consulat ; mais beaucoup de son généralat d'Italie, et bien plus encore, et presque constamment, des plus minutieux détails de son enfance et de sa première jeunesse. Ces derniers sujets surtout semblaient, en cet instant, d'un charme tout particulier pour lui. On eut dit qu'ils lui procuraient un oubli complet ; ils le portaient même à la gaîté. C'était presque uniquement de ces objets qu'il remplissait les heures nombreuses de ses promenades nocturnes au clair de lune.

Enfin, notre établissement à Longwood fut une quatrième et dernière nuance. Toutes nos situations jusque-là n'avaient été qu'éphémères et transitoires. Cette dernière devenait fixe, et menaçait d'être durable. Là allait commencer réellement notre exil et nos destinées nouvelles. L'histoire les prendrait là ; les regards de l'univers allaient nous y considérer. L'Empereur, semblant faire ce calcul, régularise tout ce qui l'entoure, et prend l'attitude de la dignité qu'opprime la force ; il trace autour de lui une enceinte morale derrière laquelle il se défend à présent pouce à pouce contre les inconvenances et les outrages ; il ne passe plus rien à ses persécuteurs ; il se montre susceptible sur les formes, hostile contre toute entreprise. Les Anglais n'avaient pas douté que l'habitude ne produisît enfin la familiarité. L'Empereur les ramène au premier jour, et le respect le plus profond se manifeste.

Ce ne fut pas pour nous une petite surprise ni une légère satisfaction, que d'avoir à nous dire que, sans savoir comment ni pourquoi, il devenait pourtant visible que, dans l'esprit et aux regards des Anglais, l'Empereur se trouvait à présent plus haut qu'il ne l'avait été jusque-là ; nous pouvions même nous apercevoir que ce sentiment allait chaque jour croissant.

Avec nous, l'Empereur reprit tout à fait, dans ses conversations, l'examen des affaires de l'Europe. Il analysait les projets et la conduite des souverains ; il leur opposait la sienne ; jugeait, tranchait, parlait de son règne, de ses actes, en un mot nous retrouvions l'Empereur, et tout Napoléon. Ce n'est pas qu'il eût jamais cessé de l'être un instant pour notre dévouement et nos soins, ni que, de notre côté, nous eussions à en souffrir le moindrement, sous aucun rapport. Jamais il ne fut pour nous d'humeur plus égale, de bonté plus constante, d'affection plus habituelle. C'était précisément au milieu de nous, et tout à fait en famille, qu'il concertait ses sorties contre l'ennemi commun ; et celles qu'on trouvera les plus vigoureuses, qui paraîtront dictées par la colère, ne l'ont presque jamais été même sans quelque rire et sans quelque gaîté.

La santé de l'Empereur, durant les six mois qui précédèrent notre établissement à Longwood, ne sembla pas éprouver la moindre altération ; pourtant c'était un régime si contraire ! Les heures, la nourriture, n'étaient plus les mêmes ; ses habitudes étaient toutes bouleversées. Lui, accoutumé à tant de mouvement, était demeuré renfermé tout ce temps dans une chambre. Les bains étaient devenus une partie de son existence, et il en avait été constamment privé, etc., etc. Ce ne fut qu'après être arrivé à Longwood, et lorsqu'il eut retrouvé une partie de ces objets, qu'il eut couru à cheval et repris des bains, qu'on commença à apercevoir une altération sensible.

Chose singulière ! tant qu'il avait été mal, il n'y eut point de traces de ses souffrances ; ce ne fut que dès qu'il fut mieux qu'on les vit apparaître. Ne serait-ce pas que dans l'ordre moral, comme dans l'ordre physique, il se trouve souvent un long intervalle entre la cause et les effets.

Fin du tome IV.

Cet ouvrage est composé par

Leo'n Co

pour

herodote.net